

Démission romaine

Voilà l'Italie plongée dans une nouvelle crise politique, la quarante-huitième depuis la guerre ! Le président du conseil, M. Giovanni Gorla, qui a présenté sa démission le vendredi 11 mars, a jeté l'éponge quelques jours plus tôt que prévu, les tensions entre les cinq partis membres de la coalition gouvernementale s'étant brutalement aggravées.

Jeu, le conseil des ministres avait, à une étroite majorité, donné le feu vert à la reprise des travaux de construction de la centrale nucléaire de Montedison-Castro, située à une centaine de kilomètres au nord de Rome, qui est à 80 % achevée. Les ministres socialistes, soutenus par les sociaux-démocrates, s'étaient violemment opposés à cette décision, peu compatible à leurs yeux avec le résultat des référendums du 8 novembre dernier plutôt hostile à l'atome industriel.

M. Giovanni Gorla semble avoir exploité cette affaire pour élargir le soutien largement répandu que son départ était en fait dû aux pressions de son propre parti. Lors de la précédente crise mortelle, le 10 février, la démocratie chrétienne n'avait pas caché son désir de procéder à une redistribution des cartes parmi les différents courants qui la composent. Le président du conseil s'était trouvé contraint de reprendre du service, le projet de budget pour 1988 n'ayant pas encore été approuvé par le Parlement. Mais, devant ses amis, il s'était engagé à se démettre sitôt le vote obtenu. Cette situation extrêmement délicate a été aggravée par les partisans - et adversaires - socialistes de clamer que la démocratie chrétienne était le principal facteur d'instabilité politique dans la péninsule.

En démontrant, par le biais de la discordance sur le nucléaire, qu'il existe en réalité de très profondes sujets de divergence dans la majorité, M. Gorla s'est ménagé une sortie qui ne manque de panache, et il a rendu service à son propre parti, qui ne l'avait pourtant soutenu que du bout des lèvres depuis son accession au pouvoir, le 28 juillet de l'année dernière.

Le fragile gouvernement à cinq de M. Gorla s'est montré impuissant à résoudre nombre de problèmes, entre autres la vague de grèves qui, depuis six mois, paralysent les transports ferroviaires et aériens. De fait, il aura consacré l'essentiel de ses efforts, durant sa courte vie, à la préparation et, finalement, au vote d'un budget lourdement déficitaire, qui n'apporte aucun remède à la dégradation de la conjoncture économique.

Le président de la République, M. Francesco Cossiga, va entamer les consultations politiques d'usage. Sur les rivalités traditionnelles entre démocrates-chrétiens et socialistes, se greffe maintenant un contentieux sur le thème du nucléaire. La démocratie chrétienne affecte une fois encore d'être totalement maîtresse du jeu. Pour succéder à M. Gorla à la tête d'un gouvernement dont il est difficile de deviner les contours, elle proposez sans doute son secrétaire, M. Cirino De Mita. Mais un retour du ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, déjà cinq fois président du conseil dans les années 70, ne peut être exclu.

M 0146 - 0314 0 - 6,00 F



Les tensions au Proche-Orient et la tentative de médiation de M. Shultz

- Washington ferme le bureau de l'OLP à l'ONU
- M. Shamir rejette le plan de paix américain

A la veille de l'arrivée du premier ministre israélien, M. Shamir, à Washington venu pour discuter des initiatives de paix américaines au Proche-Orient, les Etats-Unis ont officiellement confirmé, vendredi 11 mars, leur décision de fermer, dans une dizaine de jours, la mission de l'OLP auprès des Nations unies. Cette déci-

Le premier à réagir à la décision de fermeture du bureau de l'OLP a justement été M. Shultz, qui est sorti de sa réserve habituelle pour dénoncer, dans la loi anti-terroristes votée par le Congrès et au nom de laquelle la fermeture de la représentation de l'OLP a été décidée, « l'une des choses les plus stupides que le Congrès ait faites ces derniers temps ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, informé de la décision de Etats-Unis par le chargé d'affaires de la mission américaine, M. Herbert Okun, a immédiatement élevé une « vive protestation à la suite de

cette violation de l'accord de siège existant entre les Etats-Unis et l'ONU ». Dans sa lettre, M. Okun explique que la loi anti-terroristes adoptée par le Congrès en 1987 exige de fermer le bureau de la mission d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès des Nations unies : « Si l'OLP ne se plie pas à la loi, le procureur général entamera une action judiciaire pour fermer la mission de l'OLP le ou autour du 21 mars, date effective d'entrée en vigueur de la loi », ajoute-t-il. « Les Etats-Unis, poursuit la lettre, n'entreprendront pas d'autre action pour fermer la mission [de l'OLP] en attendant

une décision dans ce litige. Etant donné les circonstances, les Etats-Unis jugent que la soumission de cette affaire à un arbitrage ne serait pas utile. »

Si Washington laisse ainsi la porte ouverte à une bataille juridique devant les tribunaux américains, l'OLP et la Ligue arabe ont d'ores et déjà exprimé leur refus de tels recours, estimant qu'il s'agit d'un litige « entre les Nations unies et les Etats-Unis » et non d'un conflit entre la centrale palestinienne et le gouvernement américain.

Y. H. (Lire la suite page 4.)

Le marché des satellites devrait profiter du succès d'Ariane

La fusée européenne a placé dans la nuit de vendredi à samedi, sur une orbite pratiquement parfaite, deux satellites de communication

PAGE 7

M. Gorbatchev en Yougoslavie

Après Khrouchtchev et Brejnev

PAGE 4

L'anniversaire de l'Anschluss

Il y a cinquante ans, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne

PAGES 2 et 20

La réception de M. André Frossard à l'Académie française

Le discours du récipiendaire et la réponse du R.P. Carré

PAGES 9 à 12

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, secrétaire général du PR, invité dimanche de 18 h 15 à 19 h 30

Le sommaire complet se trouve en page 20

Un sondage IPSOS-« le Monde »

La politique et les mots pour la dire

« Chômage », « noyaux durs », « plan », « cohabitation »... Comment les Français entendent-ils les discours politiques ? Quel est l'écart entre la réalité et les mots pour la dire ? C'est à ces questions que répond le sondage réalisé par IPSOS pour le Monde.

par André Laurens

La campagne précédant l'élection présidentielle constitue l'une des plus intenses périodes de la communication politique. Elle fournit, sur un plan national, l'occasion de s'interroger sur la portée médiatique du débat démocratique, sur la manière dont le message passe dans l'opinion. C'est pour tenter de répondre, filio-cie partiellement à cette question que le Monde et la société IPSOS

ont procédé à un sondage inhabituel sur la culture politique des Français à partir d'une vingtaine de mots-clés de la confrontation préélectorale qui doit déboucher sur le choix, décisif dans nos institutions, du président de la République.

Inhabituelle, cette enquête l'est surtout par la démarche qui l'inspire et la méthode sur laquelle elle s'appuie. Celle-ci consiste à solliciter, par le biais de questions ouvertes, non un choix parmi plusieurs solutions proposées, mais une réponse spontanée et personnelle. La liberté ainsi laissée aux personnes interrogées se traduit par une grande diversité dans l'éventail des réponses qu'elles donnent pour chacun des vingt mots retenus dans le vocabulaire politique. Ceux-ci ne sont pas compris, il s'en faut, de la même

façon par tout le monde, mais, si variées que soient les réponses, il est possible de les classer par groupes de significations proches.

Dans la présentation des résultats partiels de l'enquête que l'on trouvera ci-dessous, nous n'avons conservé que les définitions dominantes, celles que renvoie notamment une proportion significative de l'échantillon de la population.

Avant même la diversité, voire la fantaisie, des réponses, ce qui retient l'attention, c'est l'échelle des non-réponses qui établit, à l'envers, une sorte de palmarès de l'incompréhension du débat politique et, en quelque sorte, la frontière de la non-communication. Il y a des mots-messages de discours ambiant qui ne sont pas reçus par une grande partie de l'opinion, ou qui ne lui disent rien, ou, encore, qui ont perdu leur signification.

(Lire la suite page 6.)



SOS-Racisme devrait rassembler ses sympathisants le samedi 12 mars à Vincennes. Une façon de prendre date à six semaines de l'élection présidentielle (lire page 5).

LE MONDE diplomatique

LA FRANCE DANS LE MONDE

Mars 1988

par CLAUDE JULIEN

Alors que les tensions internationales s'accroissent, les positions de la France reculent. Pourtant, les candidats à l'élection présidentielle restent d'une stupéfiante discrétion. Dans ce contexte, Claude Julien dégage les lignes de force d'une politique étrangère de la France où la construction d'une Europe attachée à la défense des principes démocratiques serait l'objectif prioritaire.

HISTOIRE DES NAZIS PARLENT

De hauts responsables nazis et d'anciens bourreaux des camps racontent. Ils ont accepté de parler en toute liberté de choix. Certains disent l'horreur de ce qu'ils ont vu. Quelques hommes courageux témoignent de leur refus, pour l'honneur du peuple allemand, de participer au génocide. Leur mémoire à tous est sans défaillance : nier l'existence des chambres à gaz est une pure et simple aberration.

En vente chez votre marchand de journaux

Un rapport de l'INSERM

L'homéopathie inefficace

Une étude réalisée sous l'égide de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) vient de démontrer l'absence d'efficacité de l'homéopathie dans le traitement de certains troubles digestifs. Réalisée à la demande de M^{me} Georgina Dufoux, lorsqu'elle était ministre des affaires sociales, cette étude, publiée dans l'hebdomadaire médical britannique The Lancet, pourrait troubler les nombreux adeptes de cette médecine douce qui consiste à administrer des substances toxiques, mais à des doses infinitésimales, pour avoir un effet thérapeutique.

Jamais sans doute une étude destinée à mesurer une éventuelle efficacité de l'homéopathie n'aurait été faite avec une telle rigueur scientifique. Rarement la publication de travaux d'une telle importance avait fait l'objet d'aussi peu de publicité. Qu'on en juge : une simple « lettre à l'éditeur », publiée dans le dernier numéro du Lancet (daté du 5 mars).

Pourtant, à l'origine, la mise en œuvre de cette étude avait été annoncée à grand fracas. C'était en décembre 1985, M^{me} Georgina Dufoux, alors ministre des affaires sociales, venait de créer la Fondation pour l'évaluation des thérapies alternatives (le Monde du 11 décembre 1985). Sous son égide, le Groupe de recherches et d'essais cliniques en homéopathie (GRECHO) était mis en place, avec la mission de procéder rapidement à des études en double aveugle, faites selon un protocole d'expérimentation établi par le professeur Daniel Schwartz (INSERM). Il fut alors décidé que la première de ces études concernerait le domaine de la chirurgie digestive. A cela une raison simple : les homéopathes admettent que, dans cette indication - l'accélération de la reprise du transit intestinal après intervention chirurgicale, - le traite-

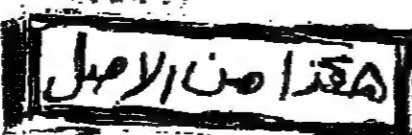
ment homéopathique est le même pour tous les malades. On n'est donc pas forcé d'établir un protocole thérapeutique qui prendrait en compte, comme le veulent les préceptes de l'homéopathie, la singularité de chaque patient.

On décida donc d'étudier six cents patients ayant tous été opérés dans douze hôpitaux de la région parisienne. A cent cinquante d'entre eux, il ne fut rien prescrit ; à cent cinquante autres, il ne fut administré qu'une substance neutre (placebo) ; cent cinquante patients reçurent du placebo plus de l'« opium » dilué à 30 CH. Enfin, cent cinquante opérés reçurent, après leur intervention, le traitement le plus couramment prescrit par les homéopathes, à savoir de l'opium 30 CH et du raphanus 10 CH.

Les produits homéopathiques avaient été préparés tout spécialement par les laboratoires Boiron, sous le contrôle d'experts officiels.

FRANCK NOUËL (Lire la suite page 7.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Irlande, 90 p.; Italie, 2.000 L.; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 14 cs.; Suisse, 1,20 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.



هنا من الامم

Dates

IL Y A CINQUANTE ANS

L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 mars. - Corée : visite du président chypriote, G. Vassiliou.

Lundi 14 mars. - Allemagne fédérale : rencontre entre M. François Mitterrand et M. Helmut Kohl.

Etats-Unis : visite officielle du premier ministre israélien, Y. Shamir (jusqu'au 16).

Yougoslavie : visite officielle d'amitié de M. Gorbatchev (jusqu'au 18).

Mardi 15 mars. - Brésil : entrée en vigueur du nouveau système parlementaire.

Etats-Unis : élections primaires dans l'Illinois.

Inde : arrêts de travail national, à l'appel de l'opposition.

Mercredi 16 mars. - Suisse : rencontre entre M. Dimitri Iazov, ministre soviétique de la défense et M. Frank Carlucci.

Samedi 19 mars. - Séville : rencontre entre M. François Mitterrand et M. Felipe Gonzalez.

Dimanche 20 mars. - Allemagne fédérale : élections régionales dans le Bade-Wurtemberg.

Salvador : élections législatives et municipales.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDIPAR 650 672 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-31

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982) André Lacroix (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozis

Rédacteur en chef : Daniel Verzet

Conducteur en chef : Claude Sales

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDIPUB 206 136 F

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0393 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

C'EST un samedi 12 mars 1938. A midi, Joseph Gobbels, ministre de la propagande du Reich, fait passer ce communiqué à la radio : « Depuis ce matin, les soldats de la Wehrmacht allemande passent toutes les frontières de l'Autriche allemande... Appelés par le nouveau gouvernement national-socialiste de Vienne, (ils) seront les garants de ce que le peuple autrichien aura, dans les plus brefs délais et grâce à un véritable référendum, la possibilité de disposer de son avenir et, par là, de son destin... »

Les cloches de toutes les églises sonnent à toute volée au long du Danube jusqu'à Saint-Étienne de Vienne, les Autrichiens acclament les colonnes de fantassins, les premiers blindés de la nouvelle armée allemande. « L'Autriche salue son Führer », proclament les banderoles. Pour la dernière fois, les emblèmes nationaux rouge-blanc-rouge sont hissés auprès des drapeaux à croix gammée.

Tous les envoyés spéciaux de la presse internationale, les documentaires filmés, en témoignent, ce sont des retrouvailles, rien d'une entreprise de conquête militaire : pas un coup de feu n'a été tiré, pas une résistance n'a été ébauchée. Ce n'est même pas une annexion, enjolivée par la seule propagande, mais un rattachement (ce que signifie le mot *Anschluss*)... Sans la moindre réaction des puissances signataires du traité de Versailles. La France n'a pas de gouvernement, l'Angleterre tergiverse.

Les hommages du cardinal-archevêque

Tout commence à cinq heures du matin, ce 12 mars, avant l'entrée des troupes. A l'aérodrome de Vienne, Himmler, chef des SS et de la police, arrive en compagnie de Heydrich, chef de la police de sûreté, et de Wolf, autre dignitaire SS. En vingt-quatre heures, seize mille hommes de la police d'intervention venus du Reich occupent tous les postes de police et de gendarmerie autrichiens. L'épuration des fonctionnaires de police est immédiate.

En trois jours, le gauléiter Burckel, commissaire pour l'incorporation de l'*Ostmark* (la marche de l'Est), procède à une transfusion générale d'Allemands dans tous les postes publics et privés. Le 14, l'armée autrichienne est intégrée à la Wehrmacht et prête serment avant d'être dispersée dans les garnisons du Reich. Tous les médecins, les juristes, les magistrats juifs sont remplacés. 16 000 révocations sont prononcées. Les actes d'allégeance de la magistrature, des universitaires, du clergé ne sont ni moins précipités ni moins massifs.

En fin d'après-midi, le 14 mars, Hitler fait son entrée dans Vienne. 250 000 Viennois l'accablent dans une explosion de passion, une frénésie de joie qui ne se fabrique pas à coups de trique. Ces gens croient sincèrement que l'unité de la nation allemande est faite et qu'elle transforme leur destin. Derrière le chancelier, un von Pappen en uniforme d'ambassadeur fier d'avoir été l'architecte d'une opération dont il espère qu'elle renforcera le poids des catholiques dans l'ensemble allemand, et qu'elle amènera Hitler à la modération.

Le cardinal-archevêque de Vienne, Innitzer, originaire des Sudètes et qui a toujours été grand-Allemand, sans pour autant se rallier au national-socialisme, est reçu par Hitler sous les huées des militants prêts à « pendre les juifs et les curés ». Il lui crie : « à Dachau, à Dachau ! » Il rend tout de même son hommage, dans la même illusion que von Pappen... Ce dont le pape Pie XI ne lui saura aucun gré.

En quarante-huit heures, il entraîne les évêques autrichiens à aller beaucoup plus loin dans la voie du ralliement que ne le feront jamais les évêques du Reich. Leur appel du 18 mars, dit aux catholiques un « devoir national de faire, en tant qu'Allemands, profession de foi en faveur du Reich allemand ». Nativité, opportunisme, manque de jugement ou de sens politique ? Le cardinal

Innitzer en rajoute, il affirme au gauléiter Burckel que la déclaration a été écrite « volontairement et sans contrainte ». Et il fait précéder sa signature des mots « Heil Hitler ! ». Ce n'est ni une excuse ni une explication de ce qu'il a fait dans le loyalisme... Ou que des dirigeants socialistes respectés, tel Karl Renner, ancien et futur chancelier, futur président de la Seconde République, font savoir qu'ils voteront oui au plébiscite à venir sur le rattachement. Accompagnant l'enthousiasme, la terreur. En quinze jours, les SA, les SS, les policiers, déferlent dans les rues, traquent les suspects ; les juifs, les socialistes, les modérés de droite connus pour leur fidélité à l'Autriche. 70 000 arrestations sont opérées, le premier convoi pour Dachau part le 1^{er} avril.

Un plébiscite a été fixé au 10 avril pour approuver le rattachement. L'alternance de politiques de répression, de mise en confiance ou de séduction grossit la masse prévisible des votes favorables. Le sens tactique joue autant que la conviction, le désespoir d'avoir vu l'Autriche abandonnée pèse autant que la volonté fiévreuse de rejeter les clauses du traité de Versailles. Il n'est plus temps pour les militants de gauche de se manifester comme tels dans les bureaux de vote contrôlés par les sbires du parti. Les plus sceptiques veulent croire que les choses iront mieux qu'avant, et que l'Autriche balancera la Prusse au sein du Reich.

L'intimidation physique et morale produit ses effets multiplicateurs. Si bien que le 11 avril, pour 4 270 000 oui, on compte 11 260 non... hardis, dont les auteurs n'attendent pas longtemps l'arrestation.

Le 1^{er} juin, l'Etat autrichien disparaît totalement. Il est divisé en sept *Gaue*, au lieu de neuf provinces. Le nom d'Autriche lui-même est supprimé.

L'erreur sur l'adversaire

Dès la fin de 1918, après la défaite des Empires centraux, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne était voulu comme l'unique salut pour le groupe de provinces autrichiennes de langue allemande dépourvues des moyens de vivre en nation autonome. L'indépendance voulue par les traités de Versailles et Saint-Germain de 1919 était ressentie comme le prix d'une guerre perdue. Tous les partis autrichiens inscrivent donc dans leurs statuts la volonté d'*Anschluss*. Les plus fervents partisans étaient les sociaux-démocrates, qui rêvaient d'une Grande-Allemagne socialiste avec leurs camarades allemands alors au pouvoir. Les chrétiens sociaux, un peu plus réservés, y trouvaient le cadre fédéral qui pourrait englober un Etat catholique. La droite penchait vers le pangermanisme. Personne pour défendre l'Autriche.

Lorsque Hitler arriva au pouvoir, le 30 janvier 1933, son programme, dans l'article premier, réclamait l'*Anschluss* et l'abolition du traité de Saint-Germain. L'une de ses premières déclarations, le 31 janvier, saluait « le peuple allemand-frère en Autriche ».

La réaction politique est immédiate : tous les partis autrichiens rejettent le national-socialisme. Ils suppriment de leurs programmes la référence à l'*Anschluss*. Hitler devient l'ennemi, sans que l'Allemagne cesse, malgré tout, de constituer une espérance liée à une

forme de solidarité qui entretient les équivoques.

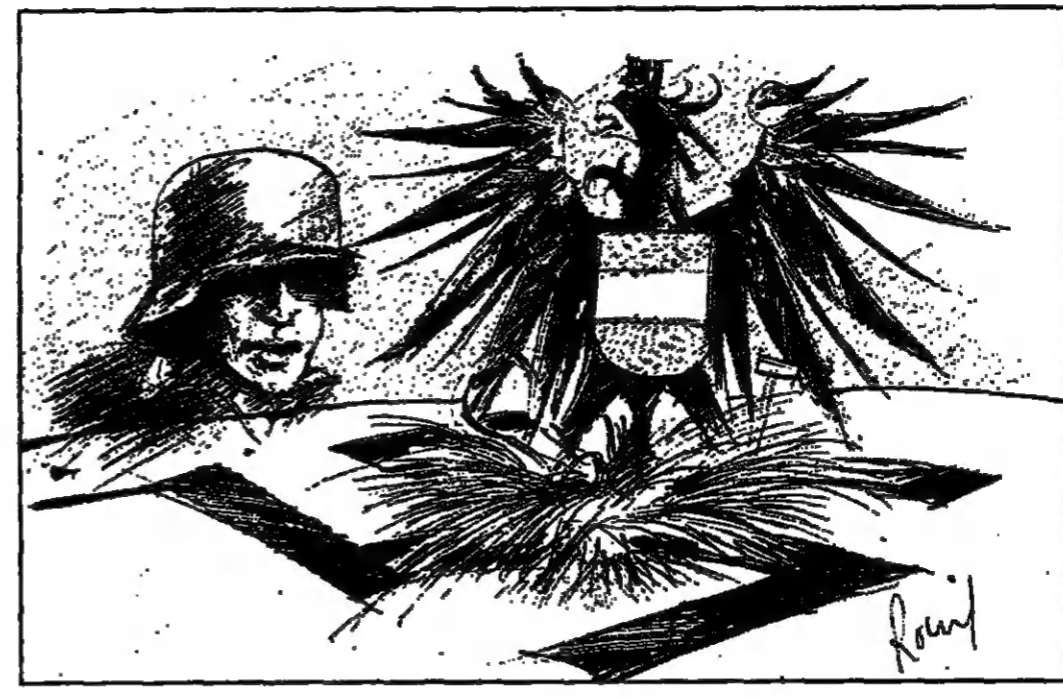
Le discours que tient, le 1^{er} mai 1933, le chancelier Dollfuss trace explicitement des frontières difficiles à tenir : « Nous professons avec joie notre germanité, mais nous ne pouvons permettre qu'on transforme la communauté ethnique en objet d'idolâtrie... L'objectif auquel nous tendons ne saurait être qu'une relation compréhensive entre la communauté ethnique et la conception chrétienne du monde... La défaite du marxisme est le premier objet de notre combat... Nous ne voulons ni du socialisme international ni du socialisme brun ».

Ces propos éclairent l'évolution de 1933 à 1938. Les chanceliers catholiques, Dollfuss puis Schussnigg, se trompent lourdement d'adversaire. Leur objectif majeur est le « marxisme », contre lequel ils bâtissent un « Etat corporatif », ils accueillent les socialistes à la

Commence alors l'ultime manœuvre de von Pappen.

En Autriche, les forces illégales du Parti nazi sont prêtes à l'insurrection. A la frontière, les divisions allemandes se massent. Alors, le 12 février 1938, Pappen emmène Schussnigg à Berchtesgaden pour « dissiper les malentendus » de l'application de l'accord de 1936. Hitler lui présente un diktat pur et simple, aux termes duquel l'Autriche doit désormais soutenir la politique du Reich. Les nationaux-socialistes autrichiens sortent de l'illégalité, sont amnistiés, ne font plus l'objet de discriminations, et leur principal représentant, l'avocat Arthur Seyss-Inquart, nommé conseiller d'Etat deux ans avant, devient ministre de l'Intérieur et de la sécurité.

Jouissant à la fois de la confiance de Hitler et de celle de Dollfuss, puis de Schussnigg, aussi pieux catholique que national-socialiste, Seyss-Inquart sera pendant la guerre commissaire du Reich



guerre civile (février 1934), qui fait plus de trois cents morts et plus de huit cents blessés. Les sociaux-démocrates sont réduits à la clandestinité, mais Dollfuss y perd le concours de milices ouvrières puissantes et bien armées, prêtes à s'opposer aux nazis.

Hitler, en un premier temps, veut précipiter les choses : il tente un coup d'Etat en juillet 1934, où Dollfuss est assassiné. Il passe alors à la voie diplomatique, utilisant à cette fin von Pappen, personnalité catholique, incarnation de l'ordre moral, prompt à toute besogne. Patiemment, en deux ans à Vienne, il joue des factions les unes contre les autres, facilite l'extension clandestine et pacifique des nationaux-socialistes autrichiens et finit par convaincre Schussnigg qu'avec Hitler un arrangement n'est pas impossible. C'est l'accord assez vague du 11 juillet 1936, première étape des concessions irrémédiables.

Diktat

Au nom de la « communauté culturelle », le chancelier Schussnigg introduit les nationaux-socialistes dans l'Etat. Il n'a d'ailleurs aucun doute sur les vraies intentions de Hitler. En proie à une résignation fascinée devant la catastrophe, il s'obstine à maintenir dans l'illégalité les organisations de gauche, politiques ou syndicales. Mussolini l'avertit en vain, en août 1936 : « L'Autriche doit vouloir son indépendance », puis, seul à le soutenir encore, le lâche. Car la France et l'Angleterre redoutent Hitler, mais pour leur propre compte, en fermant les yeux sur les violations successives du traité de Versailles.

En novembre 1937, Hitler fixe à son état-major l'échéance pour le printemps 1938. Les Anglais en sont informés. Ils font avertir Schussnigg, dont la police trouve des documents qui confirment.

La pression s'accroît

Pendant trois semaines, la pression s'accroît. Schussnigg, au dernier instant, tente un référendum sur l'indépendance, qui détermine Hitler à précipiter le chantage. Par téléphone, Seyss-Inquart transmet les messages jusqu'à l'aube du 12 mars, où la nouvelle Wehrmacht entreprend le premier essai de ses capacités manœuvrières, assez décevant d'ailleurs, disent les techniciens.

L'*Anschluss* n'est pas survenu sur un coup de tête : il était explicable que l'Autriche du traité de Saint-Germain en eût nourri l'idéal. Beaucoup d'Autrichiens furent de bons Allemands, non seulement dans l'occupation de l'Europe, mais aussi dans la pratique politique SS. Mais il fut clair dès 1945 que c'est l'expérience même de sept ans de cet *Anschluss*, le prix payé en commun avec le III^e Reich d'une colonisation par le national-socialisme et d'une guerre, qui a permis de liquider cette nostalgie.

L'identité de l'Autriche indépendante de langue allemande s'est forgée dans cette épreuve et dans la naissance d'une résistance autrichienne au nazisme. La conscience en a pris forme dans les quelques jours de février-mars 1938, où, au dernier moment et trop tard, les chrétiens-sociaux entrent enfin en conversation avec les socialistes avant de se retrouver dans les camps ou en émigration.

JACQUES NOBÉCOURT.

* Bibliographie. - Essentiellement : Félix Kreiser, *La Prusse de conscience de la nation autrichienne, 1938-1945-1978*, tomes 1 et 2. Presses universitaires de France, 1980.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

FRANÇOIS LEOTARD

animé par **OLIVIER MAZEROLLE**

avec André FASSERON
et Daniel CARTON (*Le Monde*)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

en direct sur
RTL

PANAMA

Washington accentue ses pressions sur le général Noriega

Les Etats-Unis ont resserré d'un tour leur étau financier sur Panama, le vendredi 11 mars, dans l'espoir d'accélérer le départ de l'homme fort du pays, le général Noriega, inculpé de trafic de drogue par la justice américaine.

La crise politique et financière continue à déchirer le pays. L'ambassadeur du Panama à Bruxelles, M. Riera Diaz, a été démis de ses fonctions vendredi pour avoir refusé de reconnaître le nouveau gouvernement.

Demandant au général Noriega — dont le pouvoir est qualifié d'« illégitime » — de s'effacer dans l'histoire de son pays, le président Delvalle déposé le 26 février, le président Reagan qui a tenu une conférence de presse avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, s'est déclaré disposé à reprendre des relations de travail étroites avec Panama une fois le gouvernement civil et la démocratie constitutionnelle rétablis.

Pour sa part, M. Shultz, qui a une nouvelle fois précisé que les forces armées américaines au Panama n'ont pas en état d'alerte, a laissé entendre sans préciser que de « nouvelles mesures seraient prises, si nécessaire ». Enfin, dernière « sanc-

tion », les services américains des douanes et d'immigration accentueront leur surveillance sur les arrivées en provenance de Panama.

La crise politique et financière continue à déchirer le pays. L'ambassadeur du Panama à Bruxelles, M. Riera Diaz, a été démis de ses fonctions vendredi pour avoir refusé de reconnaître le nouveau gouvernement.

Demandant au général Noriega — dont le pouvoir est qualifié d'« illégitime » — de s'effacer dans l'histoire de son pays, le président Delvalle déposé le 26 février, le président Reagan qui a tenu une conférence de presse avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, s'est déclaré disposé à reprendre des relations de travail étroites avec Panama une fois le gouvernement civil et la démocratie constitutionnelle rétablis.

Pour sa part, M. Shultz, qui a une nouvelle fois précisé que les forces armées américaines au Panama n'ont pas en état d'alerte, a laissé entendre sans préciser que de « nouvelles mesures seraient prises, si nécessaire ». Enfin, dernière « sanc-

tion », les services américains des douanes et d'immigration accentueront leur surveillance sur les arrivées en provenance de Panama.

La crise politique et financière continue à déchirer le pays. L'ambassadeur du Panama à Bruxelles, M. Riera Diaz, a été démis de ses fonctions vendredi pour avoir refusé de reconnaître le nouveau gouvernement.

Demandant au général Noriega — dont le pouvoir est qualifié d'« illégitime » — de s'effacer dans l'histoire de son pays, le président Delvalle déposé le 26 février, le président Reagan qui a tenu une conférence de presse avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, s'est déclaré disposé à reprendre des relations de travail étroites avec Panama une fois le gouvernement civil et la démocratie constitutionnelle rétablis.

Pour sa part, M. Shultz, qui a une nouvelle fois précisé que les forces armées américaines au Panama n'ont pas en état d'alerte, a laissé entendre sans préciser que de « nouvelles mesures seraient prises, si nécessaire ». Enfin, dernière « sanc-

tion », les services américains des douanes et d'immigration accentueront leur surveillance sur les arrivées en provenance de Panama.

La crise politique et financière continue à déchirer le pays. L'ambassadeur du Panama à Bruxelles, M. Riera Diaz, a été démis de ses fonctions vendredi pour avoir refusé de reconnaître le nouveau gouvernement.

Demandant au général Noriega — dont le pouvoir est qualifié d'« illégitime » — de s'effacer dans l'histoire de son pays, le président Delvalle déposé le 26 février, le président Reagan qui a tenu une conférence de presse avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, s'est déclaré disposé à reprendre des relations de travail étroites avec Panama une fois le gouvernement civil et la démocratie constitutionnelle rétablis.

Pour sa part, M. Shultz, qui a une nouvelle fois précisé que les forces armées américaines au Panama n'ont pas en état d'alerte, a laissé entendre sans préciser que de « nouvelles mesures seraient prises, si nécessaire ». Enfin, dernière « sanc-

tion », les services américains des douanes et d'immigration accentueront leur surveillance sur les arrivées en provenance de Panama.

CANADA : la nouvelle stratégie militaire

Ottawa a entrepris de renforcer son dispositif de défense dans le Grand Nord

L'arrivée au pouvoir des conservateurs à Ottawa a marqué un tournant dans la politique de défense du Canada. Le programme américain sur lequel les précédents gouvernements comptaient pour assurer l'intégrité du territoire est devenu quelque peu étouffant.

INUVIK (Grand Nord canadien) de notre envoyé spécial

A 190 kilomètres au nord du cercle polaire, deux chasseurs CF-18 de l'armée canadienne décollent le silence des espaces infinis de l'Arctique.

Dans leur sillage, quatre avions Hercules libèrent dans le ciel cent quinze parachutistes engoncés dans leur tenue camouflée, aussi blanche que la neige sur laquelle ils se posent, par -47°C. A 11 heures du matin, le jour vient de se lever.

L'assaut simulé fait partie de la plus importante série de manœuvres jamais menées par les forces d'opérations spéciales (3 000 hommes des armées de terre et de l'air) dans le Grand Nord canadien.

L'ennemi est soviétique

L'ennemi, clairement identifié, est soviétique. Les généraux canadiens jugent peu probable une invasion massive de l'armée rouge par le pôle, qu'ils seraient d'ailleurs bien en peine de contenir avec les 94 600 hommes (dont plus de 10 000 sont en Europe) de leurs forces régulières.

Les troupes d'élite de la FOS, seule formation canadienne capable de monter des opérations aéroportées, se sont donc récemment exercées à répondre à ces attaques dans l'Arctique.

Canada possible depuis vingt ans ne peuvent, pour leur part, patrouiller dans l'Arctique: ils ne disposent pas de l'autonomie suffisante pour rester immergés plus de trois jours.

Sous-marins

Le Canada aurait sans doute continué plus longtemps à s'en remettre aux engins américains pour assurer sa défense polaire si les Etats-Unis n'avaient pas décidé de contester la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest.

Le Canada aurait sans doute continué plus longtemps à s'en remettre aux engins américains pour assurer sa défense polaire si les Etats-Unis n'avaient pas décidé de contester la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest.

Le Canada aurait sans doute continué plus longtemps à s'en remettre aux engins américains pour assurer sa défense polaire si les Etats-Unis n'avaient pas décidé de contester la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest.

Le Canada aurait sans doute continué plus longtemps à s'en remettre aux engins américains pour assurer sa défense polaire si les Etats-Unis n'avaient pas décidé de contester la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest.

Le Canada aurait sans doute continué plus longtemps à s'en remettre aux engins américains pour assurer sa défense polaire si les Etats-Unis n'avaient pas décidé de contester la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest.

Le Canada aurait sans doute continué plus longtemps à s'en remettre aux engins américains pour assurer sa défense polaire si les Etats-Unis n'avaient pas décidé de contester la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest.

Le Canada aurait sans doute continué plus longtemps à s'en remettre aux engins américains pour assurer sa défense polaire si les Etats-Unis n'avaient pas décidé de contester la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest.

entend être considéré non plus comme un « protégé », mais comme un « partenaire à part entière ». Le gouvernement canadien a prévu une augmentation annuelle de 2 % de son budget de la défense (10,3 milliards de dollars canadiens en 1987) pendant quinze ans. Afin de rattraper le retard accumulé dans le secteur naval notamment, le Canada s'équipera d'une dizaine

Pour l'ensemble formé par le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et l'archipel Arctique (un tiers de la superficie du pays), un seul quartier général, installé à Yellowknife et qui compte 67 militaires, appuyés par les 625 cadets et 710 monges, des limites pour le départ. Ces derniers, dispersés dans les communautés isolées où ils vivent, sont des militaires volontaires, qui reçoivent pour tout équipement une carabine Lee Enfield de calibre 303 et deux cepts balles distribuées chaque année, avec une casquette rouge pour insigne. Considérés comme

de sous-marins à propulsion nucléaire. Aux militaires du Pentagone qui manifestent quelque humeur devant cet acte d'émancipation, M. Beatty s'est efforcé d'expliquer que son pays « pourrait être pro-américain tout en étant nationaliste ».

Dans cette optique, l'armée canadienne s'est lancée à la conquête du Grand Nord, si proche de l'Union soviétique.

Ottawa a ensuite lancé la construction du plus gros brise-glace du monde (200 mètres de long, 88 000 chevaux), capable de briser une couche de glace de 2,5 mètres d'épaisseur à une vitesse constante de 3 nœuds, ce qui permettra des patrouilles toute l'année dans l'Arctique.

Le gouvernement canadien a franchi un autre pas décisif en décidant l'achat d'une flotte de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire. Avant que ces nouveaux sous-marins puissent se glisser sous les glaces polaires, le Canada disposera d'ici cinq ans d'un centre permanent d'entraînement du Nord situé au seuil du passage du Nord-Ouest, à Nanisivik. Ce village minier du nord de la terre de Baffin dispose déjà d'un port en eau profonde et d'une piste d'atterrissage longue de 2 kilomètres.

Pour améliorer la surveillance aérienne du Grand Nord, Ottawa projette d'acquiescer à dix nouveaux avions de patrouille à grand rayon d'action et dix nouveaux CF-18 qui compléteront la flotte actuelle de cent soixante-deux chasseurs. Ces avions pourront bientôt être stationnés en permanence dans cinq centres d'opérations avancées en cours de construction dans les Territoires du Nord-Ouest.

Au moment où la militarisation du Grand Nord prend forme, l'Union soviétique propose au Canada la négociation du premier traité bilatéral de coopération dans l'Arctique. Ottawa n'a pas encore répondu à cette invitation à former dans l'Arctique une zone de paix.

Nous serions effectivement intéressés à ce que l'URSS désarme Mourmansk et la péninsule de Kola, où sont basés plus de cent sous-marins équipés de missiles balistiques intercontinentaux. Toute proposition qui viserait à exclure les sous-marins soviétiques serait malhonnête et inutile », a estimé le ministre canadien de la défense, en se référant sur le théâtre de manœuvres de ses troupes d'élite, près d'Inuvik.

MARTINE JACOT.

(1) La construction sur pilotis est la seule possible dans ces régions où le sol est gelé en permanence et en profondeur (permafrost). Le sable, l'argile et le limon, qui constituent, le sol se transformeraient en boue si les bâtiments n'étaient pas surélevés.

(2) Le NORAD, accord sur la défense aéronautique de l'Amérique du Nord conclu entre les Etats-Unis et le Canada, est en vigueur depuis 1958.

BRÉSIL : scandales et débat constitutionnel

Le gouvernement et le président ne sont plus irréprochables

de corruption existaient dans les sphères officielles.

L'affaire risque d'atteindre le président de la République. A la croire l'ancien chef de cabinet de M. Teixeira, aucune subvention d'importance n'était attribuée sans la signature présidentielle et elle devait répondre à des critères politiques.

Ce n'est pas la première fois que des odeurs délétères montent des cabinets ministériels, depuis l'arrivée de M. Sarney au pouvoir. Il y a dix mois, un quotidien de Sao-Paulo avait révélé que le ministre des transports avait procédé à un appel d'offres frauduleux pour recruter les entreprises chargées de réaliser le projet favori de M. Sarney, la voie ferrée nord-sud, lequel aurait l'insouciance de coûter, en bas mot, 2 milliards et demi de dollars et d'être d'une viabilité douteuse, car elle traversait les régions peu habitées du Brésil central.

La polémique sur l'austérité gouvernementale a rebondi quand la conférence épiscopale a affirmé, dans une note envoyée à tous les diocèses, fin janvier, que « la corruption continuait d'être impunie » et qu'elle « dépassait même celle qui existait sous le régime militaire ».

« Le mal venant d'en haut, précisaient les évêques, il imprime tout le pays. » Une telle déclaration a valu au président de la conférence épiscopale, Dom Luciano Mendes, d'être appelé par le chef de l'Etat à fournir des explications et celles-ci ont été plutôt embarrassées.

Mais il arrive que les supporters du président vendent eux-mêmes la mèche. On a beaucoup parlé ces derniers mois de marchandages entre la présidence et les constituants susceptibles de voter, en faveur de M. Sarney, le mandat de cinq ans qu'il réclame. A en croire la rumeur publique, la récompense promise en cas de débanchage réussi est souvent la concession d'une station de radio: le ministre des télécommunications, M. Antonio Couloes Magalhães, « fiasco » bien connu du régime, étant là pour étudier le dossier. Interrogé sur ce climat de tractations, l'un des dirigeants de la droite, M. Roberto Carlos Alves, partisan du mandat de cinq ans pour M. Sarney, cita, pour justifier sa position, une phrase de... saint François d'Assise: « C'est en donnant qu'on reçoit ». La phrase a fait le tour du pays. Elle sert aujourd'hui involontairement de maxime aux défenseurs du président.

CHARLES VANHECKE.

M. Jean Mazeo nommé ambassadeur au Guatemala

M. Jean Mazeo a été nommé ambassadeur de France au Guatemala par décret du 9 mars 1988.

En 1934, M. Jean Mazeo, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, a été premier secrétaire à Vienne (1968-1970) et à Tel-Aviv (1970-1972), puis deuxième conseiller à Brasilia (1973-1976); il a été affecté à l'administration centrale dans les fonctions de sous-directeur Afrique du Nord et Levant de 1979 à 1981. En poste à Buenos-Aires comme premier conseiller (1982-1985), il a ensuite été nommé consul général à Montréal (1985).

CHILI

Soupons sur l'origine d'une vague d'attentats

« Si l'opposition remportait le plébiscite, le Chili connaîtrait une période de convulsions et d'incertitudes qui mènerait de nouveau à l'anarchie. » S'adressant au pays, le vendredi 11 mars, à l'occasion du septième anniversaire de la Constitution, le général Pinochet a ainsi brodé sur le thème: la continuité ou le chaos.

Cette allocution a toutefois surpris par sa brièveté (quarante minutes) et par l'absence de son propos. Au lieu de discours-fléuve et des annonces prélectorales qui étaient attendus, le chef de l'Etat s'est limité à présenter une défense de la Charte fondamentale approuvée en 1980 par vote référendaire, dans des circonstances qualifiées de « frauduleuses » par les partisans d'opposition. Faut-il voir là le souci de tacticien de ne rien laisser entrevoir de ses prochains mouvements?

Quoi qu'il en soit, l'intérêt et l'importance des Chiliens sont restés centrés actuellement sur les discours et les commentaires que sur les attentats, commis presque chaque jour, tant contre des institutions gouvernementales que contre des militants d'opposition ou des bâtiments religieux. Ainsi la nuit du 10 au 11 mars a été troublée à Santiago par plusieurs explosions, qui ont pré-

océé le spectaculaire attaque d'un commissariat par un commando muni de lance-roquettes et de fusils automatiques. Deux policiers ont été gravement blessés. La nuit suivante, de nouveaux attentats à la bombe ont visé des transformateurs électriques et un bureau du ministère de l'éducation.

Selon les autorités, ce regain de violence indique que l'extrême gauche est disposée à jouer son va-tout pour empêcher le déroulement normal du plébiscite prévu pour l'automne prochain. Pour de nombreux opposants, ces attentats ne font qu'apporter de l'eau au moulin du régime et pourraient lui permettre de proclamer l'état de siège. Ces spéculations sont alimentées par l'attitude du principal mouvement d'opposition armée, le Front patriotique Manuel Rodriguez, qui alterne les communiqués revendiquant certains attentats avec les démentis concernant les autres.

Assiste-t-on à la mise en place de ce que Monica Madariaga, l'ancienne « dame de fer » du gouvernement et parente du chef de l'Etat ayant rompu avec le pouvoir, appelle le « scénario final », celui de la violence généralisée fournissant au régime l'occasion de survivre, quitte à passer outre à sa propre légalité?

GILLES BAUDIN.

ÉTATS-UNIS

Ancien conseiller de M. Reagan, M. McFarlane plaide coupable dans l'affaire de l'irrigation

L'un des principaux protagonistes de l'affaire de l'irrigation, M. Robert McFarlane, l'ancien conseiller de M. Reagan pour la sécurité nationale, a décidé de plaider coupable sur diverses accusations dans le cadre de l'enquête judiciaire.

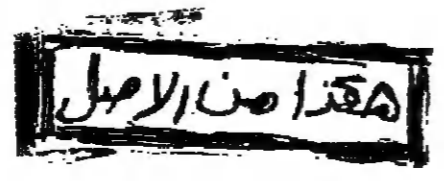
M. McFarlane a ainsi admis devant un juge fédéral, le vendredi 11 mars, avoir caché des informations concernant les activités de son subordonné, le lieutenant-colonel Oliver North et les tentatives d'autres officiers américains pour recueillir des fonds de pays tiers, en faveur des rebelles antisandinistes au Nicaragua.

L'ancien conseiller du président Reagan s'était rendu à Téhéran en mai 1986, en compagnie du lieutenant-colonel Oliver North, pour tenter d'obtenir la libération des otages américains détenus au Liban. Ce voyage avait été à l'origine du scandale des fournitures d'armes américaines à l'Iran. Au point que M. McFarlane avait tenté de se suicider, l'année dernière, lorsque le pot-aux-ruses fut révélé.

Il risque une peine de quatre ans de détention. — (AFP, Reuter.)

M. Gary Hart se retire de la course présidentielle

Au cours d'une conférence de presse à Denver, dans le Colorado, dont il fut le sénateur, M. Gary Hart, le plus controversé des candidats de la campagne présidentielle américaine, a annoncé, le vendredi 11 mars, qu'il se retirait de la course à la présidence.



هتداف الامم المتحدة

Europe

URSS

Nouveaux témoignages sur les violences en Azerbaïdjan

Moscou. - Des chars et des patrouilles de soldats étaient toujours visibles en milieu de semaine dans les rues de Soumgait, ville d'Azerbaïdjan où se sont déroulés fin février des affrontements aux allures de pogrom anti-arméniens, selon le témoignage d'un dissident soviétique qui a pu y passer six heures.

M. Andreï Chilkov, collaborateur de M. Sergueï Grigoriants à la revue indépendante *Glasnost*, a affirmé au cours d'une conférence de presse, le vendredi 11 mars, à Moscou, que les témoignages des quelques habitants ayant accepté de lui parler faisaient apparaître que les troubles avaient été bien plus meurtriers qu'on ne l'a dit, même s'il ne possédait pas de preuve directe. Le bilan officiel est de treize-deux morts.

« Les récits sont horribles. Ce fut un carnage, un véritable pogrom, a-t-il dit. Les Arméniens ont été pourchassés et tués aveuglément. »

M. Chilkov a encore indiqué qu'il lui avait fallu gagner Soumgait en auto-stop après avoir pris un avion d'Erevan, la capitale d'Arménie, puis un car et un taxi. « Jamais de ma vie, je n'ai vu une telle concentration de soldats casqués et équipés de gilets pare-balles », a-t-il dit en racontant son entrée dans la ville, où il a compté pas moins de 47 blindés légers dans une seule avenue.

Selon les habitants, les violences ont éclaté le 28 février après l'annonce par Radio-Bakou de la mort de deux jeunes Azeris au cours de manifestations organisées pour réclamer le rattachement de la région de Nagorny-Karabakh (Azerbaïdjan) à l'Arménie. Elles se sont poursuivies le lendemain.

Les récits recueillis par M. Chilkov font état de violences inouïes à Soumgait : une jeune fille aurait été jetée par la fenêtre de son appartement par ses agresseurs. Elle aurait survécu à sa chute mais l'aurait ensuite tuée en faisant tomber une armoire sur elle. Une femme enceinte aurait été assassinée à coups de couteau dans un hôpital ; d'autres, éventrées.

Ces exactions auraient pour l'essentiel été commises par des Azerbaïdjanais ayant fui le Nagorny-Karabakh, auxquels se seraient joints des adolescents de Soumgait lors d'une brève expédition punitive. Des tracts, dont l'origine est inconnue, les auraient incités à partir pour cette ville avec la promesse d'y avoir des salaires élevés et des facilités de logement.

Les Arméniens de Soumgait, a ajouté M. Chilkov, ont été regroupés dans un certain nombre de bâtiments, notamment au siège d'une organisation locale du Parti communiste, dans la maison de la culture et dans un entrepôt d'autobus, qu'ils ne peuvent pour le moment quitter.

Miliciens assaillis

Les entreprises et les écoles fonctionnent normalement, mais dans les magasins, il y a désormais deux files d'attente, une pour les Azerbaïdjanais, « servis en priorité », et une pour les autres nationalités, toujours d'après le dissident.

L'impression règne sur place que les Arméniens « vont se venger », a estimé M. Chilkov.

Par ailleurs, selon le témoignage d'un des trois cents policiers envoyés

de Bakou en premiers renforts à Soumgait, enregistré sur cassette et entendu par des correspondants occidentaux, vendredi, au domicile du dissident Lev Timofeev, dès le 27 février au soir des manifestations avaient attaqué des magasins, tandis que le lendemain matin une foule composée en majorité de très jeunes gens, « de douze à dix-sept ans », envahissait la place centrale de Soumgait. Les miliciens ont été incapables de les disperser, de même qu'un régiment des forces spéciales, dépendant du ministère de l'Intérieur, également dépêché en renfort.

Assaillis à coups de pierre, les miliciens, dont certains étaient blessés, se sont repliés dans le bâtiment du parti de la ville, où ils ont reçu des mitraillettes, « au cas où ils auraient à se défendre, mais ils ne les ont pas utilisées ».

Les forces spéciales, « furieuses » de ce comportement, ont quitté Soumgait le dimanche soir. « Les Arméniens ont alors été abandonnés aux groupes de rue, qui se sont répandus dans la ville », a affirmé le milicien azerbaïdjanais. Il a fait état de vols, de défilés, de manifestations. Des Azerbaïdjanais, qui avaient recueilli des voisins arméniens ont aussi été tués, leurs filles violées, a-t-il affirmé.

Le lundi, à 4 heures du matin, a déclaré le témoin, des renforts armés sont arrivés de républiques voisines. Néanmoins, les massacres ont continué « en nombre encore plus importants », commis par des groupes de « vingt ou trente personnes », alors que la foule avait disparu des rues. Le couvre-feu n'a pu être imposé que mardi. Le policier a estimé le nombre de morts de trois cents à quatre cents. — (AFP, Reuters.)

YUGOSLAVIE : après Khrouchtchev et Brejnev

M. Gorbatchev se rend pour la première fois en visite officielle à Belgrade

BELGRADE de notre correspondant

M. Gorbatchev devait effectuer, du 14 au 18 mars, sa première visite à la Yougoslavie, au cours de laquelle il prononcera, notamment, un discours devant l'Assemblée nationale fédérale. Après Belgrade, il se rendra à Ljubljana, ville principale de la République de Slovénie, puis à Dubrovnik, grand centre touristique du littoral adriatique d'où il rentrera directement à Moscou.

Après plusieurs années de vives tensions provoquées par la fameuse résolution de Bucarest du Kominform de 1948 excluant la Yougoslavie du « camp socialiste », les relations soviéto-yougoslaves se sont améliorées, avec des hauts et des bas prononcés, vers leur normalisation. Le point de départ fut la visite à Belgrade, en mai 1955, de Nikita Khrouchtchev au cours de laquelle ce dernier avait reconnu, dans un discours retentissant, les erreurs de Staline à l'égard du tchèque. En juin 1956, Tito fut invité officiellement à Moscou, où la direction soviétique lui réserva un accueil en apparence chaleureux. Cette reprise encourageante fut cependant interrompue par la répercussion des événements de Pologne et de Hongrie, et, plus tard, par l'invasion de la Tchécoslovaquie, en 1968, condamnée sans équivoque par les Yougoslaves.

« Perestroïka » et autogestion

Au cours de ses rencontres avec Tito, Nikita Khrouchtchev avait tenté, sans succès, de faire rentrer la Yougoslavie dans le bercail du « camp socialiste ». Les deux hommes eurent d'orageuses explications, et on se souvient de celles de l'île de Brioni, lorsque Khrouchtchev avait demandé à son hôte : « Que feriez-vous du soldat d'un détachement en marche qui refuse constamment de marcher au pas ? - Je changerai de musique », lui répondit Tito.

Après Khrouchtchev, la Yougoslavie reçut encore trois fois la visite de Brejnev, sans remous.

Depuis quelques années, les relations soviéto-yougoslaves traversent des eaux paisibles et ont enregistré, de 1981 à 1987, d'imposants progrès dans les échanges économiques. Ceux-ci ont atteint le niveau record de 35 milliards de dollars dans les deux sens, plaçant l'URSS au premier rang des partenaires du commerce extérieur yougoslave. A l'heure actuelle, cependant, ces échanges se heurtent à des difficultés provenant du déficit de la balance commerciale soviétique (1 400 millions de dollars), conséquence de baisse des prix du pétrole,

dont Moscou est un des principaux fournisseurs de la Yougoslavie.

Fidèle à son principe de non-alignement, la Yougoslavie n'a pas adhéré au COMECON. Ses échanges avec cette organisation internationale se font aux termes d'un accord signé en 1964, qui lui assure une situation privilégiée puisqu'elle peut assister aux réunions de tous ses organismes et n'accepter que celles de leurs décisions qu'elle estime conformes à son propre intérêt. L'URSS lui a accordé, depuis 1971, plusieurs crédits d'investissements, dont une bonne partie sont déjà remboursés. Le dernier de ces crédits, de 500 millions de dollars, date de 1981 et est utilisé pour le développement de son industrie énergétique, métallurgique, chimique, etc.

Les Yougoslaves sont heureux d'entendre de M. Gorbatchev personnellement des détails sur la « perestroïka », dont ils pensent beaucoup de bien, d'autant qu'ils estiment, à tort ou à raison, que certains de ses aspects sont proches de la politique d'autogestion qu'ils pratiquent eux-mêmes depuis longtemps. Belgrade a salué le rapprochement entre les Etats-Unis et l'URSS, la décision de Moscou de quitter l'Afghanistan et le fait que les Soviétiques, comme les Américains, se soient abstenus d'exercer une quelconque pression sur leurs alliés balkaniques respectifs lors de la Conférence de ministres des affaires étrangères de la région, le mois dernier, dans la capitale yougoslave.

Les principaux résultats de la visite de M. Gorbatchev seront consignés dans une déclaration qui sera dans la continuité de celle de Belgrade de 1955 et de celle de Moscou de 1956 signées par Khrouchtchev et Tito. Ce document d'une dizaine de pages dactylographiées doit reprendre en substance les grands principes de la charte d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

PAUL YANKOVITCH.

EN BREF

● SRI-LANKA : seize morts dans l'attaque d'un autocar. - Des hommes masqués ont attaqué, le vendredi 11 mars, un autocar dans le centre-nord de Sri-Lanka, tuant par balles seize passagers au moins, membres, pour la plupart, de la minorité tamoule, ont déclaré des militaires. Ils ont précisé que les assaillants avaient lancé des engins incendiaires et mis le feu à l'autocar. Six blessés ont été transportés dans un hôpital. Les militaires n'ont pas pu déterminer qui était responsable de cette attaque qui fait suite à une série de meurtres de civils par des

séparatistes tamouls dans la région de Trincomalee la semaine dernière. — (Reuters.)

● SÉNÉGAL : prolongation de l'état d'urgence. - Le président Diouf a fait voter, le vendredi 11 mars, par l'Assemblée nationale la prolongation, pour une période indéterminée, de l'état d'urgence instauré à Dakar au lendemain des élections générales. Toutefois, certaines mesures d'exception devraient être progressivement allégées, ou supprimées. Ainsi le couvre-feu n'est-il plus en vigueur que de 23 heures à 5 heures. — (AFP.)

Proche-Orient

La fermeture du bureau de l'OLP à l'ONU et le rejet du plan de paix américain

(Suite de la première page.)

S'agissant d'une violation de l'accord de cessez-le-feu passé en 1947 entre les Etats-Unis, en tant que pays hôte, et l'organisation internationale, la mesure prise contre l'OLP (qui a le statut d'observateur depuis 1974) devrait faire l'objet d'un arbitrage international. L'administration américaine estime pour sa part que la volonté du Congrès l'emporte sur les engagements internationaux des Etats-Unis.

La décision d'appliquer la loi votée par le Congrès risque d'avoir de très graves répercussions sur la politique américaine au Proche-Orient. Et ce à l'heure où les efforts déployés par M. Shultz marquent le pas et au moment où le secrétaire d'Etat tente - difficilement - de faire approuver un plan de paix qui n'a, jusqu'aujourd'hui, recueilli pratiquement que des critiques. « Le résultat de cette loi est qu'il [les membres du Congrès] ont donné une légitimité à l'OLP ; 143 pays ont voté [à l'ONU] pour l'OLP et un pour les Etats-Unis », a constaté M. Shultz : lors de tous les débats sur le projet américain de fermer la mission palestinienne, l'unanimité - à l'exception, bien sûr, d'Israël - s'est faite pour condamner Washington, y compris dans les rangs des plus fidèles alliés des Etats-Unis.

Les premières réactions arabes marquent le ton. L'initiative américaine « démontre la futilité de vouloir trouver des Palestiniens représentatifs tout en tentant en même temps de faire obstacle à l'OLP », a ainsi déclaré le représentant de la Ligue arabe à Washington, M. Clovis Maksoud. Nul doute que M. Shultz se souvienne en ce moment de cette récente soirée où, cherchant à rencontrer à Jérusalem des personnalités palestiniennes pour discuter de son plan de paix, il en avait été réduit à lire une « adresse aux Palestiniens » devant une assemblée... de journalistes. C'est que l'OLP avait interdit à quiconque aurait pu être tenté de parler au secrétaire d'Etat au nom des Palestiniens.

Ce dernier n'avait certainement pas besoin d'une initiative qui ne

pourra que durcir la position d'interlocuteurs arabes, déjà réticents. Car, à la veille de son arrivée à Washington, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, vient de rejeter en bloc les propositions de M. Shultz. M. Shamir a visiblement choisi son moment, haussant progressivement le ton tout au long de la semaine. D'abord, nous signale notre correspondant à Jérusalem, il a fait savoir par son entourage qu'il émettait des « réserves » à

Une conclusion qui ne devrait pas manquer d'étonner M. Shultz alors que s'accroissent les réactions arabes négatives à la décision de fermer la mission de l'OLP. Cette mesure « porte un coup aux relations arabo-américaines », vient notamment de constater le ministre jordanien de l'Information, M. Hani Kasawneh. Et la Jordanie n'a jamais été considérée comme faisant partie des ennemis de Washington au Proche-Orient.



l'égard du plan américain. Ensuite, il a déclaré publiquement qu'il entendait « combattre ce plan né dans le péché ». A présent, il affirme, dans une interview au quotidien *Haartz* : « Le seul mot avec lequel je suis d'accord dans ce plan, c'est la signature de M. Shultz. »

Dans ce texte, M. Shamir passe en revue les différents points des propositions américaines, pour les repousser et les juger incompatibles avec d'autres engagements antérieurs pris par les Etats-Unis. Affirmant que le plan de M. Shultz est « destiné à donner satisfaction aux Arabes », il conclut : « Quelle importance si nous causons, en repoussant ce plan, des soucis diplomatiques aux Etats-Unis ? Pour eux, c'est négligeable, pour nous, c'est vital. »

Quant à la principale intéressée, l'OLP, elle juge cette mesure totalement contre-productive pour les Etats-Unis mêmes et y voit la meilleure façon de torpiller tout processus de paix dans la région. Pour le secrétaire général de la Ligue arabe, « rendue publique au moment où Washington a lancé son initiative en faveur d'une solution politique du problème du Proche-Orient, cette décision indique clairement dans quel sens le gouvernement du président Ronald Reagan entend agir et de quel côté il est décidé à faire pencher la balance ». Y. H.

● La Grèce ne normalisera pas ses relations avec Israël. - Le premier ministre grec, M. Papandréou, exclut la possibilité pour la Grèce d'établir des relations diplomatiques « complètes » avec Israël dans les circonstances actuelles, compte tenu de l'attitude de ce pays envers les Palestiniens des territoires occupés. Dans un discours prononcé le 11 mars au Parlement, il a rappelé qu'Athènes ne reconnaissait l'Etat hébreu que de facto depuis sa création en 1947. — (AFP.)

ISRAËL

Démission collective de policiers palestiniens

Quelques trois cents Palestiniens appartenant à la police israélienne de Cisjordanie ont annoncé, le vendredi 11 mars, leur démission collective en signe de protestation contre l'occupation de leur territoire par Israël, a-t-on appris de source policière. Cette initiative intervient un lendemain de la diffusion par le « *direction clandestine du soulèvement des territoires occupés* » d'un tract intitulé, au nom de l'OLP, l'ordre de démissionner aux Palestiniens servant dans la police israélienne.

Un porte-parole de l'armée israélienne a confirmé qu'une soixantaine, au moins, de policiers arabes avaient renoncé à leurs fonctions dans le district de Judée, la région de Cisjordanie située au sud de Jérusalem.

Il y a quelques jours, un policier palestinien avait été poignardé et battu à mort dans le camp de réfugiés de Jéricho. Il s'agissait du deuxième meurtre en un mois d'un Arabe accusé de collaboration avec les forces israéliennes. — (Reuters.)

Normalisation des relations financières franco-irakiennes

La réunion à Paris de la Commission mixte franco-irakiennes a permis d'aboutir, le vendredi 11 mars, à une série d'accords qui permettent de normaliser les relations financières entre les deux pays. L'un, rassurant par son caractère classique, permet à Bagdad d'établir le paiement des échéances de 1988, de l'ordre de 2,3 milliards de francs. L'époque des arriérés sur la dette civile à moyen et à long terme de l'Irak auprès de Paris, évaluée à 22,8 milliards de francs, est apparemment résolue.

Par ailleurs, le mécanisme mis en place en juillet 1987 est reconstruit pour apurer la dette à court terme tout en maintenant un flux d'échanges. Ce mécanisme, qui prévoit pour chaque remboursement irakien l'ouverture d'un crédit français deux fois plus élevé, a semblé-t-il, opéré de façon satisfaisante. Il permettait à Bagdad de compter sur près de 900 millions de francs de nouveaux prêts contre le remboursement de 440 millions.

Mais c'est sans doute l'ouverture d'un nouveau crédit à moyen terme de 300 millions de francs qui consacre le mieux une certaine détente entre les deux pays. Le redressement de la situation économique de l'Irak n'y est pas étranger. La remontée des cours du pétrole et de la production - 1,9 million de barils/jour en 1987 - a permis de porter à 11 milliards de dollars (63 milliards de francs) les recettes pétrolières après les maigres 7 milliards engrangés en 1986. Le déficit de la balance des paiements cou-

rants a ainsi été réduite de moitié, à 5 milliards de dollars. Quant aux perspectives de 1988, elles se présentent, en termes économiques tout au moins, sous un jour encourageant.

Si le gouvernement continue sur sa lancée - limitation à 6 % de la hausse des importations, amélioration de la productivité, rigueur budgétaire hors des contraintes militaires - il n'est pas impossible que le déficit de la balance des comptes courants soit ramené à quelque 3,5 ou 4 milliards de dollars. Un nouveau bond de la production pétrolière à 2,4 millions de barils/jour permettrait d'assurer 13 milliards de dollars de recettes.

Cette force pétrolière reste le point le plus vulnérable de l'Irak. Une variation de 1 dollar le baril se traduit par une baisse - ou une hausse - de 900 millions de dollars des recettes annuelles. Et si la mise en exploitation de la station IPSA 2 en 1990 doit permettre aux Irakiens de retrouver leur production d'avant la guerre irano-irakienne, ce conflit continue d'hypothéquer leur avenir économique.

En franchissant le pas et en accordant un nouveau crédit à Bagdad, Paris fait un geste de bonne volonté et d'espoir : celui, le jour où la paix sera revenue, de ne pas être distancé par les Japonais, les Italiens, les Allemands ou les Britanniques, qui valent des croûtes aux industriels français.

Fr. Cr.

Trêve dans la « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak

Le cessez-le-feu dans la « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak est entré en vigueur, le vendredi 11 mars, à 16 heures locales (13 heures GMT), après deux jours de bombardements, l'Irak ayant délibérément accouté sa pression dans les dernières heures avant la trêve en multipliant les tirs de missiles contre Téhéran.

Plus de quatre heures après l'arrêt officiel des bombardements, aucune violation de la trêve n'était signalée par l'un des belligérents. En début de soirée, un communiqué officiel lu à Radio-Téhéran a confirmé que l'Iran avait, lui aussi, mis fin à ses bombardements contre l'Irak. Selon un communiqué du Bureau iranien d'informations sur la guerre, le régime irakien « a cessé vendredi après-midi ses attaques contre les zones civiles en Iran », dès lors « les combats iraniens ont mis fin à leurs actions de représailles et de discussion contre l'Irak ».

Dans les vingt minutes qui ont précédé 13 heures GMT, l'Irak a délibérément maintenu le suspense en tirant deux missiles sur Téhéran et un sur Qom, alors que son aviation bombardait la ville de Bakhtaran (ouest de l'Iran).

La première condition posée par l'Irak était d'avoir le dernier mot dans cet épisode de la « guerre des villes », le dernier tir devant être effectué par l'armée irakienne et ne devant pas être suivi d'une riposte iranienne. Quinze minutes après l'entrée en vigueur théorique du cessez-le-feu, Bagdad diffusait un communiqué déclarant que « les dirigeants iraniens doivent tirer maintenant les conclusions qui s'imposent et assimiler la leçon qui leur a été donnée ».

« L'Iran apportera sa principale riposte aux missiles irakiens par des opérations sur les fronts, aux frontières et à l'intérieur du territoire irakien », avait répondu par avance vendredi matin le président du Parlement islamique, l'hoïdjalé Islam Hachémi Rafsandjani, au cours de la prière à l'université de Téhéran. — (AFP.)



La préparation de l'élection présidentielle

M. Chirac expose sa politique sociale

BORDEAUX de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a rendu hommage à M. Jacques Chaban-Delmas le vendredi 11 mars à Bordeaux...

septembre 1969, alors que le maire de Bordeaux dirigeait le premier gouvernement du septennat de Georges Pompidou...

Pas de « réajustement » de la majorité. Devant les élus majoritaires de l'Aquitaine, M. Chirac a de nouveau mis en garde contre tout comportement de nature à « perturber » l'union...

le dire. Qui plus est, je dis clairement pourquoi. Il a ajouté : « A l'heure où la grande mode est de célébrer un candidat sans nom, de faire campagne en ayant l'air de faire autre chose... »

M. Jospin à Toulouse

« Y'a pas de mystère »

TOULOUSE de notre envoyé spécial

« Vous croyez qu'il va se représenter, Mitterrand ? - Et vous ? - J'attends, comme tout le monde. - Pourtant, y'a pas de mystère... »

Serait-on, au GEA de Toulouse, « tantonnaquis » ? Pas vraiment, car il n'y a rien de plus, ce président sortant qui fait tant parler le bon peuple...

M. Jospin, « énarque inauthentique », car il est de ceux « qui ont oublié depuis longtemps qu'ils étaient passés par l'ENA »...

Le premier secrétaire du PS ne croit pas à cette invention de journaliste mais admet que l'on puisse parfois parler d'une « caste »...

J.-Y. L.

La campagne des barristes

Dignité ?

Les barristes se targuent de vouloir mener une campagne « sobre » et « digne ». Va pour la sobriété ! On le verra quotidiennement...

France. La seconde assise d'un comitariat de Je suis partout : « Pétigny, Octobre 1941. Philippe Pétain, maréchal de France s'est rendu dans une classe de l'école de Pétigny près de Vichy... »

1941-1988. Pétain-Mitterrand, le syndicat de Vichy continue à se propager. Voilà facile aussi que celle-ci ! Après M. Chaban-Delmas, les barristes s'amusent à leur tour à tirer par-dessus le bord, oubliant que leur candidat avait connu en 1985 quelques traces à vouloir resusciter la fameuse devise « travail, famille, patrie ».

D. C.

MM. Dumas et Lang répliquent à M. Pasqua

MM. Roland Dumas et Jack Lang, anciens ministres socialistes et députés respectivement de la Dordogne et de la Seine-et-Oise, ont vivement critiqué, le jeudi 10 mars, la prestation de M. Charles Pasqua...

1986. « Avant 1986, les terroristes ne tuent pas », a lancé, en outre, l'ancien ministre. Plus généralement, M. Dumas a trouvé M. Pasqua, « contrairement à son habitude, assez terne et plutôt déférent ».

Diverses personnalités gaullistes proclament leur soutien à M. Barre

« Le gaullisme n'est pas un bien patrimonial », a souligné M. Pierre Bas, ancien collaborateur du général de Gaulle et ancien député RPR de Paris, le mercredi 9 mars, en présentant un manifeste des « gaullistes pour Raymond Barre ».

deputé RPR de Paris : « Notre fidélité à l'esprit des institutions voulues par le général, qui a été mis à mal par la cohabitation, alors que nous le retrouvons en Raymond Barre ; or c'est un domaine où l'engagement gaulliste ne peut pas accepter le moindre compromis... »

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

L'ÉLECTION présidentielle, lorsqu'elle se présente à l'échéance prévue, fait l'objet d'une intense préparation qui justifie l'importance et la relative rareté de ce choix politique.

d'une désaffection à l'égard de la pure confrontation des idées. Serait-on qu'il n'y a plus d'idées ou qu'on n'y croit plus ? Toujours est-il que l'on demande au candidat : « De-moi qui tu es », de préférence à : « De-moi ce que tu penses ».

dresser la « carte des haines » au sein de la gauche et au sein de la droite. Guy Lachère-Guyard rassemble dans un même bouquet la Rose et la Lys et s'attache à la dimension monarchique du président sortant « dans le droit fil de ce qu'avait fait de Gaulle ».

Des personnages en quête d'électeurs

Un autre genre très demandé à l'heure du choix décisif est le portrait, qui va de la biographie imagée à l'analyse psychopédagogique du candidat ou de ses proches, cas derniers bénéficiant des retombées médiatiques de la campagne électorale.

public de ses « onctueux » anonymes. Si photographié, télévisé, interviewé, psychanalysé qu'il soit, il conserve son épaisseur de mystère. L'opinion veut toujours un savoir plus, et celui qui sollicite ses suffrages n'a de cesse que de se montrer sous son « vrai visage ».

Le contexte présidentiel a inspiré deux romans. Le Challenger de Thierry Scauzat se déroule dans le milieu de la communication et décrit la conquête d'un contrat pour la campagne publicitaire d'un candidat. Le Fou du président, signé Scauzat, est le journal imaginaire de François Mitterrand pendant les neuf derniers mois du septennat. Ici, François Mitterrand fait alliance avec Simone Vail et il est réélu dès le premier tour avec 57 % des voix.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Ballardur

Escamotage

M. Edouard Ballardur, qui était le vendredi 11 mars à Arras, a notamment déclaré : « Nous disons oui au rassemblement et non à la confusion des genres. Ce que propose M. Mitterrand, ce n'est pas rassembler. C'est le flou, le masque, le refus du débat démocratique... »

déclare, dans un entretien paru le samedi 12 mars dans le Quotidien de Paris, qu'une défaite de M. Chirac « ferait rentrer » celui-ci « pendant un certain temps dans sa mairie de Paris avant d'y subir une déperdition importante aux municipales de 1989 ».

M. Marchais

Censure

Le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, a protesté, vendredi 11 mars, à La Rochelle, « contre la censure impitoyable que subit André Lajoinie dans les grands médias ».

M. Stirbois

Indubitablement

Le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois,

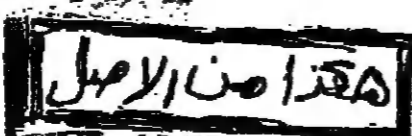
Un rassemblement à Vincennes

SOS-Racisme plaide pour « la démocratie de l'intégration »

SOS-Racisme devrait réunir, le samedi 12 mars, de 16 h à 21 h, pelouse de Reuilly, à Vincennes, un rassemblement sur le thème « Liberté, Egalité ». Une manière pour l'association présidée par Harlem Désir de se placer dans la campagne présidentielle.

« Pour quel rôle SOS-Racisme ? Pour aucun candidat », affirme Eric Gheblit, secrétaire général du mouvement. « D'ailleurs le ferions-nous que nos troupes nous désavoueraient bien vite. Nous désirons passer sur le choix politique non des électeurs, mais des candidats ».

la santé, « à l'éducation, à l'emploi ». « Il n'y a pas actuellement un programme qui réponde à toutes nos préoccupations, ajoute le président de SOS-Racisme. Les promesses des partis ne suffisent pas. On ne gagnera pas sans un mouvement social. L'histoire de SOS le montre. Quelle aurait été la politique de la droite si SOS n'avait pas existé ? »



مقاومة الإصم

Politique

Un sondage IPSOS- « le Monde »

La politique et les mots pour la dire

(Suite de la première page.)
 Ce sont, soit des notions abstraites, théoriques, relatives au fonctionnement du système (bipolarisation, Etat-providence, alternance), soit des termes du vocabulaire technique de l'économie (noyau dur, déréglementation).
 En revanche, il y a des mots qui parlent d'eux-mêmes, soit parce qu'ils correspondent à des préoccupations fortes de la population, comme le confirment tous les sondages, tels les termes de chômage, sécurité, acquis sociaux, fiscalité, soit parce que ce sont des métaphores présentes au cœur du débat politique, telle la cohabitation, et qui ont d'autres connotations. On obtient, ainsi, des définitions de proximité, très concrètes et révélatrices, comme on le verra, et des définitions d'imprégnation donnant lieu à des représentations inattendues.

Le SIDA de la société

A 1 % près, tout le monde a son idée sur le chômage. On ne s'en étonnera pas s'agissant d'un fléau durement ressenti et sur lequel ont buté plusieurs médecines successives. L'éventail des réponses se caractérise par la proportion de celles d'entre elles qui prennent la forme d'un simple constat : le chômage, c'est de ne pas trouver son travail (26 %) ou de ne pas obtenir un emploi (6 %).
 Presque aussi importante est la proportion des réponses qui, au-delà de la prise en compte à froid du problème, en soulignent la dimension dramatique : une catastrophe, un cataclysme (18 %), un mal de civilisation, le SIDA de la société (11 %). Les proches du PC (24 %) et du RPR (22 %)

sont particulièrement sensibles à cette vision dramatique.
 D'autres groupes de réponses appréhendent le problème à travers ses conséquences humaines et sociales (pauvreté, misère, avenir bouché pour les jeunes, exclusion sociale, perte de dignité, angoisse). A noter que l'imputation aux immigrés de la responsabilité du chômage n'obtient aucun crédit.
 Si l'on reste dans le domaine social, les définitions données pour cerner le contenu des « acquis sociaux » se répartissent en deux grands groupes. Le premier rassemble les réponses privilégiant la fonction d'assistance : Sécurité sociale, allocations familiales, santé gratuite, « ce que l'on reçoit en bien de l'Etat ». Ce genre de définition a la faveur des proches du RPR (26 %) et de l'UDF (21 %), plus que de la gauche, et trouve un bon écho auprès des personnes peu intéressées par la politique.
 Le second groupe de réponses définit les acquis sociaux en termes de conquêtes, obtenues par la lutte sociale et à défendre contre les menaces qui pèsent sur eux. Les sensibilités de gauche mais aussi celle du Front national s'expriment ici plus nettement, de même que les personnes qui s'intéressent à la politique. D'autres groupes de définitions mettent en valeur les éléments du pouvoir d'achat ou, pour 8 %, ce qui éloigne du travail (congés, retraite, semaine de 39 heures).
 Il y a une bonne perception globale de la notion de « traitement social du chômage » qui fait partie, dans sa complexité, de notre environnement quotidien. Les jugements négatifs, relativement peu nombreux, révèlent un senti-

ment de scepticisme ou de suspicion, ce dernier s'exprimant pareillement chez les proches du PC et du Front national. En revanche, l'expression, plus anglosaxonne que française, d'Etat-providence reste vague quand on lui prête un sens, tantôt négatif, tantôt positif.
Célébrité des petits porteurs et méconnaissance des noyaux durs
 Au cours du septennat mouvementé qui s'achève, bien des batailles se sont livrées sur le terrain de l'économie. Que l'on songe, par exemple, au couple nationalisation-privatisation ! A travers la perception de ces deux mots, on mesure bien l'éloignement dans le temps de ces réformes contradictoires mais, surtout, l'effacement de la signification de la première par rapport à la bonne tenue, pour employer le langage des boursiers, de la seconde.
 Dispersion des réponses dans un cas, alors que, dans l'autre, une définition simple et correcte obtient, avec 31 %, l'un des plus forts pourcentages de l'enquête. Succès identique de la perception de la notion de petit porteur (31 %) : il est vrai que les privatisations et les appels à l'actionnariat populaire avaient fait l'objet d'une information et d'une promotion publicitaire dont les nationalisations n'avaient pas bénéficié.
 Cependant, la connaissance de la réalité économique a ses limites dès lors qu'elle n'est pas « enseignée ». Ainsi, l'image des noyaux durs — qui devaient vulgariser la structure de l'actionnariat des entreprises privatisées — est restée plus que floue et majoritairement méconnue. On imagine

l'effet que peut produire dans le public des discours ou des débats faisant allusion aux noyaux durs ! Une autre notion abstraite et technique, celle de la déréglementation, souffre d'une semblable obscurité.
 Si les nationalisations sont à la baisse, la planification, elle, est en chute libre dans l'esprit des Français, pour qui le mot de Plan ne correspond plus à l'« ardente obligation » dont parlait le général De Gaulle. Quand on pense que Michel Rocard était censé donner une nouvelle vigueur au Plan, il y a de quoi être rêveur ! En réalité, la perte d'identité du mot corrobore, ici, son déclin politique.
 La participation, autre valeur gaulliste, est perçue avec confusion quand elle n'est pas confondu avec la cogestion. Les proches du RPR gardent, plus que les autres, un souvenir de ce grand dessein qui n'est plus de saison.
La cohabitation telle qu'elle est vécue
 L'ancrage dans l'actualité, le rôle futur, apparaissent comme des motivations d'intérêt et de connaissance plus efficaces. Ainsi s'explique que, sous plusieurs définitions même approximatives, la perspective du marché unique européen ne soit pas occultée. Les proches de l'UDF et du RPR privilégient le contenu économique du projet, à l'encontre des proches du PC, tandis que ceux du PS et, plus encore, ceux du Front national — qui décèlent aussi et contradictoirement une menace pour l'identité nationale — y voient l'ébauche d'un Etat européen face aux Deux Grands.
 Les mots du pur discours politique sont loin d'être les mieux

compris. Quand ils entendent parler de cohabitation, 22 % des gens interrogés pensent à la vie commune sous un même toit : le phénomène sociologique de la cohabitation pré-nuptiale l'emporte sur celui, plus récent, de la cohabitation politique.
 Si celui-ci n'est pas inconnu, il fait l'objet de définitions diverses à travers lesquelles il apparaît que c'est dans l'environnement du PC qu'on y voit, surtout, une expérience limitée dans le temps. Les sensibilités proches du PS et de l'UDF se retrouvent dans la même proportion (19 %) pour entrevoir dans la cohabitation une entente sur la gestion du pays ; la formation d'une majorité de coalition ?
 L'alternance est perçue à travers la notion de changement, de manière pas très claire, confondue marginalement avec l'alternance ou la versatilité, quand elle ne provoque pas, dans une forte proportion (26 %), le mutisme. La bipolarisation, qui fut l'un des phénomènes majeurs de la Ve République et l'un des thèmes chéris des politologues, n'a pas de signification pour 54 % des personnes interrogées : on touche là aux limites de l'aire de signification du discours politique.
 Aussitôt que l'on évoque une préoccupation dominante, la communication passe mieux. On l'avait noté avec le chômage, on le vérifie avec la notion de sécurité, pour laquelle le taux de non-réponse (7 %) est réduit. Le fait remarquable ici est que la première définition (24 %) s'exprime en termes de moyens (la police) et de protection (17 %) : on met en avant le remède plus que le diagnostic. D'autres réponses

confirment ce que ce choix révèle de peur et d'angoisse. Pour 8 % des personnes interrogées, la sécurité, c'est d'avoir un travail stable, de ne pas être au chômage ! Cette seule réponse-là valait un sondage...
 Un sondage qui, au premier abord, révèle l'extraordinaire déperdition du discours politique entre son émission et sa réception. Deux remarques tempèrent, sans pour autant en atténuer toute la gravité, le constat d'une incommunicabilité si grande : d'une part, rien n'assure que seul le message politique soit compris par cette chute du sens ; d'autre part, il n'intéresse qu'une partie de l'opinion. Selon l'enquête, 15 % des personnes interrogées s'intéressent beaucoup à la politique, 35 % assez, 36 % peu, 14 % pas du tout. On ne saurait donc en rester à cette mauvaise et très relative impression.
 Ce petit test sur la culture politique de nos Français montre que celle-ci n'est pas faite de mots et qu'elle se fonde sur un vécu. La communication ne passe bien que s'il y a adéquation entre les uns et l'autre, entre ce que disent les dirigeants politiques et ce que vivent leurs auditeurs. Limité à sa seule sphère, le vocabulaire du « microcosme », pour reprendre une image plaisante — mais dont on peut se demander désormais comment elle est perçue, — n'est pas reçu sur cinq et se perd dans la confusion du bruit de fond. Une autre leçon à tirer de l'expérience est que la politique, si elle veut renouveler son langage et se faire entendre clairement, doit prendre le parti de la pédagogie plutôt que celui du brio verbal, faire comprendre son message plutôt que le marteler.
 ANDRÉ LAURENS.

La question posée : « Pour chacun des mots suivants, quelle est la définition que vous en donnez ? »

La méthode de l'enquête

Une liste de vingt mots-clés du débat politique français a été ainsi recueillie. Les définitions spontanément données par les personnes interrogées ont fait l'objet d'une codification afin de faire apparaître, pour chacun des vingt mots analysés, les dix à quinze formulations significatives qui ressortent de manière dominante. Pour chaque groupe de définition ainsi établi, les résultats globaux ont été ventilés selon deux critères : la proximité de la personne interrogée avec l'un des cinq grands courants politiques, et l'intérêt qu'elle porte à la vie et à l'actualité politiques.

Plus de 21 000 réponses ont été ainsi recueillies. Les définitions spontanément données par les personnes interrogées ont fait l'objet d'une codification afin de faire apparaître, pour chacun des vingt mots analysés, les dix à quinze formulations significatives qui ressortent de manière dominante. Pour chaque groupe de définition ainsi établi, les résultats globaux ont été ventilés selon deux critères : la proximité de la personne interrogée avec l'un des cinq grands courants politiques, et l'intérêt qu'elle porte à la vie et à l'actualité politiques.

Nationalisations

Ensemble	14
L'Etat acquiert, achète certaines sociétés privées	14
C'est tout ce qui appartient à l'Etat	9
Lorsque l'Etat s'empare des industries, lorsqu'il met des entreprises sous sa coupe	9
Une entreprise gérée, dirigée par l'Etat	8
Etatisation	6
Une régression, la suppression de l'esprit d'entreprise	6
Ce qui appartient à la nation, à la communauté, à nous tous	6
Donner la nationalité française aux étrangers	5
Ne se prononcent pas	12

Les mots qui parlent le plus

La liste des vingt mots testés était proposée dans l'ordre alphabétique aux personnes constituant l'échantillon représentatif. A partir de là, un autre ordre s'impose rapidement : il y a des mots qui parlent, et pour lesquels une idée vient aussitôt à l'esprit, et les mots qui inspirent peu ou ne disent rien. Fondée sur le pourcentage de non-réponses, la hiérarchie des termes du débat politique qui ne laissent pas muettes les personnes interrogées s'établit comme suit :

Chômage	1
Sécurité	7
Cohabitation	8
Acquis sociaux	10
Fiscalité indirecte	10
Nationalisation	12
Privatisation	12
Traitement social du chômage	15
Civisme	18
Participation	18
Déréglementation	20
Marché unique européen de 1992	20
Plan	21
Petit porteur	22
Protectionnisme	24
Alternance	26
Déréglementation	36
Etat-providence	42
Noyau dur	52
Bipolarisation	54

Etat-providence

Ensemble	12
Etat bienfaiteur, qui aide tout le monde, qui vient au secours de tous	12
Etat qui supprime les responsabilités des individus	8
Fatalité du ciel, imprévu, inattendu, incertitude divine	7
Etat idéal	5
Une utopie	5
Ne se prononcent pas	42

Petit porteur

Ensemble	31
Petit épargnant, ceux qui placent un peu d'argent à la caisse d'épargne	9
Les déjeunés, les ruinés, les blâmes du krach boursier	8
Ceux qui ont acheté des actions au moment des privatisations	7
Ne se prononcent pas	22

Noyau dur

Ensemble	52
Personne bornée, qui ne transige pas	9
Les ultras, les dogmatiques de chaque parti	5
Des extrémistes, quel que soit leur bord	5
Les quelques groupes financiers qui contrôlent toujours tout	4
Noyau d'un fruit	4
Noyau de soutien pour une privatisation	3
Ne se prononcent pas	52

Privatisation

Ensemble	31
Vente d'une entreprise publique au privé	31
Désnationalisation, dénationalisation, contraire de nationalisation	12
Capitalisme libéralisme	8
Rendre libre, responsabilité autonome	7
Echec, je suis contre	6
Plutôt une bonne chose, mais il faut y avoir des déceptions	5
Ne se prononcent pas	12

Acquis sociaux

Ensemble	20
La sécurité sociale, les allocations familiales, la santé gratuite	20
Ce qu'ont gagné les ouvriers, les travailleurs, le résultat des luttes sociales	14
Une amélioration générale, une garantie pour la vie, ce qui permet de vivre mieux	10
Les biens, les avantages acquis par les citoyens	9
Les congés payés, la cinquième semaine, les trente-neuf heures, la retraite à soixante ans	8
Des droits irrévocables, inaliénables	7
Ne se prononcent pas	10

Décentralisation

Ensemble	15
Régionaliser, donner du poids aux régions	15
Que tout ne vienne pas de Paris, ne pas tout donner à Paris	10
Déplacer les entreprises vers la province	9
Partager, distribuer les responsabilités	6
Une bonne chose qu'il faudrait plus développer	5
Ne se prononcent pas	20

Plan

Ensemble	13
Projet, idée	13
Prévisions pour l'avenir d'un pays	8
Placement financier (PER, PEL)	7
Planning, démarche à suivre	7
Programme d'avenir sur plusieurs années, avec des objectifs à durée déterminée	7
Ensemble des dispositions arrêtées en vue de l'exécution d'un projet	7
Schéma pour construire une maison	6
Ne se prononcent pas	21

Traitement social du chômage

Ensemble	23
Toutes les mesures financières prises pour les chômeurs, les allocations-chômage, l'indemnisation des chômeurs	23
Aider les chômeurs à trouver un emploi	10
Faire passer le nombre des chômeurs	8
L'ANPE, les ASSÉDIC, le FNS	8
Les petits boursiers, les stages d'insertion	8
Mal géré, inefficace parce que mal fait	5
Une fausse solution, une illusion	5
Cela déresponsabilise les chômeurs, ça leur donne envie de ne pas travailler	5
Ne se prononcent pas	15

Cohabitation

Ensemble	22
Habiter ensemble, vivre à plusieurs sous un même toit	22
Quand deux groupes politiques opposés s'entendent pour gérer le pays ensemble	15
La président d'un bord, le premier ministre de l'autre	10
Un pré-divorce, ça ne durera pas	8
Etre tolérant envers les autres, se supporter les uns les autres	7
Une entente générale sur tout ; le consensus	6
La gauche et la droite vivant en bonne entente	5
Ne se prononcent pas	8

PATRICIA HIGHSMITH CATASTROPHES

NOUVELLES

Dix petits chefs-d'œuvre moraux et terrifiants

alman-Levy



La situation en Nouvelle-Calédonie

- **Nouvel échange de coups de feu près de Nouméa**
- **M. Tjibaou à Paris**

Plusieurs coups de feu ont été échangés, sans faire de blessés, entre des gendarmes et un jeune Calédonien, recherché pour diverses affaires de droit commun, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 mars, en Nouvelle-Calédonie, aux abords de la tribu de Saint-Louis, proche de Nouméa. Cet incident s'est produit alors que des gendarmes tentaient d'intercepter le jeune Camille Maperi, qui a réussi à s'enfuir en voiture.

A Paris, le FLNKS organise le mardi 15 mars, à 18 h 30, un rassemblement à la Bastille, avec la participation de M. Jean-Marie Tjibaou. Le chef du mouvement indépendantiste participera ensuite, sur place, à un débat au Cirque d'hiver, et cette manifestation se terminera par un spectacle auquel plusieurs artistes, en particulier Renaud, Salif Keita et Tony Allen doivent prêter leur concours.

Série d'interpellations en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Une série d'interpellations a eu lieu du 9 au 11 mars en Guadeloupe dans le cadre de l'enquête sur les vingt attentats à l'explosif perpétrés en novembre et décembre 1986 (le Monde du 26 novembre 1986) et pour lesquels le juge d'instruction parisien, M. Jean-Louis Bruguière, spécialisé dans les affaires de terrorisme, est saisi.

Ce sont au total neuf personnes, parmi lesquelles figurent un commerçant de Pointe-à-Pitre et un officier ministériel dont les identités n'ont pas été révélées, qui se sont retrouvées au siège du SRPJ Antilles-Guyane en garde à vue en compagnie du magistrat parisien. Selon toute vraisemblance, les personnes en garde à vue, dont trois ont été remises en liberté le vendredi 11 mars, ne devraient pas avoir participé directement aux attentats de 1986, revendiqués pour dix-neuf d'entre eux par l'« Alliance révolutionnaire Caraïbes ». En revanche, c'est le fonctionnement de cette organisation clandestine (dissoute au conseil des ministres en avril 1984) qui est aujourd'hui en cause.

Si, selon des sources concordantes, ces personnes ne sont « pas toutes du milieu indépendantiste guadeloupéen », elles pourraient, à l'indiquer vendredi M. Jean-Louis Bruguière, avoir eu « une action positive » ou « concrète » à l'égard de l'ex-ARC.

homéopathie inc

MÉDECINE

Plus de cent enfants atteints de saturnisme à Paris depuis 1985

Le goût dangereusement sucré de la peinture

Depuis 1985, on a diagnostiqué chez une centaine d'enfants parisiens vivant dans des immeubles vétustes, des intoxications sévères au plomb. Deux d'entre eux ont même été déclarés morts.

Le goût sucré de la peinture est un danger pour les enfants. Les plombes sont présentes dans les peintures anciennes, et les enfants y sont exposés en jouant.

En 1985-1986, plusieurs familles se sont vu retirer leur logement à la suite d'un diagnostic de saturnisme. Les enfants ont été évacués et les peintures traitées.

Répetition générale

Que deviennent les habitants ? La CFDT et la Confédération syndicale des familles (CSF) s'inquiètent de la situation des familles touchées par le saturnisme.

Comment expliquer la répartition géographique de la maladie ? Les zones à risque sont celles où les logements anciens sont encore peints.

ANNE CHEMIN.

SCIENCES

Le lancement réussi d'Ariane

Dix-huit minutes pour un soupir

Ariane a rempli sa mission. Sans une seconde de retard sur l'horaire prévu, le lanceur européen a quitté le sol guyanais.

KOUROU de notre envoyé spécial

« Nominal ». Ce terme par lequel les techniciens désignent des conditions parfaitement normales était, le vendredi 11 mars, dans toutes les bouches au centre spatial guyanais.

La journée, il est vrai, s'annonçait clémente. Nul incident n'était venu perturber les derniers préparatifs.

À 20 h 28 heure locale (0 h 28, samedi, à Paris), Ariane s'est arrachée du sol, éclairant d'une lueur rouge la forêt guyanaise.

Le président d'Arianespace, M. Frédéric d'Allest n'a pas caché sa joie devant cette « chronique parfaite ».

leurs propriétaires - France-Télécom et GTE-Spacenet - le véritable travail ne fait que commencer.

(Le Monde du 11 mars). Une montée en puissance que l'Europe est en mesure d'assumer puisqu'elle dispose du potentiel de production industrielle nécessaire.

M. d'Allest ne s'est toutefois pas laissé emporter par ce succès encore frais au point d'oublier que « la vigilance et la prudence restent indispensables ».

Prochain tir le 11 mai

Tous les espoirs semblent permis à la société Arianespace, créée par ses deux principaux clients - GTE Spacenet et France Télécom - que le hasard avait réunis sur le même tir.

Le lancement d'Ariane-4, dont le premier étage est déjà équipé sur l'aire de préparation aux lancements, à moins de 1 kilomètre du pas de tir d'où elle décollera pour la première fois, fin mai ou début juin.

exemplaire de remplacement. C'est dire que M. Jerry Waylan tenait particulièrement à ce tir, non seulement en tant que président directeur-général de GTE Spacenet mais aussi, a-t-il dit, parce qu'il est de nature à « revitaliser l'industrie des télécommunications américaine ».

« Nous avons quelques semaines encore d'émotions à vivre », a déclaré pour sa part M. Jean Grenier, directeur des affaires industrielles et internationales de France Télécom.

Dans la nuit, à Kourou, le champagne coulait à flots pour les nombreux invités, parmi lesquels figurait un visiteur surprise - l'épouse du premier ministre, Mme Bernadette Chirac.

ELISABETH GORDON.

De nouveaux marchés pour les satellites

KOUROU de notre envoyé spécial

Lorsque fut lancé, en 1978, le programme Télécom, son promoteur - à l'époque la Direction générale des télécommunications - imaginait un paysage de tous horizons.

France Télécom a cependant effectué cent vingt raccourcissements et huit de gamme selon les termes de M. Jean-François Latour, responsable du programme Télécom.

Sans doute ce type de service se développera-t-il dans les années à venir car, en croit M. Latour, « le marché existe ».

M. Marks est encore moins précis dans ses prévisions : « Il est encore beaucoup trop tôt, dit-il, pour parler de marché à long terme dans cette activité à haut risque ».

E. G.

De un à six ans

Depuis 1985, date des premiers dépistages à l'hôpital Broca à Paris, deux enfants sont morts, deux sont très gravement intoxiqués et plus d'une centaine de cas ont été diagnostiqués en 1987.

« La source a maintenant été identifiée », explique le professeur Gérard Lenoir de l'hôpital Necker-Enfants-Malades à Paris.

Pierre, confié toute la journée dans une pièce unique rongée par l'humidité, a sans doute trouvé quelques morceaux de peinture vieille sur le chemin de ses jeux.

Même s'ils sont efficaces, les conseils de prévention paraissent souvent dérisoires au regard de la gravité de la maladie : collage de papier sur les peintures abîmées, lavage des mains, brossage des ongles, nettoyage des sols avec une aspiratrice humide et, bien sûr, surveillance des enfants.

Il faudrait alors que la rénovation soit l'œuvre de vrais professionnels qui traitent à fond les peintures afin d'éviter le risque de nouvelles contaminations.

Lorsque les cas se multiplient dans un immeuble, un autre danger guette alors les familles : l'expulsion.

Un rapport de l'INSERM

L'homéopathie inefficace

Le tirage au sort des malades avait été effectué devant huis clos. Enfin, une technique de recherches cliniques devait, tout au long de l'étude, en surveiller le bon déroulement.

Afin qu'il n'y ait aucune contestation possible, on comptait, parmi les responsables de cette étude, de grands chercheurs, comme les professeurs Daniel Schwartz et Jacques Benveniste, des homéopathes comme le docteur Bernard Poitevin et des chirurgiens, représentant l'Association des chercheurs en chirurgie et le groupe de recherches et d'étude de la paroi abdominale.

Sans avoir été faite avec la même rigueur, une étude similaire avait montré en 1984 une certaine efficacité de ces deux produits homéopathiques (1).

Cette fois, le verdict est sans appel : optim et raphanus n'ont aucun effet sur le transit intestinal ; on ne retrouve même pas d'effet placebo.

« Pour soutenir », explique M^{me} Marie-Jeanne Mayaux (Unité 292 de l'INSERM), qui a été le véritable maître d'œuvre de cette étude, « il est impossible d'extrapoler ces résultats à toute l'homéopathie ».

Il n'en reste pas moins que les homéopathes sont aujourd'hui bien déçus. Ils ne s'attendaient visiblement pas à un tel échec.

La fondation créée par M^{me} Georgina Dufoux n'existe plus, M^{me} Michèle Barzach ayant décidé de la supprimer en juin 1986. A tout hasard, l'INSERM vient tout de même de communiquer les résultats complets de l'étude au ministre de la santé.

Des contacts ont lieu, actuellement, avec la société américaine McDonnell Douglas. La France, en effet, prévoit de construire une version de son Rafale, destinée à l'aéronavale, tandis que le Pentagone souhaite développer une nouvelle version, modernisée, du F-18 de la marine américaine.

« Ce serait amusant », estime M. Giraud, de songer à un Rafale. A la fin, on se demanderait s'il s'agit d'un F-18, d'un Rafale-18 ou d'un Rafale croisé avec un F-18. Cette perspective d'un mariage du Rafale avec le F-18, en réalité, de mariages français qui résoudraient, ainsi, deux de leurs problèmes : le prêt de F-18 pour remplacer les Crusader des porte-avions, qui doivent disparaître à partir de 1993, en attendant l'arrivée, à compter de 1997, du Rafale susceptible, sous la forme actuelle du projet Dassault-Breguet, ou dans une configuration conçue en collaboration avec McDonnell Douglas qui propose le Hornet 2000 dérivé de son F-18, de succéder aux Crusader (sans étape ultérieure) et aux Super-Étendard après l'an 2000.

« Si nous pouvons coopérer ici avec les Européens, soit avec les Américains ou avec tous à la fois, a déclaré

(1) Les résultats avaient été publiés par le docteur J.-P. Chevret dans la Presse médicale (1984, 13 : 883).

DÉFENSE

Pour favoriser la coopération internationale

La France est prête à adapter son projet Rafale

La France est prête à « ajuster » son programme Rafale d'un avion de combat, connu à l'armée de l'air et à l'aéronavale, pour s'ouvrir à une coopération avec les États-Unis et ses partenaires européens.

« Ce serait amusant », estime M. Giraud, de songer à un Rafale. A la fin, on se demanderait s'il s'agit d'un F-18, d'un Rafale-18 ou d'un Rafale croisé avec un F-18.

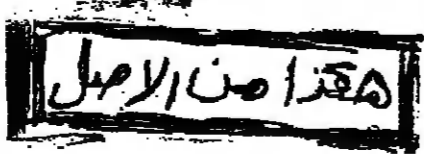
« Si nous pouvons coopérer ici avec les Européens, soit avec les Américains ou avec tous à la fois, a déclaré

M. Giraud, et c'est dans notre intérêt commun, nous serons peut-être conduits à ajuster notre propre programme ».

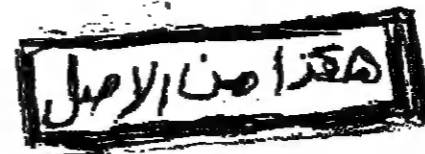
27,3 milliards de francs de commandes d'armements à l'exportation en 1987

Annoncées par le ministre de la défense, il y a quelques semaines, comme devant être légèrement supérieures à 1986, les prises de commandes à l'exportation reçues par les industriels français de l'armement ont atteint, en 1987, le total de 27,3 milliards de francs.

C'est durant le dernier trimestre de 1987, avec des prises de commandes d'armements par l'Irak, que la France a inversé une statistique des exportations militaires jusque-là en très nette diminution.



Société



Une précision de la chancellerie
Cent cinquante détenus maghrébins pourraient être expulsés

Selon la chancellerie, les détenus maghrébins qui pourraient être expulsés vers leurs pays d'origine (Algérie, Maroc, Tunisie) sont au nombre de cent cinquante au maximum. Ce chiffre est établi au vu des avis favorables donnés par les commissions d'application des peines et correspond à environ 13 % de la population totale des détenus maghrébins, libérables actuellement (c'est-à-dire ceux qui ont fait la moitié de leur peine) qui se chiffrent à mille cent personnes environ.

Le nombre réel de détenus maghrébins susceptibles d'être effectivement expulsés pourrait, cependant, être inférieur car la décision définitive relève, pour les condamnés à des peines supérieures à trois ans, du comité consultatif installé à la chancellerie qui, se réunissant tous les mardis. En 1987, sur les mille quatre cents dossiers de détenus français et étrangers examinés par ce comité, cinq cent onze détenus, soit un tiers seulement, avaient été mis en liberté conditionnelle.

Trois réactions

Le Syndicat de la magistrature estime que les expulsions de détenus étrangers vers leurs pays d'origine, décidées par M. Albin Chandon

- Exercice commun des unités spéciales des policiers ouest-allemands et français.
Un fichier informatisé des victimes d'infraction, à la préfecture de police de Paris.
Exercice commun des unités avec l'unité spéciale de la police ouest-allemande SEK (commando d'intervention spéciale).

Fusillade à Bastia
Un gendarme est sauvé par son gilet pare-balles

BASTIA
de notre correspondant

Trois jours après le mitraillage d'Alaggio au cours duquel un gendarme, Stéphane Charlot, a été tué, la gendarmerie a été, de nouveau, le vendredi 11 mars, la cible de tirs. Mais cette fois, Eric None, vingt-cinq ans, appartenant à l'escadron mobile de Besançon, a été sauvé par son gilet pare-balles. Le gendarme était affecté à la surveillance de la résidence de fonction du procureur général de la cour d'appel de Bastia, M. Jean-Pierre Moastri.

Vendredi, vers 15 h 50, Eric None monte la garde devant la résidence du magistrat, campé sous un olivier, face à la mer. Les mains croisées sur l'arme qu'il porte à la poitrine. Il se trouve dans le jardin qui surplombe de 6 mètres la route de Pietranera à la sortie nord de Bastia. Il voit arriver une voiture, une Mazda jaune, et distingue même qu'une femme est au volant.

Alors que la voiture arrive sous sa position, presque à sa verticale, le canon d'un fusil de chasse apparaît à la portière arrière droite. Deux coups de feu claquent, l'écorce d'un olivier voisin reçoit une partie de la gerbe de plombs. Quelques chevrottes atteignent le gendarme, elles sont arrêtées par son gilet pare-balles.

Deux heures plus tard, un véhicule Mazda jaune, signalé volé, sera retrouvé abandonné, à quelques kilomètres de là, à l'entrée nord de Bastia. Une voiture-relais a pu récupérer le commando. Les enquêteurs de la police judiciaire recherchent d'éventuels indices dans la Mazda jaune.

Cet attentat, quels qu'en soient les auteurs, confirme que les gendarmes sont la cible principale des tirs de l'ombre.

MICHEL CODACCIONI.

Réhabilitation immobilière à Aulnay-sous-Bois
Le dernier sursaut d'un petit propriétaire

Les façades des immeubles de la cité de l'Amorée, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), sont désormais soignées. Frôlement repeints aux couleurs de ces espaces verts qui font ici tant défaut, émeraude et brun, elles jettent un voile sur les tours voisines, qui ont conservé leurs teintes délavées et leurs toches d'humidité. Une touche de lise a même été introduite dans le hall de l'immeuble, à deux pas du parking : les marches ont été recouvertes de larges dalles de marbre gris.

Frédéric Fouquet, perché dans le F4 du deuxième étage, « un des plus grands de la tour », n'en profitera pas. La petite étiquette qui surmontait sa boîte aux lettres a été soigneusement retirée. Son logement vient d'être vendu aux enchères à Bobigny, après une saisie judiciaire. « L'assemblée générale des copropriétaires, qui avait voté les travaux de ravalement à une courte majorité, me demandait une participation de 60 000 F », explique ce menuisier de cinquante-quatre ans. « Je n'étais pas le seul à ne pas pouvoir financer mais les gros de l'immeuble, des sociétés comme l'UAP, ont emporté la décision. Je n'ai pas pu payer. »

La chaise
Aux mauvais payeurs
Lorsque des petits propriétaires regimbent, le cabinet De Gueldre, qui gère la cité depuis sa construction, en 1966, ne s'inquiète guère. Si les règlements des sommes dues se font attendre, des poursuites sont engagées contre les mauvais payeurs, sommés de verser leur part des travaux de réhabilitation, estimés à 20 millions de francs au total. « Sept cent quatre-vingt-dix appartements étaient concernés, explique-t-on au cabinet du syndicat immobilier. Les paris de ces immeubles, qui font partie des

« mille mille » - mille logements à 1 000 F le mètre carré - étaient devenus poreux, ce qui entraînait des déperditions de chauffage et beaucoup d'humidité. Il fallait agir. Après tout, les propriétaires pouvaient contracter des prêts auprès des banques.
Pas tous. Frédéric Fouquet, qui a acquis son appartement en décembre 1975, est alors dans le coma à l'hôpital de Villepinte, à la suite d'un accident du travail. Employé dans une menuiserie de Vincennes depuis son arrivée dans la région parisienne, en 1974, il donne un coup de main, un matin, aux gros bras qui déchargent les camions. Dans la précipitation, une des planches glisse et lui écrase le pied. Peu après, il sombre dans le coma. Tétanos.
Pendant deux ans, Frédéric Fouquet émerge à peine d'un état de demi-conscience, interrompu de temps à autre par de graves crises de paralysie. En juin 1983, il est déclaré invalide aux deux tiers et obtient une pension de 3 500 F par mois. Le charpentier, qui ne savait même pas ce que c'était d'être au chômage, ne pourra plus jamais reprendre le travail. Sa femme et ses deux fils disparaissent alors de sa vie.
« A partir de ces années-là, j'ai navigué entre l'hôpital et l'appartement. Parfois, je rentrais chez moi, mais j'avais souvent des malaises et des évanouissements. Du coup, je laissais toujours ma porte ouverte et les gardiens m'entraient de temps en temps. J'étais perdu. Ma mère, ma seule famille, est morte il y a deux ans. J'étais à l'hôpital et le télégramme ne m'est pas parvenu à temps. Lorsque je l'ai reçu, il était trop tard. Elle était déjà enterrée. Comment voulez-vous, dans ces conditions, et sans emploi, que je négocie un prêt dans une banque ? »

A. Ch.

Au tribunal de Paris
L'évasion par hélicoptère de Michel Vaujour

L'évasion est une tentation normale chez un détenu. La justice en est tellement convaincue que le simple fait de quitter sa prison n'est pas en lui-même punissable. Ce qui l'est, c'est la destruction ou la violence qui peut accompagner la fuite.

Cette entreprise difficile, Michel Vaujour, condamné pour diverses attaques à main armée, a bien failli la réussir lorsque son épouse, Nadine, est venue le chercher en hélicoptère le 26 mai 1986 à la prison de la Santé. Cependant les gardiens avaient été menacés par un fusil d'assaut en plastique, et cette seule circonstance a conduit les époux Vaujour devant la trentième chambre correctionnelle de Paris pour répondre à l'audience du jeudi 10 mars du délit d'« évasion par violence ».

Depuis 1970, Michel Vaujour, trente-sept ans, séjourne régulièrement en prison. Quatre fois il s'est évadé, mais sa cinquième évasion sera la plus remarquable. Nadine l'a épousé alors qu'il était détenu, après l'avoir connu lors d'une brève cavale. En 1983, elle avait passé une licence de pilotage d'hélicoptère dans le but de faire évader Michel Vaujour, mais les circonstances n'étaient pas favorables. En mai 1986, l'opération est montée avec une rigueur presque militaire. Alors que Vaujour joue au football dans la cour, l'hélicoptère se place en vol stationnaire au-dessus de la prison...

Aux côtés de Nadine, un complice qui ne sera jamais identifié jette un sac contenant une arme télescopique une corde à nœud et un pistolet qui a été un jouet, mais à l'aspect inquiétant d'une arme de gros calibre. Vaujour se fraie un chemin jusqu'au toit, aidé par Pierre Fernandez, un codétenu, et grimpe seul sur les patins de l'hélicoptère qui prend la direction de la Cité universitaire. Là, le couple laisse l'appareil sur un stade et s'enfuit. Mais ils seront tous deux arrêtés quatre mois après.

A l'audience, Michel Vaujour a revendiqué l'entière responsabilité de son évasion. Dans la même stratégie, le défenseur de Nadine, M^{me} Antoine Deguinais, l'a accusé d'avoir « profité de sa faiblesse et de son amour », avant de déclarer : « C'est parce qu'elle a été aveuglée par sa passion qu'elle se retrouve dans le box. » De son côté, M^{me} Henri Leclerc a estimé que le délit, s'il était caractérisé, devait bénéficier d'une cascade de circonstances atténuantes. Et c'est Vaujour qui a lui-même tenu à présenter sa défense, en faisant part de son désespoir devant la perspective de sa sortie de prison dans une trentaine d'années.

Pourtant le substitut du procureur de la République, M. Jean-Claude Thin, avait en pour lui les mots raisonnables que l'accusation prononce rarement. « Je conçois très bien qu'il y ait eu chez vous un sentiment de désespoir, avait convenu le magistrat : à l'époque des faits, vous deviez sortir en l'an 2015 ; mais, dans la vie, les choses ne restent jamais figées. En France, il existe des possibilités de réduction. Fort heureusement, vous n'avez tué personne. Je souhaite que la détention vous permette de réfléchir, afin de donner un tournant différent à votre existence. »

Au terme d'un quart d'heure de délibération, le tribunal, présidé par M. Jean-Louis Mazière, a condamné Michel Vaujour à deux ans de prison, avant d'infliger à son épouse, détenue depuis seize mois, une peine de deux ans de prison, assortie d'un sursis de neuf mois, afin de lui permettre de rentrer chez elle immédiatement pour élever ses trois enfants, dont Bruno, conçu après l'évasion et né en prison.

M. P.

Condamnation d'un médecin responsable de l'infirmité d'une fillette

Le docteur Ginette Chalumeau, quarante-deux ans, obstétricienne, a été condamnée, le mercredi 9 mars, à dix mois de prison avec sursis et 15 000 francs d'amende pour « blessures involontaires » par le tribunal correctionnel de Créteil, qui l'a reconnue responsable de l'infirmité d'une fillette âgée aujourd'hui de huit ans (le Monde du 29 janvier). Le docteur Chalumeau a, en revanche, été relaxé du chef de non-assistance à personne en danger.

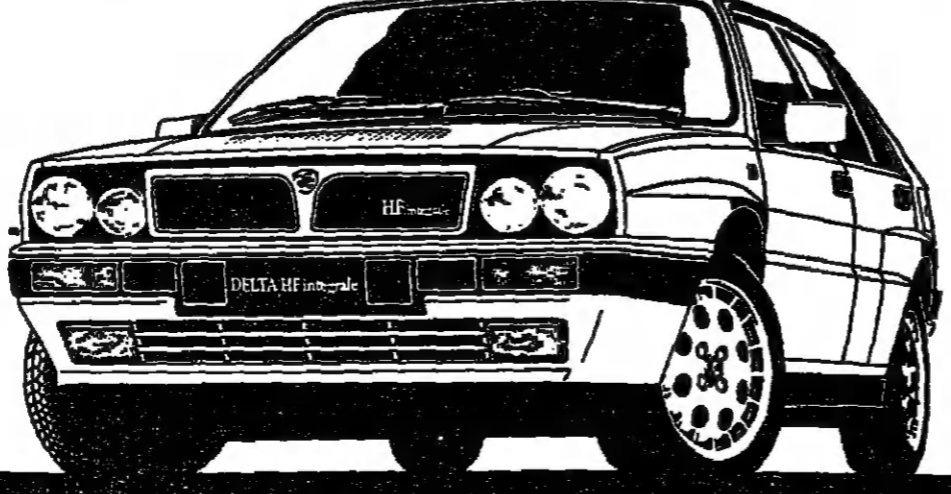
Un autre médecin, poursuivi pour les mêmes raisons, le docteur Jacqueline Pernet-Robert, soixante-huit ans, pédiatre, a été relaxé. Du fait des souffrances subies lors de sa naissance à la Clinique du château, à Vincennes (Val-de-Marne), la petite Caroline Gennelle reste aujourd'hui paralysée des quatre membres, ne peut ni parler, ni marcher, ni même se tenir assise sans être sanglée.

RALLYE DU PORTUGAL. 1er LANCIA DELTA INTEGRALE.

Lancia Delta. L'émotion de piloter.

Lancia est Champion du Monde des Rallyes 87. Et cela pour la 6e fois.
Après une brillante victoire au Monte-Carlo, la nouvelle Lancia Delta HF Intégrale, pour sa première sortie, vient de remporter le Rallye du Portugal. Cette incontestable supériorité technologique qui a mené la fabuleuse Delta HF Intégrale 4 roues motrices à la victoire, se retrouve sur les 6 versions de la Delta.
En plus de l'étonnante nouvelle Delta HF Intégrale à

4 roues motrices, vous avez le choix entre la très tonique Delta 1300 à allumage électronique, la passionnante 1600 GT i.e. à injection et double ACT, la stupéfiante Delta HF Turbo (140 ch, 203 km/h sur circuit, 7,8-10,2-10,8 normes UTAC) ou même la très performante Delta Turbo Diesel qui vous surprendra par son silence.
Après tout, il n'y a aucune raison de vous priver de l'émotion de conduire la Delta sous prétexte que vous n'êtes pas pilote de rallye.



LANCIA DELTA. CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 87

- 75 PARIS 11, Garage de LA ROUQUETTE, 43 75 88 16
75 PARIS 13, T.P.L.Y., 45 84 15 59
75 PARIS 14, CHATELON BRUNO AUTO, 45 39 57 35
75 PARIS 15, Garage GUTENBERG, 45 58 19 21
75 PARIS 16, EXELMANS AUTO, 45 24 50 30
75 PARIS 17, PONT CARDINET AUTO, 46 22 14 40
75 PARIS 19, FIAT AUTO FRANCE, 46 07 37 88
77 AVON FONTAINEBLEAU, Garage de L'EUROPE, 64 22 38 71
77 DAMMARE LES LYS, NOFKOM, 64 39 04 18
77 SERVON BRICOMTE ROBERT, SADES, 64 65 84 84
77 MAREUIL LES MEAUX, Garage de LA RESIDENCE, 64 34 10 25
78 ORCEVAL PERFORMANCE P.L.S., 39 75 55 84
78 VERSAILLES, Garage de VERSAILLES, 30 21 14 04
78 MANTES LA VILLE MAINTENONVILLE, Garage de LA CALOISE, 65 05 35 71
91 VINCENNES, AUTO HALL 91, 60 48 39 65
91 MASSY, Garage du CENTRE, 69 20 08 03
91 BOURDAN Garage HUBERT, 64 59 66 65
91 VIRY CHATILLON, Garage LE CALLOUX, 65 05 35 71
91 VINCENNES, SODIPAN 91, 69 03 53 14
91 SAVIGNY SUR ORCE, SAVILLAC, 69 56 13 18
92 NANTERRE, AUTO SERVICE, 47 24 12 13
92 BOULOGNE, Garage FICOM, 45 05 05 66
92 LEVALLOIS PERRET, Garage de LOIRANE, 47 37 76 84
92 LEVALLOIS PERRET, FIAT AUTO FRANCE, 47 30 50 00
92 CLAMART, Garage MAGNIER LUNET, 46 45 95 00
92 NEUILLY SUR SEINE, NEUILLY ROULE, 47 45 33 11
92 BOULOGNE, FIAT AUTO FRANCE, 45 04 91 19
92 ANTONY, Garage PHILIPPE, 46 56 05 85
93 LE BOUINGET, Garage ACTIS BARON, 48 37 91 30
93 AULNAY SOUS BOIS, ALLNAY CENTRE AUTOS, 48 66 18 51
93 SAINT DENIS, Garage CARRIE, 42 43 44 18
93 LA COURMAYEUR, Garage SEAC, 48 26 41 82
93 VILLEMOMBLE, Véhicules AUTOS SPORT, 48 55 16 42
93 NEUILLY PLAISANCE, Garage du Centre Commercial, 43 08 57 33
94 VINCENNES, Garage DEMARIE, 43 53 16 23
94 VILLEJUIF, FRANCE AUTOMOBILES, 47 26 17 05
94 SAINT MAUR, Garage LECLUSE, 48 85 05 65
94 NOGENT SUR MARNE, STATION AUTO NOGENT, 48 75 49 38
94 CHAMPIGNY SUR MARNE, Garage du TREMBLAY, 47 08 07 70
94 NRY 5 SEINE, AUTO D'YVING SERVICE, 45 70 15 58
95 ENCHERES LES BAINS, Garage ANDREOLI, 39 64 70 52
95 ERMONT, SEVRA, 34 15 97 85
95 SAINT OUBIN L'AUMONIE, VAL D'OSE MOTORS, 30 57 30 78
95 COMPIEGNE ST LAZARE ALTO, 44 49 10 10
95 CHANTILLY, Garage CHANTILLY, 44 57 13 83
95 BEAUVAINS, Garage MAUPETIT, 44 48 29 35
95 CREIL, PICARDE AUTO, 44 24 25 72.

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. ANDRÉ FROSSARD

Une homélie voire un sermon

Biographies alternées... Mais si M. André Frossard, petit-fils de paysans succédant à un grand seigneur, retrace scrupuleusement la carrière du duc de Castries, le Père Carré, aux prises avec celle du « Cavalier seul », ne craint pas de dépasser les règles du genre et, de son propre aveu, de verser « dans l'homélie, voire dans le sermon ». Ce qui d'ailleurs n'a pas dû déplaire au récipiendaire. Car c'est une vie édifiante que le célèbre prédateur propose aux méditations de l'auditoire, depuis le jour où le jeune homme fut terrassé par « l'irruption de la grâce », jusqu'à la déposition bouleversante d'un repas de la prison de Montluc au procès Barbie. Et le rappel de son infernale détention. Et, remontant un peu le fil

des années, l'évocation de l'amitié qui unit M. André Frossard et le pape Jean-Paul II, de leurs entretiens qui ont fourni la matière d'un autre ouvrage promis dès le départ à un large retentissement — comme l'est sans doute la biographie du Père Maximilien Kolbe, martyr d'Auschwitz (et canonisé).

Voilà qui a dû surprendre un public que M. André Frossard, polémiste parfois féroce, toujours amusant, avait accoutumé à plus de légèreté. Il est vrai que, dans l'éloge de son prédécesseur, son savoureux humour parvient à transparaître. Il ne se prive pas pourtant de hausser le ton lorsque le propos frôle l'épique.

Le discours du récipiendaire

MESSEIERS,

MON père, qui avait une haute idée de la France et de ses institutions, en particulier de la vôtre, m'avait appris que le mot « Française », pris adjectivement, appelait la majuscule dans deux cas seulement : celui de la République et celui de l'Académie.

Il s'autristerait fort de voir la « Française » réduite aujourd'hui le plus souvent à la minuscule, et je ne sais si de m'y apercevoir suffirait à le consoler.

Car m'y voici.

Enfin, presque.

En effet, l'ingénu qui a la témérité de s'exposer à votre jugement et de brigner votre suffrage est bien avisé de douter jusqu'au bout.

De douter d'abord de ses mérites, cela va de soi ; de douter ensuite d'être élu, et si par extraordinaire il l'est, de douter d'être jamais égal à l'honneur que vous lui faites.

Ainsi, sous cette coupole qui vous coiffe de lumière, se cède-t-il, dans le souvenir de deux cardinaux, celui qui vous fonda et celui qui vous loge, une religion originale où le doute est récompensé, où la modestie vient avec les lauriers, et où l'humilité du nouveau venu se fait annoncer par un roulement de tambour.

Je vous dois, messieurs, non pas un, mais deux remerciements.

L'un, pour l'assurance que vous allez — peut-être — me donner d'être tout un jour pour les vertus et qualités que l'on aura eu tant de peine à discerner en moi durant ma vie.

Grâce à vous, j'aurai au moins un locuteur fébrile, qui, sous l'inspiration conjuguée de Cocteau et de Malraux, me décrira ici, avec admiration, tel qu'en fautéulement l'éternité m'aura changé.

J'ai un deuxième remerciement à vous faire, pour l'occasion que vous offrez au vif polémiste que je suis de dire du bien de quelqu'un, votre élégance voulant que l'on ne puisse entrer chez vous sans avoir salué celui qui vient de sortir, usage d'une grande sagesse que notre société tout entière gagnerait à limiter.

Imaginez que le nouveau ministre de droite ne puisse exercer ses fonctions qu'après avoir rendu hommage à son prédécesseur de gauche, en des termes agréés par une commission pointilleuse sur le chapitre de la courtoisie, et que la nouvelle majorité parlementaire ne puisse prendre place, au singulier, ou au pluriel, qu'après avoir glorifié la majorité sortante ! Toute notre vie politique en serait transfigurée pour son bien, pour le nôtre et celui de la République.

Je tiens à aller plus loin encore dans l'hommage en remontant la lignée de ce deuxième fauteuil, pour saluer Valentin Comart, premier instituteur de votre compagnie, votre qui se désolait de savoir si peu de grec, et l'un de ces deux protestants après lesquels on se sent moins catholique ; Montesquieu, selon Voltaire, « génie mâle et rapide, qui approfondissait tout en paraissant tout effleurer » (entre nous, sans toujours prendre la peine d'ôter son gant de fer) ; Lebrun, qui venait à l'Académie avec un oreiller afin d'être mieux calé pour entendre, et non pour dormir. Car qui s'endormirait ici ? La pensée, disait Valéry, n'a pas de paupières ; ce même Lebrun voulait faire élire les académiciens au suffrage universel, ce qui eût rendu singulièrement exténué le protocole des visites ; Alexandre Dumas fils, guettant anxieusement la fin de vos délibérations et attendant Victor Hugo, ralenti mais acide, lui lancer au passage : « Je viens de voter pour Monsieur votre père » ; André Theuriot, jadis l'un des principaux fournisseurs de morceaux choisis de la commune ; Jean Richepin, dont on ne lit plus guère la *Chanson des gueux*, que l'on appellerait plus aimablement aujourd'hui la chanson des mal-possédants ; Emile Mâle, explorateur émerveillé de nos cathédrales, ces tas de pierres soulevées par deux mains jointes ; le grand pasteur Boegner, qui voulait être avocat — et qui fut effectivement toute sa vie le défenseur des causes

difficiles, de la justice et de la paix, et dont nul n'oubliera que, pour l'honneur de la foi chrétienne, il tendit une main fraternelle au grand rabbin, par-dessus ce « statut des juifs » qui défigurait quelque temps la France. Il ne pouvait avoir de plus digne successeur que René de Castries.

Le règne du Beau

MESSEIERS,

RIEN n'est plus aisé que de dire du bien d'un homme de bien, surtout lorsque l'on s'est découvert, par chance, un point commun avec lui, ce qui est mon cas : il n'y avait pas de cardinaux dans la famille de Castries, dans la mienne non plus.

Le reste, à vrai dire, était quelque peu différent.

Le duc avait des ancêtres ; nous n'avions que des anciens ; ce n'est pas une même chose, je vous dirai pourquoi : les anciens vieillissent, mais non pas les ancêtres. Chaque jour, ma grand-mère m'envoyait, enfant, porter une galette et un petit pot de beurre — je veux dire de cancoillotte — à mon arrière-grand-mère, recluse, à l'autre bout du village, dans l'angle d'une pièce obscure au sol de terre battue. Elle me regardait avec des yeux effrayés, comme si, mais je l'ai compris plus tard, trop tard, par cette porte ouverte, soudain, devait lui arriver une autre visite que la mienne. Elle était vieille, si vieille, qu'elle n'était déjà plus qu'une ombre, faiblement insistante, parmi les ombres des murs de torchis. Impossible d'aller plus loin parmi nos anciens. Après elle, il n'y avait plus que le cimetière.

Au contraire, les ancêtres des grandes maisons se maintiennent à travers les siècles dans la force de l'âge, comme le montrent leurs portraits de famille. Les femmes scintillent à perpétuité parmi les lys et les falbalas, et, s'il leur arrive d'être mûres, elles ne le sont jamais au point de dépendre, au bord de l'extinction, d'un bol de cancoillotte. Les hommes sont rutilants, sillonnés de grands cordons et de voiles lactées honorifiques. Superbes, indestructibles, ils démontrent ceci, que tous les régimes politiques se nourrissent de transcendantaux, le transcendantal de la monarchie fut le Beau (l'honneur, la chevalerie, bref, la noblesse) comme celui de la République sera le Bien par la liberté, l'égalité, la fraternité ; je parle théorie. Les transcendantaux, qui sont sans miséricorde, se font une guerre inexorable à travers l'histoire, et l'Un, transcendantal dévorant, a failli engloutir le vingtième siècle dans le totalitarisme.

Mais, dans l'immense galerie de Castries, où par ses fenêtres réciproques la lumière cause avec la lumière, le Beau règne encore, par l'entremise de ces personnages vêtus d'or qui accueillent le visiteur d'un regard lointain.

Quelle belle demeure, et comme votre compagnie doit être heureuse que Monté et René de Castries aient eu la pensée de la confier pour sa sauvegarde définitive à votre immortalité ! L'extérieur est sévère et même un peu rude, avec de courts parapets de pierre révélant le passage rapide d'une main italienne, et c'est le cas de relayer l'étrange permutation des tempéraments du Nord et du Midi selon qu'ils s'expriment par la parole ou par la règle et le compas. Alors que la maison méridionale est de lignes pures et sèches comme un paysage de cailloux, le Nord, censément raidi par le froid, domine volontiers dans le décrochement baroque et la volubilité décorative, comme si la pluie favorisait la croissance de la végétation ornementale, brûlée ailleurs par le soleil. Dessiné par le crayon infatigable de Le Nôtre, le jardin dit tout sur cet esprit français, contrôlé par l'étranger, qui allait droit son chemin en esquissant de temps en temps la révérence d'un massif arrondi, sans jamais s'égarer dans les sinuosités et les circonvolutions dilatoires de ces allées où le promeneur semble chercher à se perdre, ou à se retrouver.

Au pied du donjon, le fossé

J'AI mis le siège devant le château, avec l'espoir d'obtenir la reddition du châtelain. Sans succès, je dois le dire. Le duc ne sortait jamais sans son donjon, ou plutôt, il était lui-même le donjon de sa demeure, haut, lisse et impenable. Je n'ai eu la chance de le rencontrer que deux fois, l'une en chemin de fer, l'autre, la première, pour une visite académique où je me trouvais dans l'humble posture du novice qui ne sait pas encore si les pères du chapitre lui accorderont la permission de prendre l'habit. Elle me fut refusée, ma formation ayant été trop hâtive, et ma commission de la règle laissant beaucoup à désirer. Le duc montra de l'affabilité, et même cette sorte d'empressement superflu que l'on témoigne aux malades qui ne savent pas encore la gravité de leur état. Il m'instruisit des mystères du sacré collège des Quatre-Nations, dont il a été le précieux exécutif dans la *Vieille Dame du quai Conti*, dame imprévisible qui fut un peu sa Récamier, désirable et cruelle, qui lui céda qu'après dix années d'une cour persévérante et plus d'une fois découragée. Il me parut curieux des ébres, et je m'étonnai pas qu'il eût écrit tant de biographies. Mais, s'il se prêtait volontiers au dialogue, il ne se livrait pas, et, bien qu'il ne tombât que de la bienveillance de ses machicolais, le petit-fils de paysan ne pouvait pas ne pas sentir, au pied du donjon, le fossé : « Ce grand seigneur, se disait-il en observant les longues papipères pareilles à une visière de heaume à demi baissée, et qui laissaient filer un regard aimablement mêlé de café noir, à quelque chose de secret, d'insaisissable, protégé par cette politesse dissuasive qui vous tient en respect mieux qu'un fer de lance. Un châtelain serait-il toujours une Bastille, l'éducation que l'on y reçoit aurait-elle pour effet de vous rendre inaccessible, et les lettres de noblesse ne seraient-elles, au fond, qu'une variante armorisée des lettres de cachet ? »

Il faut dire que, de sa vie, le petit-fils de paysan n'avait vu un duc d'aussi près. Il était naturel qu'il se posât beaucoup de questions : quel enfant son prestigieux vis-à-vis avait-il été ?

Dans une lettre à son vieil ami Christian Melchior-Bonnet, le duc parle de son enfance « monotone et ennuyeuse », et, pour qu'un enfant s'ennuie, il faut vraiment qu'il ne manque de rien ; ou que la bride lui soit tenue trop serrée, ou encore qu'une éducation durcie par les circonstances l'ait chargé de responsabilités dynastiques nettement excédentaires à un âge où l'on échangeait volontiers sa couronne contre un cerceau.

Je pense que ce fut le cas. Né en 1908, à la Bastide-d'Engras, élevé au château de Gaujac, René, Gaspard, Marie Edmond de La Croix de Castries eut le malheur de perdre en la même année 1913 son père et son grand-père, ce qui le fit chef de famille à cinq ans.

Il apprit que ses aïeux étaient venus de Majorque à Montpellier au seizième siècle, que la lignée comptait des lieutenants généraux, des présidents de cours souverains, des prélats, cinq chevaliers du Saint-Esprit, deux amiraux, un maréchal de France ministre de Louis XVI et de Louis XVIII, une première dame de France, épouse de Mac-Mahon ; qu'il y avait eu un saint dans la famille, saint Roch, patron des pestiférés, titulaire à Paris d'une église sur les marches de laquelle un certain Bonaparte avait conquis le titre de « général Vendémiaire » ; que la puissante maison de Castries avait même, incidemment, fourni un ministre de la guerre à la Convention en la personne de Pache, concierge de son hôtel ; et qu'en conséquence de tout cela, fut-ce à cinq ans, un petit Castries n'avait pas la permission d'être petit.

Soldat, marin ou prêtre...

« JE crois, écrit-il dans *Papiers de famille*, ouvrage massif et ordonné, sur le modèle de Castries, que mon enfance s'est déroulée dans un climat de grande tristesse, bien que mon caractère ait été plutôt porté à la gaieté. Je dois à ma mère une formation religieuse très solide qui ne s'est jamais trouvée en défaut et un goût profond de la tradition. Elle le poussa si loin qu'elle m'affirma toute ma jeunesse qu'un Castries ne pouvait être que soldat, marin ou prêtre, vocations que je ne ressentais nullement. »

La religion, c'est le règlement fondamental de l'existence morale ; la tradition des grandes familles est la constitution non écrite dont on ne saurait s'écarter sans trahir sa naissance. Le jeune Castries respectait le règlement, mais il n'en tirait pas l'enthousiasme qu'il faut pour endosser la soutane.

Soldat, il ne pouvait l'être, son sens critique et son esprit d'indépendance, visibles de bonne heure, étant incompatibles avec les alignements de la discipline militaire. Au surplus, l'idée ne lui souriait guère d'ajouter un commandement à un titre ducal qui lui semblait déjà lourd à porter, pour les devoirs qu'il implique, sans doute, mais aussi en raison des conditions dans lesquelles son grand-père l'avait repris de la branche aînée, éteinte.

Le jeune Castries était fort conscient qu'être duc par la branche cadette exigeait un supplément de proesse qui n'était pas requis de la branche aînée. Sa mère et les deux parentes qui lui avaient fait, si l'on ose dire, une enfance au-dessus de son âge s'élevaient dans cet état d'esprit, désolées qu'il ne voulait servir ni sur terre, ni sur mer, ni dans les armées du ciel.

Par chance pour lui, pour nous et pour moi, il s'aperçut que, s'il manquait un marteau rouge parmi les illustres de la famille, on n'y voyait pas non plus d'académicien. Or les académiciens portent l'épée, comme tout vrai gentilhomme, et s'ils ne s'en servent pas, c'est uniquement par obéissance aux édits de Louis XIII et du grand cardinal ; leur uniforme recouvre de mêmes ramages la plus étonnante diversité de caractères et de vocations ; et l'Académie ouvre une longue carrière à l'ambition, quand on songe au temps qu'il faut pour y entrer.

Objetif séduisant pour un jeune amoureux des lettres, qui tient à être agréé à une famille attachée aux cadres traditionnels. On peut considérer que le jeune Castries a fait sa première visite académique à dix-sept ans, auprès de l'excellent historien Pierre de La Gorce, son voisin de garrigue, qui le reçoit comme seuls les académiciens savent recevoir, avec cette mansuétude encourageante qui enflamme la foi de la jeunesse et ranime l'espérance chez le moribond.

Dependant, comme il était un peu tôt pour mener campagne, René de Castries entra à l'École des sciences politiques pour suivre les cours de finances et de diplomatie de cette grande institution, qui a l'avantage de ne pas compromettre l'avenir, dans la mesure où elle ne l'assure pas.

On serait mieux renseigné sur l'adolescence de René de Castries si les milliers de pages de son *Journal* n'avaient été déposées aux Archives nationales. Tout ce que l'on sait, grâce à l'une de ses rares confidences écrites, est qu'il traversa une crise de jeunesse dont il dit lui-même qu'elle « frisait l'anarchie », nous laissant d'ailleurs dans l'ignorance sur la manière dont l'anarchie se manifeste chez les ducs, si c'est par la haine de la chasse à courre ou le refus du baise-main. Cette crise coïncidait avec sa majorité et son entrée dans le monde, paré de ce titre ducal qui s'excitait nullement sa convoitise, et que sa famille lui enjoignit de porter pour ne pas désavouer son grand-père. S'il désirait paraître, c'était en librairie, plutôt que dans la société.

En tout cas, ce moment de révolte, qui n'était pas allé jusqu'à l'empêcher

d'accomplir loyalement son service militaire, prit fin en 1934 avec son mariage. L'événement décisif de sa vie, nous dirait-il dans *Papiers de famille*.

« Vous m'avez fait heureux »

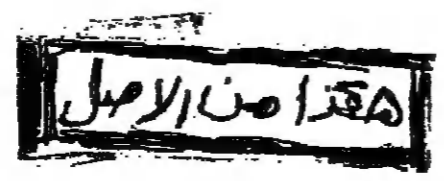
IL y avait alors en Languedoc, du côté de Béziers, au milieu d'un océan de vignes, une nérière, enfin, une belle demoiselle, que ses parents entendaient établir au plus tôt sur la terre ferme des unions sagement préméditées. En ce temps-là, on ne mariait plus les filles comme au dix-septième siècle en leur donnant le choix entre la soumission et le couvent, mais enfin les parents des futurs avaient encore tendance à penser que, s'ils parvenaient à s'entendre, leurs enfants y réussiraient aussi. Lorsque la demoiselle de Cassagne eut vingt-deux ans, on lui signifia qu'il était temps de prendre un parti. Elle avait déjà repoussé plusieurs prétendants des plus convenables et qui s'étaient déclarés prêts, pour l'amour d'elle, à combattre le midi jusqu'au bout du monde. Lasse de ce défilé, elle décida que le candidat suivant serait le bon. Et il le fut ; c'était notre anarchiste. Il était le premier à ne parler ni sulfate ni récolte, et il semblait que le rusin fût pour lui un format de papier. Il savait beaucoup de vers, car il avait pris l'habitude d'en apprendre une dizaine chaque soir pour s'endormir en musique, et il les disait volontiers, informé qu'il était que les jeunes filles ne comprennent pas quand on leur parle en prose. Elle fut charmée, on les maria.

Ce fut un beau mariage chrétien, c'est-à-dire un pari sur l'absolu, où, moyennant l'échange d'une seule parole magique, un « oui » conforme à l'Évangile, autrement dit un « oui » qui soit un « oui » et non un acquiescement flottant sur les fonds sournois de la réserve mentale, deux êtres finissent par n'en faire qu'un sans même s'en apercevoir.

Un engagement n'est efficace que s'il est éternel, comme une loi n'a de valeur que si elle est immuable. Les épreuves, les traverses, les chocs de caractères, les petites faiblesses, tout ce qui achève de dénouer les unions mal jointes, renforcent au contraire les autres ; il y a une sorte de néguentropie du mariage chrétien, qui le rebâtit sans cesse avec ce qui devrait le défaire. Et l'âge n'y fait rien, et chaque ride, qui fut un chagrin, souligne le contrat d'une ratification supplémentaire. Le bonheur est un don de la foi. C'est ainsi qu'à la fin de sa vie, avant de prendre poliment congé de ce monde, René de Castries a pu dire à celle qui restait : « Vous m'avez fait heureux. »

Et, à vrai dire, il n'était pas tellement doué pour l'être. Sans la vive énergie de Monté, sa lucidité pouvait très bien l'incliner aux méditations ou aux macérations improductives, tout comme son expérience pouvait, avec l'âge, se concentrer en amertume — car il était des plus doués pour la maxime, genre pessimiste, et ses héritiers n'auraient aucune peine à tirer de ses œuvres complètes un livre d'aphorismes sarcastiques ou modérément revigorants qui nous donneraient de lui une image plus ressemblante que les gravures officielles, l'image d'un esprit parfaitement libre de tous les préjugés de sa classe, d'un juge impartial de l'histoire, et finalement d'un moraliste comme il y en eut toujours, ici ou là, dans nos châteaux. Et il avait le sien, passé aux d'Harcourt dans une vaste corbeille de mariage, et dont Monté de Castries, à vingt-trois ans, fut chargée de négocier le retour. La famille d'Harcourt, qui avait proposé le rachat, discutait le prix des terres et abandonna le château sans combat, considérant, noblement, que Castries revenait aux Castries. Il suivit les tractations avec le sentiment désagréable d'assister aux préparatifs de ses propres funérailles. Il se voyait condamné à mener loin de Paris une existence factice de châtelain se déséchant dans une longue inertie et une lente évaporation de neurones, telle qu'il la décrira avec une sorte de causticité mélancolique dans son premier roman, *Mademoiselle de Méthamis*.

(Lire la suite page 10.)



LA RÉCEPTION DE M. ANDRÉ FROSSARD A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

Les jeunes mariés entrèrent sans joie dans leur maison, puis ils se mirent couragement à l'œuvre. Les terrasses retrouvent leur ligne idéale, les jardins de La Nôtre remontent de dessous terre pour refléter au soleil, les lianes lumineuses des lustres et les tourbillons d'argent des candélabres recommencent à briller dans les salons ; chose plus importante encore, toutes les archives éparpillées dans les demeures de la famille furent réunies. Le passé revint avec la vie dans l'imposante demeure longtemps inhabitée, et il n'était plus de justifier le cri de guerre : « *Castris quaesit nos* ».

Les événements allaient en fournir l'occasion.

Pour tromper l'ennui

RENVOYÉ dans ses foyers en juillet 1940, après un détour militaire par le Liban, il est nommé en 1941, à la demande des habitants de Castries, président de la « délégation spéciale » chargée d'administrer la commune. Ainsi appelait-on le maire et le conseil municipal depuis que la III^e République avait tout perdu, y compris son vocabulaire.

Notre duc n'aimait pas le gouvernement de Vichy, il le fait savoir en clair dans plusieurs de ses ouvrages. Il lui reprochait essentiellement de s'être attribué plus de pouvoirs que ne lui en avait accordé l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940. Le remplacement inopiné de la République par un État français qui n'était pas un État de grâce avait agacé ce monarchiste convaincu, attentif au principe de légitimité. Celle-ci vient du ciel, ou du peuple, ou des deux en même temps, cela s'est vu quelquefois. On ne saurait l'extraire d'une Assemblée démoralisée et qui peut déléguer tous ses pouvoirs, excepté celui qui lui permet de le faire, qu'elle tient du peuple, et qui tombe avec elle.

Le duc accepta la présidence de la délégation par devoir, et il l'exerça par fidélité au rôle qui avait été jadis celui de la noblesse des châteaux forts : protéger la population contre l'ennemi, défendre ses droits, accueillir les réfugiés ou les fugitifs, et n'être le premier qu'au-devant des coups. Mission remplie avec une telle exactitude qu'elle valut au duc une lettre menaçante du chef régional de la milice, l'avertissant qu'on le tiendrait pour responsable de tous les désordres qui pourraient survenir dans la commune, et qu'il devait à son nom, à ses ancêtres de montrer l'exemple de la soumission à l'ordre établi. Le duc avait l'impression que son nom et ses ancêtres lui demandaient tout juste le contraire, et il poursuivit ses coupables activités jusqu'à la fin de la guerre. Reconnaisance, la population, qui l'avait nommé président de son comité de libération, l'élu maire. A l'époque, la mutation d'un délégué de Vichy en magistrat républicain était rare. Mais le duc nous raconte dans son *Louis-Philippe* comment on peut être régent d'une monarchie de droit divin et être appelé à régner dans les plus du drapeau tricolore.

L'historien n'était pas encore né, mais le romancier avait déjà vu le jour, ou le demi-jour. René de Castries avait toujours eu le goût d'écrire, et sa vocation était si manifeste que l'Académie de Montpellier l'avait reçu par anticipation, alors qu'il n'avait pas trente ans. Des dix romans qu'il compose à l'entour de 1942 - pour tromper, dit-il, l'ennui de la vie immobile à laquelle nous contraindraient l'Occupation -, trois seulement seront publiés. Les sept autres lui vaudront, de la part des lecteurs parisiens, nombre de lettres du genre : « *Votre manuscrit est merveilleux. Malheureusement, le merveilleux n'entre pas dans le cadre de nos collections.* »

Il faut dire que notre débutant met beaucoup d'ironie dans ses romans, et que l'ironie ne favorise pas l'embranchement de l'imagination. Il y a bien d'autres romanciers ironistes dans notre littérature, mais leurs romans sont des essais déguisés, ou bien, comme Stendhal, ils n'hésitent pas à donner avec désinvolture dans l'inraisemblable, et notre auteur a trop de raison pour déraisonner avec le cœur humain. Sa voie, qui n'est pas le roman, il la trouvera dans les archives de sa famille, et ce conseil d'un éditeur, amical : « *Quand un duc écrit, il écrit l'histoire.* »

Et il est vrai que nos ducs sont volontiers historiens ou mémorialistes, pour la bonne raison que l'histoire passe souvent chez eux. Saint-Simon la recevait en robe de chambre et la faisait asséer au bas bout de la table, entre le précepteur et le chapelain. Prince du style négligé, il nous jette les mots comme on lance des piécettes aux mendiants, et il n'a pas son pareil pour faire voler un perruque ou découvrir un habit de cour d'un revers de lame. René de Castries aura moins d'agressivité, mais il est plus d'un passage de ses livres où il montre le tour de poignet de l'homme d'épée, tel ce coup de pointe à Saint-Simon lui-même : « *Dans ses Mémoires, dit-il, on trouve de nombreuses allusions aux Castries, avec lesquels il s'était lié de plus en plus, sans pour autant les ménager. Vaniteux de sa couronne ducal et oubliant la mineur de son extraction, Saint-Simon ne pouvait se défendre d'accès de snobisme, même à l'égard de ses meilleurs amis.* »

Notre duc, de meilleure extraction et par conséquent moins aigri, prenait la peine de s'habiller pour accueillir l'histoire, qui était entrée fort souvent dans la grande salle des Etats généraux du Languedoc, et avec laquelle il avait de longues conversations dans l'intimité de son cabinet de travail, dont le meuble principal était une énorme machine à écrire posée sur un petit bureau poussé contre un mur, afin, j'imagine, d'éviter la tentation contemplative proposée par les deux grandes fenêtres ouvertes sur un paysage immense, où les saisons multipliaient les fugurations lentes ou la suggestion colorée.

La rigueur d'une méthode

Il y a lieu ici de dire un mot de sa méthode, probablement unique en son genre. Pendant six mois, il accumule les lectures : sa mémoire retient tout et ne laisse filer ni une date, ni un personnage, ni une anecdote. Durant les deux mois suivants, il dresse mentalement l'architecture de son livre. Il fixe la longueur des chapitres au paragraphe près, et détermine très précisément leur contenu. Puis la machine entre en action, et les rouleaux forment définitivement le texte à la vitesse d'une rotative. En un

der toutefois, juste le temps d'échanger quelques considérations sur le nez de Cléopâtre, dont on sait qu'il pouvait changer la face du monde s'il eût été plus court, et quelques aperçus révélateurs sur ce que le destin des peuples eût pu être si tels ou tels personnages s'étaient rencontrés ailleurs ou mariés autrement. Que serait-il arrivé si Aliénor d'Aquitaine avait eu un fils en France, plutôt qu'en Angleterre, si Bonaparte avait écouté le commandant de Brienne, qui lui voyait plus d'avenir dans la marine que dans l'armée de terre, si... A côté de l'histoire « événementielle » et de l'histoire « non-événementielle », c'est l'histoire hypothétique, dont les virtualités infinies charment le duc dans la mesure où elles lui permettent d'échapper au déterminisme, de montrer que le hasard est aussi puissant que la nécessité dans les affaires du monde, et, surtout, de se conforter dans cette idée que l'histoire est l'œuvre des grands hommes, de ceux qui chevauchent la crête de l'événement, le doigt ou l'épée pointés vers une Jérusalem imaginaire avant que la vague qui les a soulevés un moment au-dessus des autres hommes ne les culbute pour les noyer, les rejeter sur le sable, ou les déposer sur le rocher de Sainte-Hélène.

D'où ce goût de la biographie, qui nous a valu d'excellents portraits de Louis XVIII, qui ne fut nullement le roi-souffleur que suggère sa momification partielle par la

toires politiques fumants et régulièrement secoués d'explosions l'expérience de tous les régimes possibles, la république à l'antique, la tyrannie vertueuse, le despotisme éclairé, puis avec abat-jour, l'empire, trois types de monarchies, une république romantique - la Terre, qui tournait autour du Soleil depuis Galilée, tournera autour de la Lune, - un régime de force, un régime d'assemblée, que sais-je ?

La planche à bascule de la guillotine a violemment symbolisé le passage des hiérarchies verticales de l'Ancien régime aux relations horizontales de la démocratie future, car c'est le futur, désormais, qui domine le présent, et non le passé comme autrefois. L'imagination n'est pas au pouvoir, elle cherche, le plus souvent dans la rue, à le définir pour le rendre inoffensif, et à le prendre pour l'annihiler, idéal inaccessible, inspirant dix tentatives dont le peuple fera les frais, scrupuleusement versés à la classe privilégiée des nouveaux Grands, devenus les Gros. Le théâtre constitutionnel interrompu au milieu d'une réplique, arrivés en carrosse, réexpédiés en calèche. Quelle histoire pour un romancier, quel roman pour un historien par ailleurs ample pourvu d'archives et de documents en grande partie inédits, comme les *Journaux* du maréchal de Castries, de l'abbé de Véri, du cardinal Loménie de Brienne ou du contrôleur général d'Ormesson. « *Avant pris goût aux écrits de ce temps, dit-il dans l'Agonie de la royauté, j'en ai lu un grand nombre, sans oublier le dépeuplement des archives parlementaires.* »

« *... Quand on se replonge ainsi dans les sources et que l'on étudie au jour le jour, poursuit-il, le passage de la monarchie absolue à la République, on se rend compte à quel point est simpliste la doctrine officielle d'un brusque sursaut d'indignation du peuple français contre une monarchie qui l'opprime. Cette année 1789, que beaucoup se plaisent à considérer comme la naissance de la vraie France, ne fut que l'aboutissement d'une modification de l'architecture gouvernementale depuis longtemps en gestation.* »

« La Révolution vint d'en haut »

CETTE Révolution qui voit tout finir et tout recommencer, le duc en cherche les causes, et l'une des plus claires à ses yeux est l'abaissement des grandeurs sous Louis XIV, durant ce long règne où le soleil se lève et se couche à Versailles, au milieu des trophées, et de ces nobles asservis qui meurent d'une éclipse d'un quart d'heure. Dès lors, ces défenseurs attirés de la monarchie se retourneront contre elle, et ils s'emploieront à l'affaiblir à son tour jusqu'à la rendre incapable de résister à l'épreuve qui l'attend. Donnage, dira notre historien, on pouvait très bien changer avantagèrement de régime et aller vers une monarchie constitutionnelle - sans détruire l'armature qui avait assuré la naissance et la grandeur de la France -, il eût suffi pour cela, selon lui, de posséder un souverain énergique, capable de poursuivre ses bonnes intentions sans crainte de contrarier les plus favorisés de ses sujets. Car - je cite toujours - ceux-ci furent les plus coupables et la Révolution vint d'en haut et non d'en bas.

Probablement aussi de plus loin. Laissant l'histoire hypothétique pour la parabole, on peut soutenir, par exemple, que la Révolution française a commencé le jour indéterminé du Moyen Age où le boulangier de la rue Mouffetard a cessé d'être un contemplatif. Ce jour-là - je parle naturellement en figures - on est passé du roman au gothique, de la contemplation à la métaphysique. Ce ne sera plus Dieu qui descendra dans la douce concavité romane pour baigner le fidèle de sa lumière invisible, c'est le fidèle qui escaladera le ciel sur l'échelle vertigineuse des cathédrales, mais à la cime de la flèche ce n'est pas Dieu que l'on trouve, c'est Copernic, inspecteur des étoiles, et, plus haut encore, Armstrong sur la Lune. L'apparition du style flamboyant marque avec toute la précision désirable la fin de ce sublime accès d'épilepsie architecturale, le moment où l'appareil prend feu en retombant dans l'atmosphère terrestre. Depuis, le personnage principal de l'histoire n'est plus Dieu, comme au Moyen Age, mais l'homme, qui redécouvre la perspective, occupe le centre de l'image et non plus l'un des coins, comme le docteur des anciens triptiques, et qui dira un beau matin - je pense, donc je suis -, avec le sentiment grisant de s'être inventé lui-même. Et il cheminera, non pas tout droit, avec des détours, certes, des hésitations et des reculs, mais irrésistiblement vers l'affirmation de son autonomie, si l'on veut de son autogestion, vers la liberté, l'égalité, la déclaration de ses droits et ce jour où Mirabeau, comme mû par une inspiration subite, s'écriera : « *Aujourd'hui, nous commençons à écrire l'histoire des hommes.* » La Révolution légifère sur l'émancipation intégrale de l'être humain, et s'efforcera prudemment de fermer cette brèche en nous depuis toujours ouverte sur l'infini, en l'obstruant avec la statue de la déesse Raison, la seule déesse connue qui se soit jamais interdite les miracles.

L'auteur, j'allais dire le notaire du *Testament de la monarchie*, plaint ce roi né pour la paix, qui s'est senti soudain étranger au milieu des siens, et ne s'est plus défendu contre la logique de sa propre abolition. Mais il enregistre assez froidement la fin de la monarchie absolue, et le démantèlement du principe de souveraineté, qui va quitter

ce que Chateaubriand appelait - les tabernacles du ciel - pour résider dans le peuple. Le principe de légitimité lui paraît plus important, et il ne voit rien qui le rende incompatible avec une certaine forme de monarchie parlementaire.

Les trois échecs

DANS la *Fin des rois*, il note que trois systèmes de gouvernement royaliste auront été essayés après Napoléon : le compromis entre le droit divin et le consentement populaire avec Louis XVIII, la résurrection éphémère du droit divin avec Charles X, qui en guise de paroles sacramentelles prononça trois ordonnances qui mirent fin à son règne, enfin la république du droit divin au bénéfice du seul consentement populaire avec Louis-Philippe. Il constate que ces trois systèmes ont échoué tous les trois en opposant si bien les royalistes entre eux que tout rétablissement de la monarchie devenait impossible, et que, en fin de compte - la République a été le régime qui divisa le moins les Français -. En 1873, le « grand refus du comte de Chambord », qui donne son titre au dernier volume du *Testament de la monarchie*, n'aura été qu'une manière distinguée de prendre acte de l'évolution des esprits. Le drapeau blanc ne fut qu'un prétexte, un signal de reddition à l'évidence, car si le comte de Chambord manquait de génie, il ne manquait pas de sagesse : il est clair qu'en France la monarchie a toujours reposé sur la foi, et que l'agnosticisme généralisé ne lui offre aucun point d'appui.

René de Castries raconte ce laborieux accouchement de la démocratie française, entrecoupé de césariennes, avec une parfaite probité intellectuelle. Il a l'œil clair, ses armes n'émoussent pas sa liberté de jugement, et il rend à chacun selon ses œuvres. Il ne craint pas de qualifier Catherine II de « *sexagénéral symphonique* », ou le comte d'Artois de « *voluptueux poltron* ». Bien que ses hommages aillent de préférence à la famille opiniâtre qui nous a conduits vers nos frontières naturelles, excepté du côté où elles étaient trop loins, il n'hésite pas à saluer en Robespierre l'homme pur, et il reconnaît à la Convention, après avoir déploré ses excès, le mérite d'avoir « *sauvé la France* ».

Il ira jusqu'à affirmer, et ce n'était pas une banalité dans son milieu, que la grande assemblée révolutionnaire ne s'est pas montrée indigne de succéder aux Capétiens. Ainsi peut-il arriver que vos quartiers vous donnent quartier libre. Dans les *Emigrés*, livre-document de grande valeur, sa pensée ne quitte pas le territoire national, bien qu'il y ait un respectable Castries de l'autre côté de la frontière, et je rangerais parmi ses rares fautes d'inattention le parallèle qu'il nous propose un instant d'établir entre l'émigration de Coblenz et celle de Londres en 1940, comme si c'était une même chose de fuir ses compatriotes et d'échapper à l'ennemi, et de revenir combattre avec ou contre Brunswick. Le reste de l'ouvrage laisse peu de doute sur ses sentiments : en ce temps-là le drapeau capétien, c'était le drapeau de la République.

C'est qu'il est avant tout français, par la souche et par la branche, les réflexes et la réflexion, par le style aussi, simple, aisé, classique, protégé contre la digression par un remarquable esprit de synthèse, ennemi de tout ce qui prétend se soustraire au contrôle de la raison, expert à tirer de l'histoire la morale réaliste qui poivre les *Fables* de La Fontaine, l'auteur, finalement, auquel il ressemble le plus. En tout cas, il y a beaucoup de corbeaux et de renards, de loupes de rats, d'agneaux et de pigeons dans son *Histoire de France*, qui s'achève peu après l'affrontement dramatique et traditionnel des deux nationalismes français, d'origine et de signe contraires, celui de la terre et celui du ciel, ou de la pensée, celui de Danton (« *On n'emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers* ») et celui de Robespierre s'écriant à la Convention : « *Il est du devoir des peuples d'aider la France, car c'est de la France que doit sortir le bonheur et la liberté du monde* », celui qui préférait la lampe, et celui qui savait la lumière.

Notre duc, on le sait, gardait ses distances à l'égard de Vichy. S'il n'est pas gaulliste, c'est que de Gaulle pose au légitimiste un problème de légitimité apparemment insoluble. D'où venait-elle donc, cette légitimité qui ne procédait ni de la succession monarchique, ni des assemblées élues, ni du peuple hors d'état d'exprimer sa volonté ?

Ah ! monsieur le duc, dirai-je s'il était permis d'interpeller une ombre, et une ombre respectée, quand le territoire est démembré, les institutions détruites, la souveraineté illusoire, quand il y a si grande pitié au royaume de France qu'il n'y a plus de France que dans les cours, quand la grande nation humiliée n'a plus rien à perdre que l'honneur, eh bien, est capitien qui veut ! Je vous dire que, tel de Gaulle, surgit à point nommé de notre histoire, pour nous la rappeler.

Le mystère français

N'EST-CE pas la leçon de tant de rois et de républiques, que la légitimité est liée à l'identité nationale, et que de fait son dépositaire provisoire est celui qui en relève le symbole, que des lys, des abeilles ou le faisceau du licteur soient ou non brodés dessus ?

(Lire la suite page 12.)



mariek RUDNICKI

mois l'ouvrage est achevé, corrigé, relu et dédié, généralement à Monique de Castries, dont il n'oublie pas qu'elle a été sa première lectrice, la première aussi à croire qu'il avait quelque chose à dire qui valait d'être écrit.

Pourtant, « de tous les genres littéraires, nous dit-il dans son *Maurice de Saxe*, l'histoire semble être celui où un auteur peut le moins s'exprimer : les réalités apportées par les archives font de lui le prisonnier des faits.

« *S'il interprète ceux-ci d'une manière trop personnelle, il est taxé de partialité ; s'il les élague ou les simplifie, on le suspecte d'ignorance ; enfin s'il donne à son récit un tour trop plaisant, il est accusé d'ordinaire de romancer la vérité.* »

« *A moins évidemment, ajoute-t-il, qu'une trame véridique ne renferme à la fois tout ce qui peut séduire un écrivain : il arrive que la vie d'un personnage célèbre, tout en évoquant une période capitale, soit aussi un incroyable roman d'aventures, où le mystère et l'amour se mêlent sans arrêt aux considérations politiques.* »

Dix-huit biographies

CES divers ingrédients sont adroitement combinés dans les dix-huit biographies qu'il publie à partir de 1956.

A vrai dire, la première, le *Maréchal de Castries*, illustration de la lignée, émigré par fidélité à la famille royale, qui lui accorda, royalement, le privilège de se ruiner pour elle avant de le faire ministre de la Restauration, fournit peu d'éléments romanesques au biographe. Il se rattrapa avec *Mirabeau*, qui ne déployait pas son éloquence à la tribune seulement, mais au boulevard aussi, déstabilisé foudroyé à l'entrée du port ; avec *Madame Récamier*, beauté sinuose et évasive, qui a donné son nom au siège le plus malcommode de l'histoire de l'ameublement ; avec *Julie de Lespinasse*, fine mouche, qui savait bien que les hommes ne veulent pas qu'on les aime mais qu'on les préfère, observation d'une profondeur littéraire mystique ; avec *La Scandaleuse Madame de Tencin*, qui ferait moins scandale aujourd'hui ; avec *Henri IV, roi de cœur*, qui délaça la France, coisée trop étroit, et qui respirait mal. L'histoire, chez René de Castries, passe volontiers par l'historiette. Tacite soupe chez Tallémand des Réaux, sans s'y attar-

gante ; de Chateaubriand, dont le *Génie du christianisme* nous aide encore à supporter le christianisme sans génie de certains réformateurs d'aujourd'hui ; de Beaumarchais, homme d'esprit et d'action, de théâtre et de coulisses ; de Louis-Philippe, beaucoup moins poire que sa configuration ne le donnait à penser aux caricaturistes ; de La Fayette, beau marquis tricolore, souvent repêché ; de Monsieur Thiers, talentueux petit homme de la variété grimpante, toujours juché sur les épaules de quelqu'un, d'un roi, d'une République ou de Bismarck, finalement - libérateur du territoire -, en tout cas du Territoire de Belfort, et dont la figure discutée permet à l'auteur de nous donner l'un de ses meilleurs livres. Il attribue aux femmes, je ne dirai pas beaucoup de poids, le mot les effraieraient, mais beaucoup d'empire, y compris sur les empereurs, et il nous offre de jolis médaillons de la Pompadour, de la pauvre du Barry, de la reine Hortense, sans parler des nombreuses figures féminines qui ornent ses récits, et ce n'est pas sa faute si son amour de la vérité l'oblige de temps en temps à retirer ses pinces de l'huile douce pour les tremper dans la vinaigrette.

« Mon seul snobisme »

CAR il aime la vérité, et plus encore l'intelligence : « *C'est mon seul snobisme* », dira-t-il un jour en pensant peut-être à Saint-Simon. Mais qu'est-ce que l'intelligence ? On se la représente parfois chez nous comme une fille de Dieu née en Grèce, baptisée à Jérusalem, élevée à Rome et mariée en France, où elle a eu beaucoup d'enfants, qui l'ont souvent confiée dans les tâches ménagères et rendue, pour l'heure, quelque peu poissée. Pour René de Castries, elle est essentiellement l'art de tirer parti des circonstances au bénéfice d'un grand dessin, et dans son *Histoire de France* il pardonne aisément leurs péchés aux hommes d'Etat capables de cette intelligence-là.

Cependant, son grand travail d'historien, la poutre maîtresse de son œuvre, ce sont les dix volumes du *Testament de la monarchie* et de la *Fin des rois*, auxquels il convient d'ajouter la belle pièce de charpente de la *Monarchie interrompue*. De l'indépendance américaine au Grand Refus du comte de Chambord en 1873, c'est exactement un siècle d'histoire où la France, après avoir guillotiné Louis XVI et un peu perdu la tête avec lui, a fait dans ses labora-

مقتاد من الامير

LA RÉCEPTION
réponses

HAMBURG

LA RÉCEPTION DE M. ANDRÉ FROSSARD A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse du R.P. Carré

MONSIEUR,

LORS d'une séance solennelle de l'Académie, celui qui vous reçoit aujourd'hui occupait cette même place. Le lendemain, un journaliste factieux prétendit que la présence d'une robe blanche donnait à la Compe un petit air de tribunal de l'Inquisition. Vous n'êtes pas dupe, monsieur, d'autant que, cette robe, un des prêtres que vous vénériez entre tous la portait lui aussi. J'étais son ami.

Une personne, désireuse sans doute de votre bien, vous déclara que vous n'aviez pas été accueilli dans notre compagnie sans quelque difficulté. « Madame, lui répondîtes-vous, comment voulez-vous qu'un gaillarde ait, le 18 juin, une élection de maréchal ? Réplique digne d'un certain et célèbre « cavalier seul ». Reconnaissions-le ! Les articles qui parurent après le 18 juin mirent surtout en valeur vos dons de polémiste.

Il saluait ainsi une part étincelante de votre œuvre, mais on aurait tort de s'y limiter. Il suffit de soutenir votre regard pour comprendre que la matière à laquelle volontiers on accole votre nom masque votre vraie personnalité. L'auteur des billets que tant de lecteurs abordent dans un journal du matin, après avoir regardé la caricature qu'ils attendaient avec la même gourmandise, cet auteur-là est l'un de nos écrivains les plus soucieux du respect que mérite tout homme en son mystère. Il met au plus haut rang le sentiment pudique et chaleureux qui se nomme la compassion.

Le public qui entendit votre témoignage pendant le procès Barbie fut bouleversé par vos paroles. Elles étaient celles d'un homme libre qui, sans haine, oubliant même sa propre expérience de la prison dans la joie de retrouver des camarades survivants, n'avait sous les yeux que « cet enfant de Varsovie aux bras levés devant les soldats, seul dans un espace vide avec ses mains orientées déjà crucifiées ».

A la prison de Montluc, en 1944, dans cette sinistre « maison des otages », certains détenus vous enviaient : « Et encore ! Toi, tu as de la chance ! Tu es croyant ! » Vous tentiez de leur expliquer qu'être croyant n'empêche ni le mal de mer ni la peur, car « je vous cite » le croyant n'est pas « un être surnaturellement blindé ».

Je vous suis gré, monsieur, de vous être refusé à une apologétique de bon ton. Vous étiez, comme les autres, usé par les abominables conditions de détention, par l'angoisse, par l'horreur de voir mourir ses voisins. « La torture physique, écrivez-vous, a des limites. Quand le corps en a assez, il sombre dans l'inconscience ou dans la mort. Mais l'âme peut souffrir sans fin, sans trêve, de plus en plus fort [...]. On dirait que chaque souffrance nouvelle apporte avec elle un supplément de capacité de souffrir. »

Vous ne possédez qu'un seul privilège : celui de la prière. « Certains moments, j'avais l'impression que toute la baraque pesait sur mes épaules, que nous reposions tous sur un seul d'entre nous, à tour de rôle... J'étais chargé comme une pile, comme un transformateur... Je recevais du chagrin, de la peur, de la mort... Je rendais du sacrifice, de l'encens, de la folie... »

De telles heures marquent un homme à jamais. Pendant dix ans, vous les avez revécues chaque nuit en rêve. Oui, en rêve, puisque se désignent ainsi les désirs de grande joie comme les réminiscences de l'horreur. J'ai dit que vous aviez parlé sans haine lors du procès où, pour la première fois dans l'histoire — parce qu'il était lui-même d'une nouveauté absolue — était jugé le crime contre l'humanité. Dans un livre saisissant, publié il y a quelques semaines, vous avez largement développé votre intervention. Avec une rigueur passionnée — car la rigueur appelle la passion pour accomplir toute sa tâche, — vous définissez le crime contre l'humanité, crime commis lorsque, par système, par doctrine d'Etat, « l'on tue quelqu'un sous le seul prétexte qu'il est né ». Le nazi retire au juif et au tzigane la possibilité même d'échapper à la mort.

Pas question d'apostasier sa religion, ni de trahir ses idées et son pays. Nulla éshappatoira. La seule pièce du dossier

est l'acte de naissance. Aussi vous a-t-on fait remarquer l'ambiguïté du titre. Un système fondé sur la négation de l'humanité peut-il commettre un « crime contre l'humanité » ? Mais c'est que vous voyez là plus que la décision de biffer une race de la carte du monde, vous dénoncez un sacrilège, une tentative de déicide.

Aux jeunes qui demandent : « Comment devient-on Barbie ? », vous répondez par une analyse implacable du totalitarisme. Si l'on s'étonne que l'évocation des enfants juifs d'Izieu n'ait pas fait brocher le bourreau, vous expliquez l'attitude de ce dernier : « Le système s'était emparé de sa conscience, et ne la lui avait jamais rendue. Elle était ensevelie avec Hitler, dans les décombres du bunker de Berlin. » Aussi, aux jeunes qui ajoutaient : « Cela peut-il recommencer ? », vous répondez oui, car tous les crimes de la frénésie raciste ont une seule et même origine : le mépris de l'homme. Parce que, sous une forme ou sous une autre, ce mépris de l'homme s'efforcera toujours d'exercer ses ravages, ne laissons jamais personne — sur quelque terrain que ce soit, psychologique, politique, biologique, — ne laissons jamais personne voler notre conscience.

De la colère à l'émotion

AVANT de m'attacher à un autre aspect, capital, de votre vie, je ne résiste pas, monsieur, au désir de louer votre style. Avec le même bonheur d'expression, vous passez de la colère à l'émotion, de l'ironie à la sérénité. Vous êtes précis et limpide. Je me risquerais même à parler de raffinement, à condition de ne point entendre par là une excessive recherche, mais cette subtilité sans quoi nous échapperions nombre d'éléments du réel.

Les titres de vos ouvrages profitent de ce don. La meilleure preuve en est fournie par la France en général. En quatre mots, vous faites tenir tout un monde : les Français, dont vous vous faites une certaine idée ; la France, qui est plus que les Français, et l'homme qui assume cette France pendant un temps de l'histoire. Livre grave, qui commence par l'évocation musquée de la Belle Epoque avant de tenter le bilan de 1945 en des termes qui prennent à la gorge. De temps à autre — comment y résisteriez-vous ? — un trait d'esprit éclaire ces pages. Par exemple, si l'on compare le général de Gaulle à Napoléon, vous vous dépêchez d'ajouter : « Mais la famille, plus l'orthographe. »

Au siècle dernier, dans son discours de réception, Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, déclarait : « On dit quelquefois : ce sont des querelles de mots, et on dédaigne. On a tort... Comme s'il pouvait y avoir entre les hommes des querelles où les mots fussent peu de chose ! Comme si toutes les plus grandes révolutions humaines, bonnes ou mauvaises, ne s'étaient pas accomplies par la puissance des mots, c'est-à-dire par la puissance des idées et des choses que les mots expriment ! »

Je regrette que Mgr Dupanloup ne figure pas sur la liste de vos prédécesseurs. Car vous manifestez le même amour des mots, comme le manifesta aussi le pape Jean-Paul II. Dans la *Baleine* et le *Ricin* vous vous plaignez, à juste titre, que les mots se soient vidés petit à petit de leur sens, qu'ils soient en train de mourir, les images venant aujourd'hui les remplacer. A quel beau combat vous voici donc appelé parmi nous !

La vérité est une Personne

Un jour, vers la fin de décembre 1934, notre confrère, M. Jean Guittou rendit visite à Henri Bergson. Parmi les propos qu'il recueillit avec soin, je retiens celui-ci : « J'ai exprimé quelque part, dit Bergson, une pensée qui est bien simple, quoique souvent oubliée : on n'est jamais obligé d'écrire un livre. On est obligé à ne jamais écrire, quand on écrit, contre sa pensée. Et il arrive parfois que le devoir vous oblige d'écrire, par exemple quand c'est le seul moyen de sauver des âmes. »

En publiant *Dieu existe, je l'ai rencontré*, vous ne nourrissez pas, mon-

sieur, une telle ambition. Converti depuis trente-quatre ans, vous n'avez pas caché jusqu'à votre appartenance au catholicisme. Mais sur la façon que Dieu avait choisie pour révéler son existence et son amour à un jeune homme athée, familier de Voltaire et de Rousseau, qui promenait — je vous cite — « un scepticisme désabusé sur une sorte d'île intérieure envahie de brouillards », vous avez gardé le silence. Alors, ce silence devant une réalité proclamant ineffable, pourquoi le rompre ? Plus qu'un louange rendue à Dieu, n'allez-vous pas simplement susciter de l'étonnement, ou bien un sourire protecteur, voire provoquer un refus scandaleux ? La réponse est claire : à une certaine date de l'existence sonne, impérieuse, l'heure du témoignage. Elle sonne pour vous. Si beaucoup d'hommes, venus de tous les horizons, éprouvent le besoin de livrer le fruit de leurs travaux ou de leurs recherches, aucune pudeur, aucune crainte ne doit vent retarder celui qui fit l'expérience que vous nous contez.

Expérience rare. Saint Thomas d'Aquin admet le miracle en deux circonstances : rien ne laissait prévoir une telle irruption de la Grâce ; ou bien sur la foi de l'homme devenu autre au terme d'un long cheminement, rien ne

catholique à la sortie de cette chapelle, que je l'eusse été à me voir girafe à la sortie d'un zoo. »

J'extrait ces lignes de l'ouvrage intitulé : *Il y a un autre monde*, où vous faites état des réactions qui suivirent votre confession. Les risques entrevus n'étaient pas illusoire. On pasticha très vite l'affirmation volontairement provocante de votre titre. On haussa les épaules, comme l'avaient fait bien des années plus tôt, en apprenant que vous aviez changé de bord, des amis de votre père, onze fois ministre de Troisième République et, pour un moment, premier secrétaire général dans l'histoire du Parti communiste français. Vous vous attendiez à des rebuffades, comme à ces plaisanteries. Les réticences manifestées par des catholiques, même par des théologiens, visant d'ailleurs le titre du récit plus que son contenu, vous atteignirent au cœur. Dans ce nouveau livre, vous revenez donc sur plusieurs points importants de votre récit. En particulier, vous soulignez avec force la réalité de l'événement.

Des croyants attédis, et même (je vous cite) « des faiseurs d'homélies » remplaçant le mot miracle par le mot merveille, vous avez besoin de quelqu'un pour contrôler vos dires et pour tirer au jour ce qui est encore



marck Rudnicki

jettera par la suite l'ombre la plus petite. Vous appartenez à la première famille : celle de Paul de Tarse et de ce Père Ratisbonne dont vous découvrez, longtemps après votre baptême, qu'il connaît au siècle dernier, et dans les mêmes conditions, le même émerveillement. Parlant de vous, c'est aussi lui que vous mettez en cause quand vous interrogez : « Comment a-t-il pu se faire que, entré avec indifférence dans une église, athée placide et exempt de tourments, il en soit ressorti après quelques minutes hurlant — tout intérieurement — de joie, que la vérité fut si belle... ? » Car la vérité se dévoile de façon stupéfiante : elle est une Personne. Dans cette lumière vous en apprenez sur la religion chrétienne plus que le contenu de dix ouvrages de doctrine. A côté de tous les êtres qui cherchent, parfois désespérément, vous qui ne cherchez pas, vous trouvez.

Je regrette que Mgr Dupanloup ne figure pas sur la liste de vos prédécesseurs. Car vous manifestez le même amour des mots, comme le manifesta aussi le pape Jean-Paul II. Dans la *Baleine* et le *Ricin* vous vous plaignez, à juste titre, que les mots se soient vidés petit à petit de leur sens, qu'ils soient en train de mourir, les images venant aujourd'hui les remplacer. A quel beau combat vous voici donc appelé parmi nous !

De ces gens encombrants...

Le portail de l'église était là, rue d'Ulm, très exactement en face de cette Ecole des arts décoratifs où vous vous étiez inscrit après vos études au lycée Buffon. Mais vous n'aviez jamais traversé la chaussée. Vous voilà brûlant d'avertir les passants qu'ils marchent au bord de l'infini, et en même temps l'événement vous cloue au sol : « J'ai été aussi surpris de me voir

enfoui dans votre conscience. Vous le trouvez sans peine. Il s'agit de ce religieux auquel j'ai fait allusion en commençant. Il s'agit de ce prince de l'esprit, dont notre regretté Georges Dumézil me vantait l'exceptionnel savoir : le Père Jean de Menascé. Il vous avait poussé à écrire : *Dieu existe...* Quelle chance ! — quelle grâce ! — de recevoir sur votre conversion les lumières d'un saint.

Monsieur, vous n'avez rapporté un mot de Bernanos affirmant que les gens de votre espèce étaient encombrants. Il visait principalement les écrivains, les orateurs qui, dans l'Eglise et dans la société, font état de leur retour à Dieu. Nous n'oublions pas pour autant les humbles, je veux dire les pauvres de culture qui manquent de vocabulaire pour s'exprimer. Les uns et les autres agissent ; ou tout est là. Vous ouvrez donc un débat dont ni vous ni moi ne verrons la fin. Si, dans la Maison du Père, beaucoup peuvent trouver leur demeure, les chrétiens n'offrent pas toujours aux convertis le même accueil. Permettez-moi de ne pas m'appesantir sur le cas de ceux qui jaloussent assez honteusement certains ouvriers de la onzième heure. Ils apprécient modérément cette ultime volte-face, cette adhésion, après une vie de plaisir, à des vertus qu'ils pratiquent, eux, depuis longtemps et sans joie. Plus nombreux sont ceux qui regardent avec admiration

et envie les hommes et les femmes qui, comme Henri Lacordaire, ont entendu un jour une voix qui leur disait : « Voilà Jésus-Christ... [Lui] seul a la mesure de notre être. » Ils déclarent au prêtre : « Nous sommes fidèles, mais des fidèles habitués. Il nous manque le souvenir éblouissant d'une rencontre personnelle. Nos vies n'ont pas été retournées comme on retourne un gant. » Le prêtre peut leur opposer les regrets de convertis dont il a été aussi le confident : « Nous avons ce souvenir, et il est inoubliable. Cependant nous manquons de racines. Comme un enfant qui ne sait pas encore de quelle manière se tenir à table, nous regardons les autres afin de les imiter. »

Une dilatation de l'âme

Et tout cela je ne vois pas comment justifier le qualificatif « encombrants » rapporté plus haut. Il nous faut donc compléter l'analyse. Dans un roman dont il tire le surnom de « chronique de la chronique du séminaire d'une grande cité de province, notre confrère M. Jean Dutourd introduit avec perspicacité la conversion d'une jeune femme. Depuis sa saisie par Dieu dans la cathédrale de Chartres, une chaleur diffuse, « à moins que ce ne fut une lumière (oui, plutôt une lumière) », va émaner d'elle, lumière toute nouvelle qui semblait avoir « sa source dans les profondeurs de l'être ». Cependant son caractère ne variera pas. Or les convertis célèbres dont les noms se sont inscrits dans nos mémoires ne font guère penser davantage aux doux et aux humbles dont le Seigneur déclare qu'ils posséderont la terre.

Leur tempérament joue son rôle. Ne nous étonnons donc pas s'ils ont la volonté opiniâtre de changer le plus de choses possible là où ils arrivent. Admettons même l'incompréhension dont quelques-uns témoignent devant d'autres itinéraires que celui dont ils ont bénéficié. Ils ne cherchent pas tous comment l'on se tient à table. Certains l'ont appris de Dieu lui-même.

Une question se pose pourtant, et je formule dans un sentiment de reconnaissance : encombrants, ne le seraient-ils pas aussi à notre profit ? Nous avons tous croisé des automobilistes partant en vacances dont le comportement nous laissait ahuris. Au lieu de prendre leur repas dans une clairière, ils s'installent au bord de la route. Combien de croyants leur ressemblent ! Les convertis les emploient alors pour leur rappeler que l'air des cimes ne se respire pas au bord d'une route. Du jour où Maurice Clavel décida de rompre avec les dépressifs qui, disait-il, soignaient Dieu en eux « avec des tranquillisants », il apporta à nombre de chrétiens ce que le Supérieur de mon collège appelait avec joie « une dilatation de l'âme ».

Mai 68 : un phénomène religieux

« DIEU existe, je l'ai rencontré » date de 1969. A ce jour seize traductions en ont été faites, dont trois dans les pays de l'Est ; deux clandestines, et une écrite à la main en Russie soviétique. Un an plus tôt, en mai 68, le pays connut les secousses que nous savons ou plutôt dont les adultes et les anciens se souviennent. Car les jeunes gens et les jeunes filles d'aujourd'hui n'en ont souvent qu'une idée fort vague. Vous attendez 1982, monsieur, pour publier la *Baleine* et le *Ricin*, au titre insolite pour ceux qui n'ont pas lu, dans l'Ancien Testament, les relations que Dieu établit entre le prophète Jonas et la grande ville de Ninive.

Dès le seuil de l'ouvrage vous dévoilez votre thèse : mai 68, « ce ne fut pas une révolution, mais quelque chose de beaucoup plus rare : un tremblement d'histoire accompagné d'un vaste remous de barricades. » La violence, la fête, le libéré, ont joué dans le tumulte un scénario indéchiffrable. Au long d'une sorte de dialogue avec vous-même, vous tentez de déchiffrer le scénario. Tremblement d'histoire ?

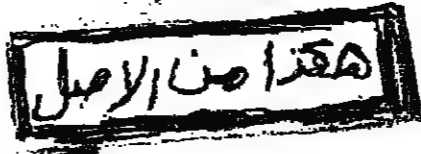
(Lire la suite page 12.)

WILLIAM SHAKESPEARE
Hamlet
traduit et présenté par André Lefranc
Collection Bilingue Aubier

Le Monde sur minitel
ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS
au Monde et à ses publications
36.15 TAPEZ LEMONDE puis AB0

REVUE EUROPÉENNE
DES MIGRATIONS INTERNATIONALES
L'IMMIGRATION en France et en Europe, l'un des enjeux essentiels du débat public. La REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES est la seule revue scientifique spécialisée dans ce domaine.
Dans son dernier numéro paru en janvier 1988 :
- LE CODE DE LA NATIONALITÉ. Combien de personnes deviennent-elles françaises chaque année ? Comment ?
- LES RÉFUGIÉS ET LES DEMANDEURS D'ASILE. Combien sont-ils ? Quelles politiques en France et en Europe ?
Et des articles de spécialistes français et étrangers sur d'autres questions d'actualité.
En vente à Paris dans les librairies PUF, FNAC.
Renseignements, vente, abonnements : tél. (01) 49-45-12-66
Revue Européenne des Migrations Internationales, UA CNRS 1345
Boulevard de la Sorbonne, 25, 75005 Paris, France. 93022 PONTENOS Cedex





LA RÉCEPTION DE M. ANDRÉ FROSSARD A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse du R.P. Carré

(Suite de la page 11.)

Oui, car dans l'esprit de mai, vous voyez « la revendication essentielle de la personne en état de réclamation contre Babel ». Le diagnostic, dira-t-on, n'est pas nouveau. Ce qui me paraît l'être vient de la rencontre en vous du souvenir que vous avez des luttes ouvrières auxquelles fut mêlé votre père et de la certitude que le meilleur moyen de sauver le monde est de se changer soi-même. Aussi pouvez-vous déclarer : « Mai, pour moi, a été un phénomène religieux ». L'essence même de la religion, ajoutez-vous, est liberté : elle empêche l'homme de se refermer, de « s'incarner en lui-même ». L'explosion de mai, sous des formes authentiques ou aberrantes, vient de là. « L'âme avec sa transcendence, dites-vous encore, est un élément perturbateur pour toute organisation politique. Dieu lui-même étant, si j'ose dire, un perturbateur né, ne suppose pas les sociétés fermées ».

On cherche souvent dans l'œuvre d'un écrivain l'ouvrage où — sans toujours en avoir conscience — il se livre le plus profondément. La *Balade et le Rictus* aborde tant de sujets que j'aurais tendance à désigner ce livre-là au chercheur en question. En face de tout ce qui meurt aujourd'hui, et à l'approche des catastrophes que vous pressentez, vous condamnez durement notre monde absurde et glacé, vous souhaitez pour la fin de ce siècle « grande peur d'il y a mille ans, car l'angoisse d'alors fut féconde. Sans elle il n'aurait eu le douzième siècle n'eussent point connu leur essor spirituel. Et en même temps, passant de l'anathème à l'espérance, vous trouvez des accents superbes parce que l'homme étant à l'image de Dieu, « cette parcelle en lui de lumière, de divinité, ne peut pas périr ». A peine a-t-on décelé chez vous les traces du scepticisme de vos dix-huit ans, que l'on est tiré de ces zones sombres de l'être et de la vie par un élan de joie. « C'est encore une bizarrerie de mon cas, constatez-vous, cette espèce d'enthousiasme saugrenu qui m'a valu d'aillieurs pas mal de conflits dans mon propre journal avec mes lecteurs et avec mes chers confrères. Raymond Aron (que j'admire) et d'autres (que j'admire moins) m'ont traité de dingos, et de dingos folkloriques ».

Douceur et cruauté

NE seriez-vous pas énigmatique, monsieur ? Vous prétendez n'avoir jamais, dans toute votre existence, fait un choix, sauf, heureusement pour vous et pour M^{me} André Frossard, celui de votre mariage. La bizarrerie apparaît également quand, mobilisé à Toulon, et apprenant l'existence d'une chartreuse dans la région, vos liens s'établissent non avec un prieur « paisible et souriant » mais avec le frère portier, « ancien anarchiste assez connu à Paris, et qui, selon vous, confabulait ses prières comme des bombes, en tassant bien la poudre ».

Cette étrangeté ne se lit-elle pas aussi dans la précieuse indépendance dont vous faites preuve à l'égard de tous les coteries, de tous les partis et, d'une manière générale, à l'égard de toutes les idées des autres ? Celui qui vous situe

sur une case quelconque de l'échiquier social ou politique a toutes chances de se tromper. Ce que les plus avisés écrivent sur vous ne rejoint que de loin votre vérité. Et ce que moi-même je dis en ce moment peut être sujet à caution. Enigmatique ? Oui, pour ceux à qui échappe cette réalité : depuis votre rencontre avec Dieu, peu de choses, finalement, vous apparaissent dignes d'intérêt hormis la peinture et les chefs-d'œuvre de l'art, telles les mosaïques de Ravenna qui vous inspirent un somptueux commentaire.

Dans un de ses essais critiques intitulé *L'Art romantique*, Baudelaire que commente Jacques Maritain, estime que l'immortel instinct du beau « nous fait considérer la terre et ses spectacles comme un aperçu, comme une correspondance du ciel ». Pour lui, « il y a un poème amène — les larmes au bord des yeux », « ces larmes ne sont pas la preuve d'un excès de jouissance, elles sont bien plutôt le témoignage d'une mélancolie brève, d'une postulation des nerfs, d'une nature exilée dans l'imparfait et qui voudrait s'emparer immédiatement, sur cette terre même, d'un paradis perdu ». Vous avez eu la révélation de ce paradis, et par une foi vive, vous y demeurez et y entraînez vos amis. Avec votre intelligence et votre cœur, vous tenez seulement à quelques abajus. Les restes vous fait sourire. « Il y a un autre monde » : l'affirmation relativise pour toujours ce qui, sur la terre, n'a pas de rapport avec ce monde-là.

La différence qui existe entre vos billets quotidiens — dont saint François de Sales, d'après vous, fut le « pionnier » — et votre œuvre s'explique peut-être ainsi. Je n'envisage pas seulement le ton, bien sûr, mais pour une part le contenu. Journaliste, auteur de milliers de petits articles, vous puisez souvent dans le vif, riche et nourrissant, de vos idées. Le décalage alors ne se fait pas sentir. Vos livres vous ramènent, m'avez-vous dit, à votre fond intérieur qui est de douleur. Et nous en possédons la preuve. Mais lorsque vous vient la tentation de « planter vos crocs dans les mollets de vos contemporains » — comme l'écrivit un de nos amis, — vous y cédez, vous changez de genre, et vous êtes trop doué pour que cela vous coûte. Toutefois l'on se demande alors si vous ne pèchez pas hardiment contre cette charité que vous exaltez ailleurs. Si quelqu'un ose vous le reprocher, vous ne faites pas de scène, vous ne lui objectez pas que la critique, même féroce, a ses droits, vous ne l'accablez pas sous les noms des pamphlétaires qui ont honoré notre littérature. Sans en avoir l'air, vous l'invoquez même, cet homme, à présenter ces justifications-là, car il n'est pas borné et connaît ses auteurs. Que faites-vous donc ? Vous objectez d'abord que votre manière de pratiquer le charité est de lancer seulement une flèche de votre quolibet : neuf autres auraient pu suivre. Vous ajoutez, avec délectation, que démolir les positions du prochain s'impose en quelque sorte, car tout raisonnablement tombe dans l'absurde, si l'on pousse à fond. En fait, vous plaidez votre cause avec le seul argument qui puisse désarmer un censeur : à écrire ces billets, vous vous amusez tellement !

Vous désarmez votre censeur. Mais pour un temps seulement, car il constate que les mots d'espriit sont souvent cruels. S'ils désobligeaient simplement ceux qui ne sont pas capables d'en faire, le sourire s'imposerait. Mais comment ne seraient-ils pas blessés, ceux dont on se moque ? Vous avez, monsieur, le don de dire avec autant d'aisance et de bon sens que d'humour des choses profondes. Sauvegardez, cultivez ce don merveilleux. Et lorsque s'agit de vos démons familiers, permettez que l'on vous fasse une suggestion : au nom de saint François de Sales, amusez-vous, mais juste ce qu'il faut...

Jean-Paul II

VOTRE rencontre avec Jean-Paul II représente-t-elle un tournant dans votre itinéraire ? Non, vous poursuivez le même chemin, mais les connaissances que vous avez de lui vont s'approfondir et vos horizons s'élargir. Quand vous aurez signé votre dernier livre, un jeune universitaire en quête d'un beau sujet de thèse pourra tenter de discerner ce qu'il advient des gens encombrants, quand ils ont le privilège de l'amitié d'un pape.

Cette amitié, vous ne l'avez pas prévue, monsieur. Si, à dix-huit ans, surmontant votre nonchalance, vous aviez consulté une de ces femmes versées dans les secrets de l'avenir, vous auriez regardé avec commisération au cas où sa clairvoyance eût été sans défaut. Les choses, pourtant, se sont déroulées avec aisance. Sans bien savoir pourquoi, vous figurez dans la délégation que le gouvernement envoie au Vatican pour assister à l'intronisation solennelle de l'ancien archevêque de Cracovie. Le nouvel élu n'ignore pas votre nom, car il a lu « Dieu existe... dans la traduction polonaise. L'envie vous prend de le revoir ; au cours de cette audience se tissent des liens inattendus. Dès le lendemain matin, vous prenez le petit déjeuner avec votre bête. Peu de temps après, un dialogue vous est proposé par lui en vue d'une publication. Jean-Paul II veut répondre à tant d'interrogations, souvent pathétiques, posées par les hommes d'aujourd'hui. Soit à Rome soit à Castel Gandolfo, le livre progresse au rythme des possibilités du pape. Il s'intitulera : *N'avez pas peur !* C'est le cri lancé du balcon de Saint-Pierre avec une telle puissance de joyeuse conviction que des multitudes furent prises d'une immense curiosité.

Avec loyauté, en sachant vous effacer tout en poussant votre interlocuteur jusqu'au bout de sa pensée, vous posez au pape environ soixante-dix questions, dont celles qu'un jeune homme athée avait présentées au cours de la mémorable soirée du Parc des Princes. Sur la foi, sur les moeurs, sur l'Eglise, sur le monde actuel, sur le deuxième concile du Vatican cité constamment, les réponses sont d'une telle richesse que je ne puis que renvoyer au livre. Mais définir dans quel esprit le face-à-face se déroula n'est peut-être pas impossible. Cet esprit me semble suggéré quand, après avoir développé le sens chrétien de l'histoire à l'aide d'une précise et séduisante catéchèse de la foi, Jean-Paul II parle de liberté religieuse et du comportement de son pays en ce domaine. Quand vous lui dites que, en Europe occidentale, la liberté, au quinzième et au seizième siècle, n'existait même pas encore à l'état de projet, le pape vous répond : « L'attitude remarquable de la Pologne à l'égard de la liberté de conscience s'est manifestée dès le concile de Constance en 1414, où le recteur de l'université de Cracovie s'est opposé catégoriquement à toute conversion au christianisme par la

force [...]. L'époque de la Réforme qui a trouvé des adeptes jusqu'en Pologne, au seizième siècle, le roi Sigismond Auguste déclarait : « Je ne suis pas roi de vos consciences. » Il agit un consensus, si bien qu'à la différence des pays d'Occident il n'y eut jamais de bûchers en Pologne. L'affirmation de la liberté intérieure de l'être humain fait donc partie de l'héritage spirituel du pape venu de Pologne ».

On ne fume pas

VOUS avez, monsieur, rendu un grand service à beaucoup en leur permettant de saisir sur le vif ce pape qui surgit au milieu de nous en des jours de tempête et qui, partout où il passe, réclame un « supplément de conscience », et fait lever de l'espérance. Il fallait bien nous quitter, victime sur la place Saint-Pierre d'un attentat qui émut le monde entier. Vous avez eu l'autorisation d'enquêter auprès des médecins qui intervinrent immédiatement, ou par la suite. Et ce chapitre-là est d'une poignante humanité. Celui qui vous avouait que, adolescent, il était intimidé par la souffrance, celui-là plongera son regard avec plus de courage que jamais dans le mal, dans tout mal qui étreint l'homme. Avec une sorte de connivence il abordera les foudres de pauvres et d'humiliés, qu'il — comme je l'ai vu à Lourdes visitant des enfants malades — à mettre sa main sur ses yeux pour qu'on ne le voie pas pleurer.

Sur votre propre conversion, Jean-Paul II s'exprime avec une lucidité qui ne peut laisser personne indifférent... Il comprend que, sous l'effet intérieur de la lumière et de la puissance de Dieu, vous avez perçu de façon immédiate votre identité. « Qui plus est, précisez-le — et le diagnostic va loin — qui plus est, vous sentez en même temps que vous êtes vous-même et peut-être plus vous-même qu'avant. Votre conversion ne vous a pas dépossédé, privé de votre personne, bien au contraire. C'est un argument de poids, expérimental, contre la thèse de la prétendue « atténuation de l'homme par la religion ». Vous avez mis au monde votre vrai moi ».

Il y a une ombre au tableau, monsieur, vous avez l'humilité de le reconnaître : on ne fume pas devant le pape. Vous n'avez pas encore osé solliciter que soit mis fin à votre rude pénitence. Au cours des séances de l'Académie la même pénitence vous sera imposée. Cependant, vous la supporterez ici sans trop de mal : quand on n'est pas le seul à mener un combat, on a plus de courage.

Le Père Kolbe, martyr

PUSIEURS biographies nous ont été données du Père Maximilien-Marie Kolbe. Déjà il est sainteté vécue par des hommes au départ semblables à nous vous attirait. Vincent de Paul touche en nous des cordes sensibles. Nul ne prononce le nom de Monsieur Vincent sans que paraisse sous ses yeux un prêtre bouleversé par le misère, courageux devant les grands dont il exige du secours, plein d'audace dans sa manière de fonder une congrégation nouvelle. Un mot de lui traduit bien ces qualités. A propos d'une sœur qui hésite à abandonner sa prière pour se rendre auprès d'un malade qui la réclame, il riposte : « Elle fera bien de quitter son oratoire ou plutôt son lit continuant... Cela s'appelle quitter Dieu pour Dieu ».

Cependant, vous voilà invinciblement attiré par un héros de ce temps. Il vous séduit par l'action invraisemblable que, par dévotion à l'égard de la Vierge Marie Immaculée, il mène, lui qui n'a qu'un poumon et souffre de fièvres et de migraines. Il dirige en Pologne le plus grand couvent du monde (sept cents franciscains), fait sortir des presses onze publications, avant de tenter la même œuvre au Japon, dans un pays dont il ne connaît pas la langue, et où il lance, au bout d'un mois, le plus grand journal catholique.

Mais les événements se précipitent. En septembre 1939, après l'invasion de la Pologne, presque tous les franciscains du grand couvent sont emmenés vers une destination inconnue : le Père Kolbe leur dit simplement : « N'oubliez pas l'amour ».

De l'amour fraternel, il sera bientôt le témoin publiquement, en face de ses bourreaux. Parlant d'Auschwitz, vous écrivez : « J'en viens à l'impossible et à l'ineffable ». Nous connaissons la scène qui laissa les SS stupéfaits : Maximilien Kolbe s'offre pour remplacer dans le bunker des condamnés à mort un de ses camarades, père de famille, qui sanglote et supplie. L'attente de la mort par la faim et par la soif sera adoucie pour le petit groupe qui s'entasse dans une cave du bloc n° 11. En effet, ceux qui parviennent à s'approcher du bunker entendent avec stupéfaction des cantiques entonnés par le Père Kolbe et, les heures passant, repris en chœur de plus en plus faiblement autour de lui.

Au Vatican, monsieur, vous avez pu consulter plusieurs documents inédits, principalement les pièces qui constituent l'ensemble d'un procès de canonisation. Nous voilà ainsi au courant des recher-

ches, des hésitations qu'entraîne tout procès. Jean-Paul II y mit fin en revêtant non pas les ornements blancs prévus pour l'inscription d'un nouveau saint au calendrier de l'Eglise, mais les ornements rouges réservés aux martyrs. Sur la place Saint-Pierre il y eut, dites-vous, « après un instant de silence, la rumeur immense des ratifications populaires ». La foule saluait celui dont le nom flamboyait en cet instant, mais le Père Kolbe symbolisait aussi à ses yeux le don de soi, le don du sang que, croyant au ciel ou n'y croyant pas, tant d'hommes et de femmes offrirent dans l'anonymat pour le salut de leur pays et pour la liberté.

Durant ces derniers temps le pape a élevé sur les autels des laïcs, dont un Français, Marcel Callo, ouvrier. « Enfin des laïcs, s'écria-t-on, après tant de prêtres et de religieux ». A juste titre vous partagez ce point de vue, mais dans une interview accordée à un mensuel, vous établissez entre les prêtres et les laïcs une distinction dont je vous laisse la responsabilité théologique. A vos yeux « on devient prêtre pour ne pas exister », pour être pure transparence de Dieu, alors que le laïc, lui, « a droit à une existence personnelle, contrairement au prêtre. Du coup le laïc n'est plus qu'un « apôtre à mi-temps ». Vous ajoutez : la croix fait partie de l'existence du prêtre ; chez le laïc, « elle est, disons, accidentelle ». Voulez-vous, ne le disons pas. Prêtres et laïcs sont tous des baptisés, appelés à la même sainteté. Mais je n'insiste pas : vous avez, et de diverses manières, beaucoup souffert durant votre existence. Peut-être le souvenir de ces épreuves vous poussait-il à tenter d'alléger pour le laïc le fardeau du monde. Il y a autant de tristesse que d'innocence dans votre affirmation : « En réalité, j'aurais aimé être un ange ».

Un cloître idyllique ?

LE duc de Castries était fort différent de vous, monsieur ; vous venez de tracer son portrait avec finesse et pertinence. Cependant, vous vous rencontrez dans le même goût pour la culture, lui menant sans répit son grand œuvre d'historien, vous travaillant patiemment sous les dehors d'une nonchalance d'abord naturelle, ensuite étudiée. Parmi nous la bonté le caractérisait, une bonté à la fois attentive aux peines d'autrui et pudique dans ses manifestations. Sa courtoisie vous mettait de plain-pied avec lui, il manifestait du goût pour la discussion ; considéré comme un sage, son grand savoir ne le plaçait jamais en posture d'oracle. Il cite lui-même, en épigraphe de la *Monarchie interrompue*, ce vers de Bossuet : « Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire que les choses sont parce qu'on veut qu'elles soient. Il est quelquefois feignant d'être contradictoire, mais il est dangereux de ne l'être pas ».

Jusqu'au privilège de le rencontrer régulièrement dans son cher foyer. Il était d'une gaieté contagieuse. Il racontait les anecdotes parisiennes avec autant d'exactitude et de drôlerie que s'il s'agissait d'une page de la grande histoire. Il aimait notre compagnie, et le prouva jusqu'au bout. Je regrette de n'avoir connu qu'après sa mort une réflexion qui l'eût suéchanté. Cette réflexion, je l'extrait de la lettre d'un prieur de Chartreuse : « Nos cloîtres sont des académies de charité, de silence et de liberté ». Au duc de Castries j'aurais posé la question : « Dans quelle mesure l'Académie française ressemble-t-elle à ces cloîtres idylliques ? » Je le vois hésiter — oh ! très légèrement — devant les mots silence et charité. Mais avec quelle fierté il eût rapproché de la liberté de la Chartreuse celle qui régnait loi !

Un jour, monsieur, un jour où l'un des nôtres nous quittera, vous comprendrez à quel point sont forts les liens qui nous unissent. Des groupements, des sociétés, des organismes de toutes sortes parlent de famille qu'ils composent. Je propose est de rigueur au cours d'un échange de vœux ou lors d'une remise de décoration. Trop souvent sa crédibilité est nulle. Vous n'entendez guère employer ici le terme d'amour. Vous reconnaîtrez pourtant sa justesse, non seulement lors de ce départ auquel je viens de faire allusion, mais par la suite, quand vous regarderez la place où vous aviez l'habitude de stationner quelques instants avant ou après nos séances. Certes, nous ne sommes jamais que de passage dans une institution, fût-elle prestigieuse. Mais il est beau que ce passage soit accompagné, comme aujourd'hui, d'allégresse, et, un jour, de vrai chagrin.

Monsieur, le 21 juin dernier, nous sortions de l'église de Castries après la messe dominicale que je célébrais pour votre prédication. Vous avez eu la gentillesse de me confier : « Comme j'aimerais vous entendre prêcher plus souvent ! » Pendant ce discours, je n'ai pas oublié que je vous reçois sous cette Coupole au nom de l'Académie tout entière. S'il m'est arrivé, à un moment ou à un autre, de verser dans l'homélie, voire dans le sermon, les membres de notre Compagnie ne m'en tiendront pas rigueur. C'était, monsieur, pour vous faire plaisir.

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 10.)

Pour ma part, tel est l'enseignement que je tire des livres de René de Castries. Qu'ils prennent la forme de la biographie ou de l'essai, tous ont pour sujet la France, et leur auteur est de ceux qui croient que ce beau pré carré qui est le nôtre ne nous a pas été donné seulement pour y brouter. Je comprends qu'il n'eût jamais rien tant désiré que d'appartenir à votre compagnie, qui fut de tous temps comme le résumé culturel de notre pays. Il parle de la France sans nulle exaltation, il la regarde d'un œil rincé de toute illusion. Mais comment ne s'étonnerait-il pas de la singulière persévérance dans l'être de cette patrie du désaccord, qui est allée à l'unité par la désunion, dont les habitants ne semblent avoir appris le même idiome que pour pouvoir se contredire et qui, après avoir perdu le rayonnement universel de sa langue, a conservé celui de sa personne, aimée de peuples pauvres ? Quel est donc ce principe de cohésion qui aura surmonté jusqu'ici déchirements, guerres civiles, révolutions et déroutes militaires, pour faire la France avec ce qui défait couramment les autres nations ? La réponse appartient aux historiens, et nul n'ignore que les membres de votre compagnie ont toujours maîtrisé toutes les manières d'écrire l'histoire, quand ils ne les ont pas découvertes eux-mêmes.

Cependant, le rêveur professionnel ne peut que rêver, lorsqu'il s'aperçoit que le nom de son pays est devenu un prénom, et pour chercher une réponse à tant de questions l'on pardonnera au chrétien de se fier au génie clairvoyant de Jean-Paul II, ce grand ami de la France, qui nous demandait un jour ce que nous avions fait des promesses de notre baptême.

Eh bien, nous ne les avons pas tenus, je crois que nous ne les avons jamais oubliés tout à fait.

Il me semble — j'avance avec circonspection, crainte de heurter involontairement quelque conviction différente de la mienne — que les Français ont été chrétiens bien avant d'être français, que l'eau lustrale a irrigué d'un bout à l'autre le pays qui serait leur, baptisant même au passage quelques vieilles divinités gauloises, canonisées à titre surnuméraire, et qui ont parfois donné leur nom à nos villages. Je crois qu'il nous est toujours resté quelque chose de cette conversion, et qu'un rien toujours vivant de la grâce du baptême n'a cessé de briller, fût-ce faiblement, dans notre histoire ; que nous lui devons de n'avoir jamais enfanté de monstres idéologiques, si nous avons eu assez de moralistes pour en pourvoir l'univers entier, plutôt nécessaire dans ce domaine depuis quelque temps ; j'imagine que c'est par un effet persistant de ces antiques promesses que nous avons tous, et cette fois croyants et incroyants, chrétiens et humanistes, une notion objective, infiniment précieuse, du bien et du mal, qui nous empêchera éternellement de dire avec Goethe : « Plutôt une injustice qu'un désordre ». Nous avons succombé une fois à cette tentation en condamnant Dreyfus, et l'injustice a engendré un tel désordre qu'il nous a bien fallu revenir au bon ordre de la justice. Heidegger prétendait que, « lorsque les Français pensent, ils parlent allemand », lourde raillerie à l'adresse des intelligences françaises, qui ne parviennent pas à se détacher du usage de pensée collante rabattu sur elles par le vent d'Est, et qui les enveloppe depuis plus d'un siècle. Mais Heidegger se trompe. Lorsque les Français

pensent, ils parlent justice, liberté, morale. Ils savent leurs faiblesses et leurs défauts, qu'ils n'ont jamais cachés personne ; la France se lit à livre ouvert et, elle se plait à feuilleter ses pages agréables, elle n'a jamais tenté d'arracher les autres. Exprimant tout ce qui est exprimable et se méfiant du reste, elle témoigne depuis de longs siècles des grandeurs et des limites de notre condition et, quand elle s'égare, elle sait le reconnaître assez tôt pour que ses erreurs elles-mêmes rendent service à l'humanité. Avec son cortège de couronnes, de casques, de trompettes et de lampions, l'histoire empanachée de gloire et de chimères avance ensanglantée, depuis le commencement des temps, sous une interminable voûte de cris, de rires et de sanglots, où sempiternelle récurrence de l'absurde finit par donner une impression trompeuse de logique. Nous avions autrefois l'oreille assez fine pour distinguer sous ce vacarme le murmure de la divine charité, qui chemine dans le silence et le mystère des cours. Nous savions que les pensées de Dieu sont des fêtes, et que les pensées des hommes endeuillent la terre. Peut-être est-ce la mémoire qui nous en reste qui nous garde encore aujourd'hui des tentations de la démesure, avec l'obligent concours d'une vieille sagesse, un peu étiériorée, mais efficace. N'y a pas d'orgueil à être français, disait Bernanos. En effet, ce n'est pas un orgueil, c'est une responsabilité, et je suis persuadé, messieurs, que le duc ne me désavouerait pas si j'ajoutais ici, pour tout dire en un mot de ce pays qu'il aimait tant, que, dans ce monde qui approche des étoiles et qui perd l'homme de vue, la France dont vous représentez toutes les formes de savoir a été, est encore et doit rester la conscience des nations.

CINÉMA

«September», de Woody Allen
Sonate d'automne

Accompagné par le pianiste Art Tatum, un huis clos sentimental dans une maison qui va être vendue... La charme intense de la mélancolie.

Intérieurs était déjà très bergmanien, et Guerre et Amour dostoïevskien, et Zelig plus ou moins kafkaien, et Stardust Memories un peu...



Mia Farrow et Diane West

biographie de Lana Turner, une de ses amies, Stéphanie, et son locataire, écrivain vieillissant, Peter...

Howard, qui aime Lane sans espoir, tandis que Lane aime Peter sans espoir, qui lui-même aime Stéphanie sans espoir...

On parle beaucoup, on se fait beaucoup de mal, on pleure, l'orage gronde, Art Tatum persiste. Tout ça, n'est-ce pas, est un peu désolant.

Mais l'art de Woody Allen est là. Unique. Une fois encore, même lorsqu'il s'exprime, comme ici, sur le mode mineur, irremplaçable de justesse, de lucidité plaintive, d'ironie tendresse.

Si l'on ouvrait les portes de cette maison sur le monde, alors les tragédies extérieures entreraient, et ce serait pire. On saurait pourquoi on a envie de mourir. Mais pour l'instant, rien n'est plus grave, plus important, plus désespérant que les battements contrariés de ces cœurs qui s'affolent...

La « famille » Allen joue ces variations sur un thème éternel avec son talent habituel. Mia Farrow est le charme même dans le rôle de Lane, malgré ses lunettes, et bien qu'elle soit « habillée comme une réfugiée polonaise »...

Personnages en quête d'acteurs

Mia Farrow possède dans le Connecticut une maison en pleine campagne qui, pense-t-elle, ferait un joli cadre pour une pièce russe entre Tourgueniev et Tchekhov...

le voisin et Christopher Walken l'écrivain vieillissant. Depuis Annie Hall, Woody Allen et lui souhaitent retrouver ensemble...

« Dix semaines plus tard, fin de tournage. Woody Allen se fait projeter le bout à bout et décide de « réécrire » le tout. Seulement, quand il s'agit de reprendre le tournage, Maureen O'Sullivan est cloûde ou fit avec une pneumonie, Sam Shepard et Charles Durning sont sur d'autres films...

En attendant la sortie de September, Woody Allen profite de la grossesse de Mia Farrow (elle a eu un fil), à écrit un film et en a tourné un autre sur le maternité.

HENRI BEHAR.

THÉÂTRE

Trois spectacles à Lyon
Des jeux et des songes

Shakespeare et Comme il vous plaira par Ariel Garcia-Valdés au TNP; Calderon et La vie est un songe par Gilles Chavassieux aux Ateliers; Heiner Müller et Quartett par Jean-Louis Martignoli au Théâtre de Lyon...

« Le monde entier est un théâtre », dit Jacques, seigneur de la Médanville, au deuxième acte de Comme il vous plaira...

d'Ardenne se perdent et se retrouvent des Petits Poncets joliment dessinés, avec des grâces féodales de miniatures d'Hilliard recopiées par Beardsley...

Par posséder ou humour pervers, le metteur en scène n'a pas voulu trahir au premier degré l'histoire d'amour de Rosalinde et Orlando...

Lein de ces enchaînements, une troisième création lyonnaise, la plus importante certainement, parle d'illusion théâtrale et de chair, de sang, de sexe, dans une langue qui ne se soucie pas de rhétorique...

« Couple des décombres » Lein de ces enchaînements, une troisième création lyonnaise, la plus importante certainement, parle d'illusion théâtrale et de chair...

Il y avait deux rois très amis, celui de Sicile, Leones (Michel Piccoli) et celui de Bohème, Polixènes (Bernard Bilet)...

« Le Conte d'hiver » de Shakespeare à Nanterre La tentation de la folie Une affaire de jalousie, une fée désespérée, l'avant-dernière pièce du grand Will avec Michel Piccoli.

manière de La Flûte enchantée, — ce que suggère le décor de Richard Peduzzi, plancher sur lequel les brusques changements de lumière de Daniel Delannoy dessinent des signes menaçants, panneaux de bois coulissants qui se referment, forment une boîte close, se creusent de trappes, ou bien s'ouvrent sur des paysages de peinture...

Grandiose et dérisoire roi de cartes, Michel Piccoli domine la scène, hurle l'inexprimable, l'ineffable souffrance qui le dévore et ne s'apaise qu'au moment où arrive l'âge de l'abandon...

« Le Réveil », de Pascal Rambert Le gel du désir A l'aube des années 90 et d'un dimanche citadin, le réveil de deux jeunes couples. Pascal Rambert, vingt-quatre ans, assène des électrochocs à l'utopie individualiste de sa génération.

Il a l'air d'un grand chat un peu sauvage, efflanqué. Il est le chef d'une bande — dont Nilou et Narme Kaveh, Fabrice Davi et Jean-Louis Loca, ses comédiens — toujours la même depuis ses débuts en 1980...

ARTS

Bernard Frize et «Construction-Image» à l'ARC
Les petits-fils de Marcel D.

Un académisme est né, celui des néo-conceptuels, nihilistes par esprit d'imitation ou de système.

Il fut un temps, qui a duré jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, où un artiste n'avait pas honte de se réclamer de son maître...

L'on observe avec d'autant plus d'intérêt l'actuelle floraison des néo-dadaïstes et néo-conceptuels. Dans leurs manifestations — puisqu'il ne saurait être question d'œuvre dans leur logique de l'anti-art...

berg, l'élaboration picturale en moins, faux motifs déformés à la façon d'Arachwager, la nouveauté en moins, monochromes bleus à la Klein, inscriptions aux murs et néons...

Cela s'appelle un académisme, et qu'il se prétende destructeur ou irrévencieux n'y change rien. Voici venu le temps des doutures, celui des petits-fils sans imagination...

Philippe Dagen. ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 10 avril.

Journal d'un vieux fou de Lili Rademakers

Triviale poursuite

Un vieillard distingué paie des sommes folles le droit de sucer furtivement le gros oriel de sa jeune belle-fille, qui moanoye — au mieux de ses intérêts et en tenant compte de la déflation saisonnière et irrévocable du monsieur — chaque centimètre carré de sa précieuse personne...

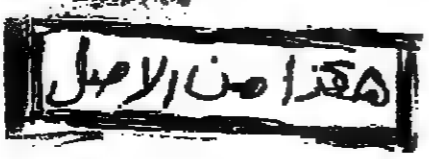
Michel Braudeau.

« Le Discours aux animaux » à la Bastille Marcon, Novarina : variations

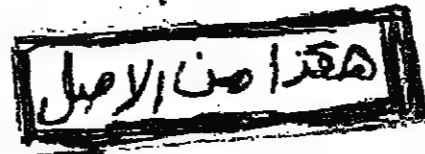
« Le Discours aux animaux » à la Bastille

Il est le bouffon, le prédicateur, le tragédien, l'animal qui s'étonne du bonheur et de la malédiction d'être doué de parole. Danseur au-dessus de la terre, où il retournera si elle veut bien de lui, il dit la litanie des épithètes, balade son « je » entre géographique, histoire et météorologie...

« Le Réveil », de Pascal Rambert Le gel du désir A l'aube des années 90 et d'un dimanche citadin, le réveil de deux jeunes couples. Pascal Rambert, vingt-quatre ans, assène des électrochocs à l'utopie individualiste de sa génération.



Spectacles



Météorol

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX
PIERE PECHIN. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-09). 21 h : dimanche 11 h.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Petit Dictateur. 20 h 30.
ANTOINE. SIMONE-BERNAU (43-28-77-11). Les Cabiers tango : 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h 30.

d'été : 14 h. dim. (représentation ouverte) 14 h. lun. 20 h 30. La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h. dim. 11 h 30.

Samedi 12 - Dimanche 13 mars

THÉÂTRE DE LA VILLA-D'ALESSIA (46-64-98-09). Le Crocodile : 21 h. dim. 15 h 30.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Il faut passer par les magots : 20 h 45, dim. 14 h 30.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOTT (47-94-24-24)
Samedi
Sombre Crépuscule (1954, v.o.a.l.).

Dimanche
Le Tunnel (1933), de Kurt Bernhardt, 15 h ; La Rivière aux lucioles (1987), v.o.a.l., de Jean-Louis Bally, 17 h 15 ;

Centre Georges-Pompidou (42-78-25-79)
Samedi
Rencontres d'Épines-sur-Seine, 15 h ;

Dimanche
Rencontres d'Épines-sur-Seine, 15 h ;

Salle Garance
Centre Georges-Pompidou (42-78-25-79)
Samedi
Cinéma du Réel : Hommage à Henri Stora, 14 h 30 ;

Mardi
Vidéothèque de Paris (46-26-34-30)
Samedi
Actualités anciennes : Actualités (1985) de Ann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessia, Bande annonce : Le Couple témoin (1975) de William Klein, 15 h ;

Dimanche
Cinéma du Réel : Films primés, 14 h 30 ;

Mardi
Vidéothèque de Paris (46-26-34-30)
Samedi
Actualités anciennes : Actualités (1985) de Ann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessia, Bande annonce : Le Couple témoin (1975) de William Klein, 15 h ;

Dimanche
Cinéma du Réel : Films primés, 14 h 30 ;

Mardi
Vidéothèque de Paris (46-26-34-30)
Samedi
Actualités anciennes : Actualités (1985) de Ann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessia, Bande annonce : Le Couple témoin (1975) de William Klein, 15 h ;

Dimanche
Cinéma du Réel : Films primés, 14 h 30 ;

Mardi
Vidéothèque de Paris (46-26-34-30)
Samedi
Actualités anciennes : Actualités (1985) de Ann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessia, Bande annonce : Le Couple témoin (1975) de William Klein, 15 h ;

Dimanche
Cinéma du Réel : Films primés, 14 h 30 ;

Mardi
Vidéothèque de Paris (46-26-34-30)
Samedi
Actualités anciennes : Actualités (1985) de Ann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessia, Bande annonce : Le Couple témoin (1975) de William Klein, 15 h ;

Dimanche
Cinéma du Réel : Films primés, 14 h 30 ;

Mardi
Vidéothèque de Paris (46-26-34-30)
Samedi
Actualités anciennes : Actualités (1985) de Ann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessia, Bande annonce : Le Couple témoin (1975) de William Klein, 15 h ;

Dimanche
Cinéma du Réel : Films primés, 14 h 30 ;

Mardi
Vidéothèque de Paris (46-26-34-30)
Samedi
Actualités anciennes : Actualités (1985) de Ann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessia, Bande annonce : Le Couple témoin (1975) de William Klein, 15 h ;

BARLY (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).
BENT LA MALICE (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 6 (42-63-16-16) ;

BERNADETTE (Fr.) : George V, 6 (43-62-41-46) ; Saint-Lazare-Paquier, 6 (43-87-35-43) ;

BRADDOCK (A. v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ;

CHAMBRE AVEC VUE (Bril. v.o.) : 14 Juillet Parisse, 6 (43-26-58-00) ;

CINÉMA GICCA (All. v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-00) ;

CINGLES (A. v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ;

LA COLONNE SAUVAGE (Bril. v.o.) : Le Triomphe, 6 (45-62-45-76) ;

CROCODILE DUNDEE (Aust. v.o.) : Elysées Lincoln, 6 (43-39-36-14) ;

LE DERNIER EMPEREUR (Bril.-It. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ;

ENGRENAGES (A. v.o.) : Cité Beaubourg, 3 (42-71-25-36) ;

FULL METAL JACKET (A. v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-00) ;

LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ;

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ;

HAMBURGER HILL (A. v.o.) : UGC Ermitage, 6 (42-36-83-93) ;

HOPE OF THE BEAUV (A. v.o.) : Max Linder Parisiana, 6 (46-14-88-88) ;

HOPE AND GLORY (Bril. v.o.) : 14 Juillet Parisse, 6 (43-26-58-00) ;

IN THIS OUR LIFE (A. v.o.) : Action Christie, 6 (43-26-58-00) ;

LES INCORRUPTIBLES (A. v.o.) : UGC Ermitage, 6 (42-36-83-93) ;

LES INNOCENTS (Fr.) : Laitina, 6 (42-78-47-86) ;

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTRE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-33-42-36) ;

LA MAISON FATALE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ;

MA VIE DE CHIEN (Su. v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

LA MAISON ASSASSINE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-33-42-36) ;

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Saint-Michel, 9 (43-26-58-00) ;

PARIS EN VISITES
LUNDI 14 MARS
« Une heure au Père-Lachaise, 11 heures et 15 heures, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade). »

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE à partir du 10 mars 20h30 Loc: 3 FNAC et AGENCES

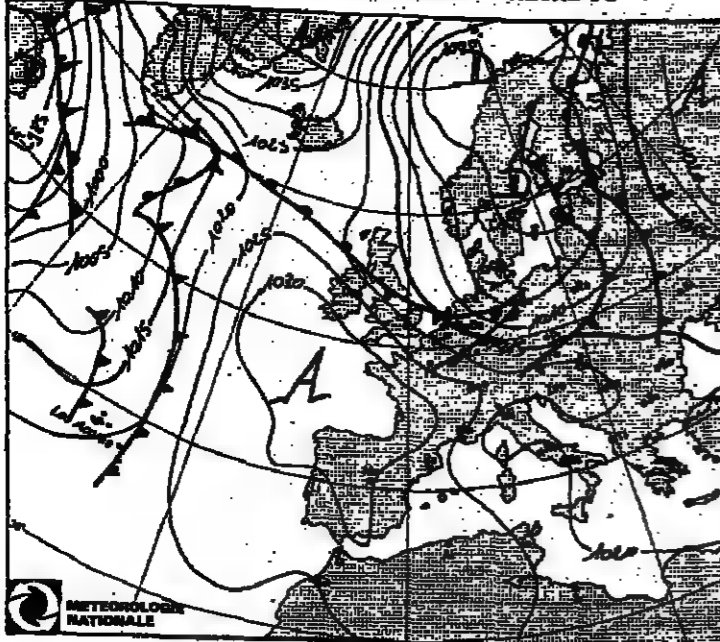
DERNIERE LE 20 MARS THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE ou l'enfance d'Hitler de Niklas RADSTRÖM Mise en scène Stéphanie LOIK

LES NOUVEAUX FILMS
LA BOHÈME. Film français de Luigi Comencini, v.o. : Forum Horizon, 1 (42-36-83-93) ;

CONFÉRENCES
Centre Chaillot-Guillevin, 28, avenue George-V, 14 h 45 - Churchill, une vie (diapositives), par Claude Soullard (Age d'or de France).

Météorologie

SITUATION LE 12 MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 MARS A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 mars à 0 h TU et le dimanche 13 mars à 24 h TU.

Les hautes pressions vont s'affaiblir progressivement sur notre pays. Mais, dimanche, le courant perturbé s'affaiblira encore que les régions du Nord et de l'Est.

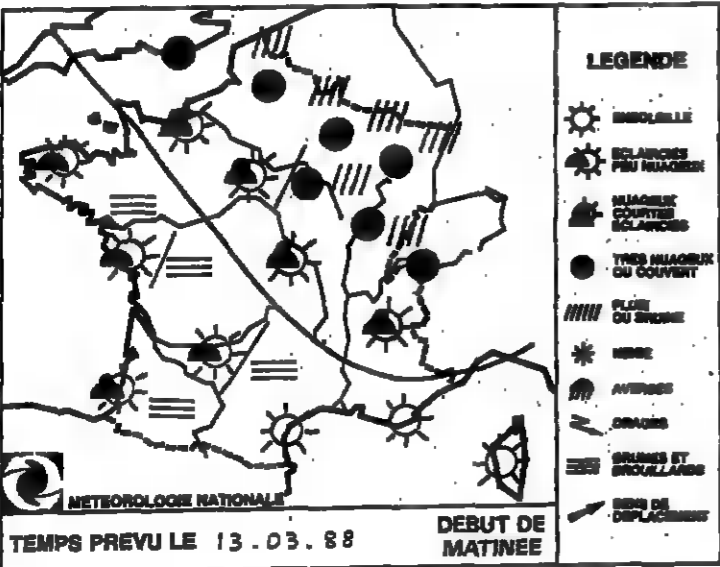
Dimanche : temps calme et doux. Sur le Nord, les Ardennes, la Champagne, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté, le ciel sera gris et il tombera quelques gouttes de pluie çà et là. Mais, à partir de 600 mètres environ, sur les Vosges et le Jura, se seront alors des flocons de neige.

Sur la Normandie, l'Île-de-France, le Centre, la Bourgogne, l'Alsace et la région Rhône-Alpes, les nuages seront abondants. Au vuex, on aura droit à un coin de ciel bleu de temps à autre.

Des régions s'étendant de la Bretagne au Sud-Ouest, les nuages bas ou les brouillards matinaux laisseront place, peut-être, au soleil. Il faudra donc être patient.

Sur le plateau méditerranéen et la Corse, le soleil brillera dès son lever. Côté thermomètre : au cours de la nuit, les températures descendront légèrement en dessous de 0 degré sur le Massif Central et les Alpes. Sur les autres régions de l'intérieur, il fera entre 1 et 5 degrés, et, sur le littoral, on sera entre 5 et 7 degrés.

Dans l'après-midi, les températures varieront entre 6 et 16 degrés du nord au sud du pays. Les vents d'ouest seront modérés sur les régions septentrionales, faibles ailleurs.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé. Valeurs extrêmes relevées entre le 11-3-1988 à 6 heures TU et le 12-3-1988 à 6 heures TU.

Table with columns for location (France, Foreign), temperature (max, min), and weather conditions. Includes cities like Marseille, Toulouse, Paris, etc.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Communication

Radio Classique étend son réseau

La conquête de la province par Radio Classique, la station musicale parisienne, détenue à 25 % par RTL et à 75 % par la société immobilière Lusa, va commencer par le Nord. Le réseau régional Viva, dirigé par Pascal Defrance et autorisé sur quatre fréquences, a en effet passé un accord avec Radio Classique lui permettant de recevoir de Paris par lignes spécialisées l'ensemble de ses programmes, les stations du Nord s'engageant à fabriquer de leur côté 25 % de programmes propres liés à l'actualité musicale de leur région.

Des négociations sont, d'autre part, en cours entre Radio Classique et Radio-Monts-Carlo, cette dernière étant intéressée par les programmes de la radio parisienne pour alimenter son antenne de Monaco et diffusant sur sa Côte-d'Azur.

La CNCL autorise 168 radios FM dans la région Nord-Picardie

La Commission nationale de la communication et des libertés vient d'autoriser 168 radios FM de la région Nord-Picardie. Une décision attendue depuis plusieurs mois par les 261 candidats issus des départements du Nord, de l'Alsace, de la Somme et du Pas-de-Calais, où l'on compte 93 stations indépendantes, 38 stations membres de réseaux régionaux, 37 stations membres de réseaux nationaux.

Ce fut un travail long, complexe et périlleux. Et les hésitations et retards de la CNCL avaient fini par laisser croire que la Commission renoncera à prendre ainsi des risques de contestation, d'agitation avant le mois de mai. Au terme de longues séances et de nombreuses négociations, la CNCL a finalement choisi un plan susceptible d'accueillir un maximum de radios (193 fréquences dérogées), quitte à limiter sévèrement les puissances accor-

dées ; elle a opté aussi pour une sorte d'équilibre entre les différents types de radio.

D'abord, les radios locales indépendantes. Il en est des commerciales et des associatives, des privées (rares) et des publiques (beaucoup). Elles mobilisent plusieurs centaines de personnes, jeunes salariés, TUC et bénévoles. C'est dans cette catégorie que certaines absences paraissent injustifiées et cruelles, et c'est le cas notamment de Radio Mons, qui animait avec fidélité depuis 1981 la petite ville d'Armentières.

Ensuite, les réseaux régionaux. C'est la première fois que la CNCL, à l'occasion de la reconquête officielle. On y retrouve Métropole, Septentrion, Contact (lié à Avance FM) et RVN, le réseau lié à la Voix du Nord.

Enfin, les réseaux nationaux (NRJ, FUN, KISS, Skyrock, Nostalgie). Ni exclus ni privilégiés, ils escomptent leur part trop réduite. Les tentatives de certains de s'installer en pirates n'ont pas joué en leur faveur, la CNCL privilégiant, semble-t-il, les démarches de partenariat avec des radios locales et refusant, dit-elle, « de favoriser l'essaimage systématique en province de radios parisiennes ».

La Commission souligne qu'elle a « veillé au pluralisme des courants d'expression socio-culturels ». Pluralisme qui fut, avouent certains membres, un véritable casse-tête. La sensibilité de bon nombre de stations du Nord se révélant traditionnellement plus proche de l'opposition que de la majorité.

« Le choix semble correct », commentait vendredi M. Réveillon, directeur de développement de la Voix du Nord, qui dispose désormais de sept points de diffusion et dont la radio se retrouve à Lille, créée par Europe 1 et RTL. « La CNCL a visiblement essayé de satisfaire le plus grand nombre, continuait-il. Félicitons-nous que la dimension régionale soit enfin reconnue. »

ANNICK COJEAN.

EN BREF

La CNCL accuse TF 1 de promouvoir le tabac. - La CNCL a demandé des explications à TF 1 après avoir constaté qu'au cours de l'émission « Sacrée soirée » du 9 mars, l'animateur Jean-Pierre Foucault a présenté à l'antenne un paquet géant de cigarettes Gitanes contenant cinq paquets de cigarettes qui ont été offertes à l'invité de l'émission. « Cette présentation, avec les commentaires qui l'ont accompagnée est en contradiction manifeste avec les dispositions de l'article 2 de la loi 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme, qui interdit la publicité du tabac à la télévision », indique la CNCL dans un communiqué.

Antenne 2 aura l'exclusivité du Tour de France. - M. Claude Contamine, PDG d'Antenne 2, et M. Philippe Amaury, président du conseil de gérance de la Société du Tour de France, ont signé, vendredi 11 mars, un contrat d'une durée de trois ans (jusqu'en 1991) donnant à Antenne 2 l'exclusivité de la retransmission du Tour de France.

Médiamétrie choisit Télécontrol comme deuxième opérateur de l'audimétrie individuelle. - Après Secodip, partenaire de longue date, Médiamétrie vient de désigner les sociétés françaises ISL et Démoscopie comme second opérateur technique du système d'audimétrie à bouton-poussoir qu'elle met en place à raison de huit cents foyers dès juillet, mille sept cents foyers en novembre (date de mise en service commercial) et deux mille foyers en janvier 1989.

Pour ce contrat de millions de francs, ISL et Démoscopie exploitent le procédé suisse Télécontrol, déjà implanté en Suisse, en RFA et en Belgique. Ce procédé avait été classé second au plan technique par le CESP, organisme interprofessionnel qui a dû renoncer à son ambition de financer son propre système d'audimétrie (le Monde daté 6-7 mars).

Médiamétrie a donc éliminé l'anglais AGB (classé premier par le CESP, mais manquant d'expérience en France) et le duo SOFRES Nielsen. Ce dernier, qui a déjà implanté deux cents audimètres à bouton-poussoir, va poursuivre la mise en place pour parvenir à un système concurrent de cinq cents, puis de mille audimètres en juillet.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Elisabeth et Alain MAUROY, sont heureux d'annoncer la naissance de

Edouard,

le 18 février 1988.

Préfecture de la Vendée, 85000 La Roche-sur-Yon.

- Le docteur Brigitte FOUCAULT

Paul LOURADOUR, Céline, Thibault et Liane LOURADOUR,

sont heureux de faire part de la naissance de

Pauline,

le 9 mars 1988.

Mariages

- M^{lle} Sylvie LEROY et Nicolas BARACHIN,

ont la joie d'annoncer leur mariage, célébré le samedi 12 mars, à la mairie du 20^e arrondissement.

Décès

- M. Raymond BRONCHY, membre honoraire de l'éducation nationale, est décédé dans sa résidence et maison amie.

De la part de M. et M^{lle} Didier Bronchy, ses enfants, M^{lle} Madeleine Bronchy, sa mère, Et de tous ses amis.

La levée du corps aura lieu civilement le lundi 14 mars, à 14 h 30, à la maison mortuaire, 11, rue Champagny, Noctully, 89113 Fleury-la-Vallée.

- M^{lle} Faigrene, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice FALGARONE, ingénieur ECP, titulaire de la croix de guerre 1914-1918, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 11 mars 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

68, rue Desnoettes, 75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le conseil d'administration, Le président, Le directeur général, Et le personnel de l'Office public d'aménagement et de construction du Val-de-Marne,

ont le plaisir de faire part du décès, survenu le jeudi 10 mars 1988, de

M. Joseph FRANCESCHI, administrateur de l'Office public d'aménagement et de construction du Val-de-Marne, député, maire d'Alfortville, vice-président du conseil général, ancien ministre.

(Le Monde du 11 mars.)

- Marie-Christine Hugues, Edouard Hugues, font part du décès de

M^{lle} Simone Henri RHEIN, leur mère et belle-mère.

Les obsèques religieuses seront célébrées en la chapelle de l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Schœnauer, Paris-7^e, le lundi 14 mars, à 10 h 30.

Selon la volonté de la défunte, il n'y aura ni fleurs ni couronnes.

7, rue Rou-Bouhour, 75015 Paris, 7, rue des Foyennes, 06250 Mougins.

Remerciements

- Ronen (Seine-Maritime). M. et M^{lle} Jean-Robert Ragache, très sensibles à vos témoignages de sympathie exprimés lors du décès de

M. Robert RAGACHE, vous expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

- Il y a un an

Lucien BARAILLER, nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

Une messe aura lieu le 20 mars, à 10 heures, en l'église d'Hyères.

- Il y a vingt ans, le docteur Jean-Louis DEMETZ, disparaissait subitement à Montréal.

Son souvenir est rappelé à ses amis. Bourgignon-sous-Montbavin, 02000 Lison.

- Il y a vingt ans, le général Pierre DUNOYER DE SÉGONZAC disparaissait.

Les hommes et les femmes de l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV) gardent son souvenir vivant dans leur cœur. Ils souhaitent que tous ceux qui l'ont connu, qui ont été marqués par sa personnalité et son action, s'associent par la pensée à l'hommage qu'ils rendent à sa mémoire.

Soutenances de thèses

- Université de Reims : mercredi 16 mars, à 14 h 30, salle du conseil de l'UFV des sciences économiques et de gestion de Reims, M. Alain Rallet : « La théorie économique contemporaine et les disparités régionales ».

- Université Paris-I : jeudi 17 mars, à 16 heures, salle C 2204 au centre P. Mendès France, M^{lle} Gisèle Akalchi : « Les relations économiques entre le Brésil et les pays de l'Est ».

- Université Paris-IV : vendredi 18 mars, à 14 h 30, salle 407, escalier G, 3^e étage, M^{lle} Michèle Fluck : « Le « simple » et le « sans » dans l'œuvre poétique d'Yves Bonnefoy ».

Mots croisés

PROBLÈME N° 4698

HORIZONTALEMENT

I. N'est jamais trop chargé quand il y a un bon directeur. N'est pas un homme de parole. - II. Qu'on peut trouver en librairie. Une vague connaissance. - III. Noir, à Antigny, Soutier. Un joli bouquet. - IV. On en faisait des pains. Pas contestables. Un mot reposant. - V. La vitesse, quand le moteur est coupé. Est parfois sous le bonnet. On le prend en se promenant. - VI. Les transports risquent de l'abîmer. - VII. Un homme qui ne prend pas assez soin de ses pieds. - VIII. Faire un travail en bas. Un bruit inquiétant. - IX. Qui a des raisons de se plaindre. Fragment de vase. Faire du repassage. - X. Pas démodé. Qui ont donc besoin de repos. Mot qui peut faire venir le berger. - XI. Sa coquille est recouverte d'un épiderme corié. Sans raison apparente. - XII. Nom de famille. Dans l'alternative. - XIII. Un danger pour les poires. Peut-être courir dans les prés. Un vieux fiancé. - XIV. Le long de la Volga. Sont parfois faites à l'envers. Un peu d'espoir. - XV. Sorte de cartouche. Peut rester cloqué sur un fauteuil.

mérite d'être conservé. Fais preuve d'attachement. - 15. Préposition. N'attendant que se glisser qu'un moment d'inattention.

Solution du problème n° 4697

Horizontalement
I. Affluence. - II. Douille. - III. Mur. Urne. - IV. Océan. Fa. - V. Nat. Essor. - VI. Idéale. Su. - VII. Teutons. - VIII. Roméo. Ur. - IX. Or. Ub. Cru. - X. Nestor. Ur. - XI. Saussaies.

Verticalement

1. Ce n'est évidemment pas le principal. N'a pas la grosse tête. - 2. Ne s'attache pas à l'argent. Son fils fut vraiment aveuglé par elle. - 3. Conjonction. Des actions vraiment condamnables. Est vraiment collante. - 4. Mesure pour le charme. Qui ont reçu une bonne correction. - 5. Pas révéler. Sur une côte bretonne. Est démodément froid et éti. - 6. Qui n'ont donc pas de herbes. Ville de Norvège. - 7. Ne passeront donc pas. Pays. - 8. Père de nombreuses filles. Article étranger. Une petite difficulté. - 9. Adverbe. Dans le Var. Sur le Doubs ou sur la Sorgue. - 10. La moitié de rien. Peut se fixer au mur. - 11. On peut y taper. Dont on ne donnerait pas cher. Fournit un fil très solide. - 12. Bon à cueillir. Une femme qui compte sans dépenser. - 13. Doit être maniée avec prudence pour éviter les blessures. Mineure, au sud de la mer Noire. - 14. Qui

MAISON DE LA POÉSIE

Association subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, 1^{er}
M^{lle} Halles - Tél. : 42-36-27-53

EXPOSITION

PIERRE SEGHERS

un homme couvert de noms
Du 5 janvier au 17 mars
tous les jours, de 12 h à 18 h
Entrée libre

SOLDES

Lundi 14 mars.
Mardi 15 mars.
Mercredi 16 mars.
Jeudi 17 mars.
Vendredi 18 mars.
9 h à 12 h / 14 h à 18 h.



HERMÈS
PARIS
24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8^e
PRÊT-À-PORTER. MAROQUINERIE.
CARRÉS. CRAVATES.
CHAUSSURES. TISSUS. GANTS.

مكتبة ابن ابراهيم

Chronologie

هفتاد و نهم

ÉTRANGER

1^{er} - POLOGNE: Une hausse massive des prix de détail (40 % en moyenne) intervient sans que de graves incidents soient à signaler (2, 3, 4, 9 et 23).

2 - LIBAN: Jacques Merin, un agent secret français, est assassiné dans un secteur chrétien de Beyrouth (du 3 au 8).

3 - ÉTATS-UNIS: La Chambre des représentants, en refusant, par 219 voix contre 211, d'accorder de nouveaux crédits aux rebelles nicaraguayens de Contra, inflige un sévère échec au président Reagan (2, 4, 5 et 6).

4 - BELGIQUE: Le groupe financier français Suez annonce qu'il a acquis 10 % de la Société générale de Belgique, convoitée par M. Carlo De Benedetti. La bataille boursière fait rage et, à la fin du mois, Suez et ses alliés franco-belges affirment détenir 52 % de la SGB et M. De Benedetti 47 % (du 4 au 22 et du 24 au 29).

4 - URSS: La Cour suprême décide la réhabilitation judiciaire de dix condamnés à mort du procès stalinien de mars 1938, dont Nikolaï Boukharine et Alexei Rykov (6, 7-8 et 9).

4-6 - LIBYE-TUNISIE: La visite à Tunis du colonel Kadhafi consacre la réconciliation tuniso-libyenne. Un sommet tripartite avec le président algérien Chadli à lieu le 8 dans le village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef (5, 6, 9 et 10).

8 - AFGHANISTAN: M. Mikhail Gorbatchev annonce dans une allocution télévisée que les troupes soviétiques se retireront d'Afghanistan, en dix mois à partir du 15 mai, à condition que les négociations pakistano-afghanes, qui reprennent le 2 mars à Genève sous l'égide de l'ONU, aboutissent à un accord avant le 15 mars. Ces propositions sont accueillies plutôt favorablement, mais Islamabad demande qu'un gouvernement intérimaire soit mis en place à Kaboul avant le retrait soviétique (du 9 au 15 et du 18 au 29).

8 - AUTRICHE: La commission internationale d'historiens remet au gouvernement autrichien le rapport qu'il lui a demandé sur le passé militaire de M. Kurt Waldheim. Les silences et les mensonges du chef de l'Etat y sont mis en cause, même si aucune responsabilité directe dans des crimes de guerre ne lui est attribuée. Malgré la relance de la polémique provoquée par le rapport, M. Waldheim, le 15, dans une allocution télévisée, exclut toute idée de démission (du 3 au 18, 20, 23 et 27).

11-12 - CEE: Au conseil européen extraordinaire de Bruxelles, les Douze parviennent, après vingt-six heures de négociations, à un accord sur la réforme du financement de la Communauté. Le compromis obtenu sur la limitation des dépenses agricoles ouvre la voie au grand marché unique prévu pour la fin de 1992 (2, 3, 4 et du 11 au 17).

13-28 - CANADA: Les XV^e Jeux olympiques d'hiver ont lieu à Calgary. L'URSS obtient vingt-neuf médailles, dont onze d'or, la RDA vingt-cinq, dont neuf d'or, et la Suisse quinze, dont cinq d'or. La France remporte deux médailles, l'une d'or et l'autre de bronze, toutes deux gagnées par le skieur Franck Piccard (4, 6, 11 et du 13/11 au 2/11).

14 - CHYPRE: Trois cadres militaires du Fath sont tués dans l'explosion de leur voiture à Limas-

sol. Le 15, le ferry *Sol-Phryne*, qui avait été affrété par l'OLP pour ramener vers Israël cent trente et un Palestiniens expulsés, est saboté dans le port de Limassol. Après ces deux attentats, M. Yasser Arafat menace Israël de représailles (7-8, 9, 12, 13 et du 16 au 20).

15 - FINLANDE: M. Mauno Koivisto est réélu président de la République pour un nouveau mandat de six ans (31/1-1^{er}/11, 3 et 17).

15-18 - FRANCE-CENTRAFRIQUE: Le général André Kolingba, chef de l'Etat centrafricain, se rend en visite officielle en France (16, 17 et 19).

16 - ÉTATS-UNIS: M. George Bush, vice-président, pour les républicains, et M. Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts, pour les démocrates, arrivent en tête des « primaires » du New-Hampshire, considérées comme un test dans la course à l'investiture pour l'élection présidentielle (9, 10, 13, 16, 18, 19, 20 et 25).

17 - LIBAN: Un officier américain travaillant pour l'ONU, le lieutenant-colonel Richard Higgins, est enlevé au sud de Tyr. Deux fonctionnaires de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), un Norvégien et un Suédois, qui avaient été enlevés le 5 à Saida, sont relâchés le 1^{er} mars à Beyrouth-Ouest (6, 7-8, 9, du 19 au 24 et 28-29/11, 3/11).

18 - URSS: M. Mikhail Gorbatchev fait devant le comité central le bilan des difficultés rencontrées par la « perestroïka » et s'inquiète de la « confusion » qu'elle a parfois entraînée (19 et 20).

19 - NAMIBIE: Un attentat contre une banque fait vingt morts à Oshakati. Des raids de représailles sont lancés le 20 par l'aviation sud-africaine contre des bases de la SWAPO dans le sud-est de l'Angola (21-22 et 23).

19 - VATICAN: La septième encyclique de Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis* (Intérêt actif pour la question sociale), est consacrée à la question du développement et de la solidarité internationale (20 et 27).

21 - CHYPRE: M. Georges Vassiliou, candidat indépendant soutenu par le Parti communiste (AKEL), remporte l'élection présidentielle avec 51,63 % des voix. Il succède le 28 à M. Spyros Kyprianou, chef de l'Etat depuis 1977, éliminé le 14 dès le premier tour (6, 13, 16, 20 et 23/11, 1^{er}/11).

21-22 - ÉTATS-UNIS - URSS: MM. George Shultz et Edouard Chevardnadze se rencontrent à Moscou pour préparer le prochain sommet de Moscou. Les entretiens portent surtout sur la réduction des armements stratégiques et l'Afghanistan (du 20 au 25 et 27/11, 2/11).

24 - AFRIQUE DU SUD: Les activités politiques de dix-sept organisations anti-apartheid, dont le Front démocratique uni (UDF) et la COSATU, la plus grande centrale syndicale noire, sont interdites par le gouvernement (25 et 27/11, 3/11).

24 - ESPACE: Le satellite de télévision directe ouest-allemand TV-SAT 1, lancé par la fusée Ariane le 20 novembre 1987, est déclaré hors d'usage sans avoir jamais fonctionné (20 et 27).

Février 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

24-26 - BALKANS: Les ministres des affaires étrangères des six pays balkaniques (Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie) se réunissent pour la première fois à Belgrade (du 24 au 29).

25 - ISRAËL: M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, commence à Jérusalem une tournée au Proche-Orient alors que la révolte des Palestiniens se poursuit dans les territoires occupés.

25-26 - FRANCE-RÉPUBLIQUE D'IRLANDE: M. François Mitterrand effectue en Irlande la première visite d'Etat d'un président français (27 et 28-29).

26 - PANAMA: Le président panaméen Eric Delvalle est destitué par l'Assemblée nationale, sous la pression du général Manuel Antonio Noriega, homme fort du Panama, que M. Delvalle avait tenté de limoger le 25 avec l'approbation de Washington (du 6 au 10, 17, 24 et à partir du 27).

26 - RFA: Un accord est conclu entre le patronat et le syndicat de la métallurgie afin de ramener de trente-huit à trente-six heures et demie la semaine de travail (28-29).

26 - URSS: Un appel au calme lancé par M. Gorbatchev met fin aux manifestations nation-



suit dans les territoires occupés. Fin février, bilan officiel de la répression menée par l'armée israélienne s'élève à soixante-quatorze morts depuis le 9 décembre (à partir du 2).

27 - IRAN-IRAK: La guerre des villes reprend sur l'initiative de l'Irak. De nombreux missiles sol-sol atteignent Téhéran et Bagdad (à partir du 1^{er}/11).

28 - SÉNÉGAL: Le président Abdou Diouf remporte l'élection présidentielle avec 73 % des voix. Mais le 29, après des troubles, l'état d'urgence est proclamé à Dakar, et M. Abdoulaye Wade, chef de l'opposition, qui a obtenu 25 % des voix, est arrêté (21-22, 23 et à partir du 27).

29 - CAMBODGE: Le prince Sihanouk reprend la tête de la résistance après le refus de Hanoi de négocier directement avec lui (6, 12, 18 et 23/11, 2/11).

29 - CENTRAFRIQUE: Le président Kolingba comme le ministre de l'Intérieur, comme Joëlle Aubron et Georges Cipriani, observent depuis le 1^{er} décembre une grève de la faim, apparaissent d'une faiblesse extrême, mais M. Chalandon confirme que « le gouvernement ne cédera sûrement pas au chantage » (9, 11, 13, 14-15 et du 17 au 29).

13 - Près de trois cents œuvres d'Edgar Degas sont réunies au Grand Palais pour la plus importante rétrospective consacrée au peintre (13).

16 - M. Jacques Chirac, inaugure l'exposition consacrée par le Centre Georges-Pompidou au « dernier Picasso » (1953-1973), annonce « l'élargissement et la modernisation » du Centre (17 et 18).

18 - Kasia Kabanova, de Léon Janacek, est mis en scène à l'Opéra de Paris par Götz Friedrich avec Karan Armstrong et Léonie Rysanek (18 et 21-22).

19 - Mort de René Char, poète (21-22 et 27).

23 - Création de la Vieille maison, opéra de Marcel Landowski, au 4^e Festival international de chœurs d'enfants de Nantes (27).

CULTURE

1^{er} - Quatre cent soixante-quatre œuvres de Marc Chagall, dont quarante-six peintures, sont remises à l'Etat par les héritiers du peintre en paiement des droits de succession (3).

5 - La première grande exposition de peintures du Musée d'Orsay est consacrée au séjour parisien (1886-1888) de Vincent Van Gogh (4).

7 - Ouverture de la Vidéothèque de Paris dans le Forum des Halles (4).

9 - Marcel Maréchal met en scène l'École des femmes de Molière au Théâtre national de Marseille, avec Aurelle Doazan dans le rôle d'Agnes (17).

11 - Sayd Bahodine Majrouh, poète afghan, est assassiné à Peshawar (Pakistan), où il vivait en exil (13, 14-15 et 19).

FRANCE

1^{er} - La famille Firino-Martell accepte de vendre les cognacs Martell au groupe canadien Seagram, après la bataille boursière de six semaines entre Seagram et le groupe britannique Grand Metropolitan. A la Bourse de Paris, les projets et les rumeurs d'acquisition ou d'OPA provoquent une hausse des cours : l'indice CAC gagne plus de 20 % en un mois (du 2 au 8, 14-15, 20, 21-22 et 28-29).

1^{er}-5 - La Fédération de l'éducation nationale (FEN), réunie en congrès à La Rochelle, envisage le syndicalisme nouveau pour « l'école de l'an 2000 » (30/1, du 2 au 8 et 16).

2 - Un jeune homme, Christian Dovo, fils d'un chauffeur de taxi, est tué par un gardien de la paix en civil, Jean-Pierre Aveline, sur un parking de Marseille. L'intervention de la chancellerie, le 3, pour s'opposer à l'inculpation du policier suscite un vif émoi. Mais, le 5, Jean-Pierre Aveline est inculpé et écroué (du 4 au 9, 11, 18, 23 et 28-29).

4 - Schneider lance une offre publique d'achat (OPA) sur Télémechanique, société spécialisée dans les automatismes industriels. La direction et le personnel de Télémechanique tentent de s'opposer à l'offensive de Schneider. Une « contre-OPA amicale » est lancée le 16 par Framatomme (à partir du 5).

8 - M. Raymond Barre annonce à Lyon sa candidature à l'élection présidentielle : après avoir estimé que, « pendant la septennat qui s'achève, la France a reculé », il affirme qu'« il est temps de mettre fin aux fauxsemblants [...] de prendre un nouveau départ » (du 4 au 13).

8-9 - M. François Mitterrand, en voyage officiel à la Réunion, lance un appel « à l'unité, à l'égalité, à la justice ». M. Bernard Pons a refusé de l'accompagner (du 7 au 12).

10 - M. Georges Marchais déclare, après la réunion, le 9, du comité central du PCF : « Votes. Lajointe au premier tour, et si vous voulez voter Mitterrand au second tour, eh bien, faites-le ! ». Mais il affirme, le 22, que le soutien apporté par le PS à la candidature de M. Juquin « ne sera pas sans lourdes conséquences » (10, 11, 12, 23 et 24).

11 - Mort de Pierre Charpy, ancien directeur politique de la Lettre de la Nation, organe du RPR (13 et 17).

12 - Le tribunal correctionnel de Paris inflige des peines sévères aux membres ou complices d'Action directe qui ont comparu devant lui en janvier. Du 17 au 26, trois nouveaux procès ont lieu devant le cour d'assises spéciale de Paris : Nathalie Ménilgon et Jean-Marc Rouillan, qui, comme Joëlle Aubron et Georges Cipriani, observent depuis le 1^{er} décembre une grève de la faim, apparaissent d'une faiblesse extrême, mais M. Chalandon confirme que « le gouvernement ne cédera sûrement pas au chantage » (9, 11, 13, 14-15 et du 17 au 29).

13 - M. Barre reçoit le soutien du conseil national élargi de l'UDF réuni au Palais des congrès, à Paris. Le 14, invité de « Questions à domicile » sur TF1, il refuse de critiquer M. Chirac et sa gestion, mais tente d'affirmer sa différence (14-15, 16, 19, 21-22, 23 et 27/11, 1^{er}/11).

14 - Mort du Père Joseph Wresinski, fondateur de l'association Aide à toute détresse (16 et 17).

15 - Le Groupe de la Cité, numéro deux, derrière Hachette, avec 20 % du marché français de l'édition, est créé à partir du rapprochement entre la Générale occidentale, filiale de CGE, et

CEP Communication, filiale d'Havas (du 11 au 20).

15 - Le procès dit des « médecins de Poitiers », s'ouvre devant la cour d'assises de la Vienne. Les docteurs Diallo et Archambeau et le professeur Mériel sont jugés après le décès, le 30 octobre 1984, d'une jeune femme lors d'une opération, qui aurait été dû à un sabotage du respirateur. La révélation, le 23, qu'une expérimentation a été effectuée sur un homme en état de coma dépassé suscite de vives polémiques. Le responsable de l'expérience, le professeur Alain Milhaud, chef de service au CHU d'Amiens, est suspendu par Mme Barzach de ses fonctions de médecin hospitalier (13 et à partir du 16).

16 - M. Jacques Chirac, en conclusion de son « bilan gouvernemental », après avoir affirmé que « le redressement est amorcé », estime que « la France a maintenant besoin de stabilité politique et de continuité dans l'effort » (2, 3, 6, 7-8, 9, 11, 18 et 19).

16 - Mort d'Hélène Gordon-Lazareff, fondatrice en 1945 de Elle (18).

17 - Mort d'Alain Savary, ancien ministre socialiste, compagnon de la Libération (18, 19 et 25).

18 - M. Lionel Jospin, invité de « Questions à domicile » sur TF1, annonce qu'il quittera la direction du PS après l'élection présidentielle (4, 13, du 11 au 23 et 27).

19 - M. Mitterrand, en visite officielle dans la Drôme, ironise sur les promesses électorales de M. Chirac : « Ça tombe de tous côtés, comme d'un jackpot où l'on gagnerait à tous les coups [...] Cessons d'entretenir ces tristes illusions » (du 19 au 23).

19 - Le gouvernement, choisissant une évaluation minimale, fixe à 7 milliards de francs le prix de la Caisse nationale du Crédit agricole, qui va être vendue aux caisses régionales (13, 21-22 et 23).

20 - Cinq dirigeants du mouvement séparatiste basque Iparrerriak, dont son chef présumé, Philippe Bidart, sont arrêtés à Boucau, dans les Pyrénées-Atlantiques (du 21 au 24 et 27).

24 - M. Michel Rocard, invité de « L'heure de vérité » sur A2, indique qu'il ne « prendra pas le risque d'affaiblir » les chances de la gauche « pour des raisons personnelles » (13, 19, 20, 25 et 27).

25 - Les deux lois sur le financement de la vie politique sont définitivement votées par le Parlement. Le PS, qui s'était abstenu en première lecture, et le PC votent contre (du 3 au 6, 13, 18, 19, 23, 27 et 28-29).

25 - Lors d'une conférence agricole extraordinaire, M. Chirac annonce que 3 milliards de francs vont être alloués aux agriculteurs : 1 milliard pour les exploitants les plus défavorisés et 2 milliards, provenant de la vente du Crédit agricole, pour un fonds d'allègement de ses dettes agricoles (23 et 27).

25 - En janvier, le nombre des chômeurs ainsi que les prix de détail ont augmenté de 0,2 % (19, 27 et 28-29/11, 3/11).

27 - Quatre membres présumés de l'ex-FLNC, dont Jean-André Orsoni, recherché par voie d'affiches depuis juin 1987, sont arrêtés près d'Ajaccio (28-29/11, 1^{er} et 3/11).

29 - M. Mitterrand intervient dans le débat sur la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN en Europe : il affirme, dans deux interviews, que l'urgence n'est pas de moderniser mais de réduire les armements au plus bas niveau possible. M. Chirac s'exprime sur le même sujet le 1^{er} mars : refusant d'engager une « polémique », il prône la « vigilance » à l'égard de l'Union soviétique (18, 19 et 28-29/11, 1^{er} et 2/11).

Edouard Masurel
L'année 1987 dans Le Monde
Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

256 pages 26 F

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

MÉDECINE: L'ère de la thérapie génétique (3).

CAMPUS: Les métiers de la psychologie (4).

FRANCE: Redistribution des cartes dans le FM (4 et 5).

AFFAIRES: Les patrons boudent le patronat (6).

RFA: Les rigidités de la cogestion (9).

FRANCE: Un doux hiver (10).

FRANCE: La justice face au conflit néo-caldésien (11).

FRANCE: L'Opéra de la Bastille (11).

NIGÉRIA: Divisions internes et baisse des revenus pétroliers (18).

FRANCE: L'obsession télévisuelle des candidats à l'Elysée (18).

ÉCONOMIE: Les circuits financiers après le krach (23).

URSS: Pratiques religieuses et « transparence » (24).

FRANCE: Les Franco-Maghrébins et l'élection présidentielle (25).

FRANCE: Les retombées de l'affaire de COGEMA (27).

Le Monde sur minitel

FLASH BACK

L'actualité de la semaine sur votre écran

36.15 TAPEZ LEMONDE puis REP

Retour au calme sur le franc

Le marché des changes à Paris était redevenu « calme et serein » à la veille du week-end, selon les opérateurs, après l'accès de faiblesse dont a été victime le franc le jeudi 10 mars. Le cours du mark, qui était passé, brutalement, de 3,380 F à 3,415 F jeudi après-midi et vendredi matin, retombait un peu en dessous de 3,40 F vendredi en fin d'après-midi.

La Banque de France, on le sait (le Monde du 12 mai), s'était refusée à toute intervention, qu'elle estimait injustifiée compte tenu de l'état de l'économie française, jugé satisfaisant par le gouvernement.

« Je suis confiant », déclarait vendredi M. Edouard Balladur, ministre des finances, lors d'une visite à Arras, dans le Pas-de-Calais. Pour le ministre d'Etat, « la position des monnaies européennes les unes par rapport aux autres est bonne (...). Il n'y a aucune raison ni immédiate ni lointaine d'y toucher ».

M. Balladur a cependant rappelé qu'il considérait que le régime de changes flottants était « mauvais ». « Il faut donc sortir de ce système dans lequel on s'aperçoit que lorsqu'il y a une spéculation sur une monnaie, en l'espèce le livre sterling, cela a des répercussions sur d'autres monnaies ».

Interrogé sur l'influence que le climat électoral pouvait avoir sur le franc, M. Balladur a répondu qu'il ne souhaitait pas que « le franc soit un objet de campagne électorale ».

Sur le marché des changes, les opérateurs estiment, toutefois, que le franc est entré en période de « turbulence », la hausse rapide de la livre sterling, ayant puissamment contribué à déstabiliser la situation depuis une dizaine de jours.

Le programme Euréka

La moitié des projets de recherche européens impliquent des sociétés françaises

Sur les quelque 160 projets de recherches scientifiques, technologiques et industrielles aujourd'hui recensés au titre du programme Euréka, 82 impliquent la participation d'entreprises françaises, soit de grands groupes, soit, de plus en plus, de PME innovatrices.

TOULOUSE de notre envoyé spécial

Lors de la prochaine réunion à Copenhague, le 15 juin, des ministres des dix-neuf pays européens (auxquels s'ajoute la Commission de la CEE) qui apportent leur appui à Euréka, une vingtaine au moins de nouveaux projets à participation française seront approuvés et admis dans le club. Ils devraient, pour l'essentiel, concerner les domaines, jusqu'aujourd'hui insuffisamment explorés, du génie médical, des biotechnologies et, ultérieurement, de la communication et de l'audiovisuel.

Ces indications ont été fournies, le 11 mars à Toulouse, par M. Jacques Valade, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et Yves Sillard, coordinateur pour la France des programmes Euréka, à l'occasion de l'inauguration d'un laboratoire de la Lyonnaise des eaux dans cette capitale de la technologie (sept mille chercheurs, trois cents laboratoires publics), qui a mis au point un procédé de traitement de l'eau potable par membranes.

Le groupe que préside M. Jérôme Monod est associé dans ce programme à la firme danoise DDS (De Danske Sukker Fabrikker) et, le 11 mars, un accord a été signé entre les deux partenaires d'origine et un troisième, la société canadienne Zéon installée dans l'Ontario. De la sorte, cette firme est une des rares sociétés non européennes à participer à Euréka. Beaucoup songent du reste, dans la foulée, à associer le Canada en tant qu'Etat aux dix-neuf membres de l'Europe occidentale. Mais la question relève d'une décision de l'ensemble des ministres concernés.

Le programme engagé par la Lyonnaise des eaux représente quelque 270 millions de francs de recherche sur quatre ou cinq ans, avec la quasi-certitude de déboucher sur des applications industrielles (1). Déjà, la filiale du groupe aux Etats-Unis, Aquacomb, a signé avec le ministère américain de la défense un contrat pour la fourniture de stations mobiles, voies aéroportées, de traitement des eaux.

Dans quelques mois, deux usines seront mises en service en France, en Haute-Saône et dans la Nièvre, selon ce procédé, et la décision vient d'être prise d'en construire une troisième dans le Sud-Ouest. Quant au laboratoire de Toulouse, placé sous la responsabilité d'un directeur de recherches du CNRS, il sera prochainement flanqué d'un atelier de fabrication des membranes elles-mêmes.

Un écho enthousiaste

Lancé au début de l'été 1985 par M. Mitterrand, le programme Euréka a reçu un écho enthousiaste dans la majorité des milieux industriels et universitaires et il a fait l'objet d'un soutien actif de la part du gouvernement de M. Chirac depuis deux ans. L'Etat et les organismes publics ont dégagé 300 millions de francs en 1986 pour Euréka, 400 en 1987, et 790 millions sont prévus cette année. Insistant sur le rôle de plus en plus essentiel des collectivités locales dans l'économie, M. Valade n'a pas caché que les régions, voire les départements, pourraient judicieusement apporter, eux aussi, leur pierre au programme Euréka. Mais, après avoir relevé que les entreprises étaient allées, en 1987, pour leurs efforts d'innovation, bien au-delà de ce que prévoyait le budget de l'Etat (titre de « crédit d'impôt recherche » (1,4 milliard au lieu de 1,1), M. Valade a mis en garde contre

une inflation de projets : « Il faut que, régulièrement, des procédures d'évaluation de la crédibilité des programmes soient mises en œuvre, et cela dans un souci de gestion rigoureuse des crédits publics », a déclaré le ministre.

A ce jour, 5 % seulement des projets échouent en cours de route et ne débouchent pas sur des résultats commerciaux concrets.

La France, pour sa part, est engagée dans dix-huit opérations de robotique (par exemple, pour le nettoyage des façades des immeubles de grande hauteur), douze d'informatique, dix d'utilisation des matériaux, quatre concernant les transports (et notamment le projet Prométhée, qui réunit l'ensemble des constructeurs automobiles européens et qui vise, avec un budget colossal de 4,5 milliards de francs à améliorer la sécurité routière par l'électrocinétique), deux dans l'océanologie (mis au point entre la France, l'Espagne et l'Islande d'un nouveau chalutier). Ce ne sont là que des exemples. Mais la question est maintenant de savoir si les clients et les consommateurs, c'est-à-dire les forces du marché, rendront un hommage conforme aux efforts qui ont été faits en amont dans les laboratoires, c'est-à-dire dans la recherche.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Cent soixante programmes aujourd'hui recensés mobilisent des sommes avoisinant 30 milliards de francs groupant, des fonds à la fois publics et privés.

En RFA

Le projet de réforme fiscale prévoit un prélèvement à la source sur les revenus du capital

Les experts des partis de la coalition au pouvoir à Bonn (Unions chrétiennes CDU et CSU et Parti libéral FDP) ont annoncé qu'ils avaient bouclé le projet gouvernemental de réforme fiscale, qui prévoit un allègement des impôts de quelque 20 milliards de DM en 1990 (1).

Le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, présentera ce projet - qui a fait l'objet d'après négociations depuis plusieurs mois entre les trois partis gouvernementaux - le 22 mars à l'approbation du conseil des ministres.

Le texte de M. Stoltenberg a été violemment critiqué à l'intérieur même de la majorité dans la mesure où, à côté d'allègements d'impôts d'un volume total de 39 milliards de

DM, il prévoit 19 milliards de DM de ressources fiscales nouvelles, souvent obtenues par la suppression de privilèges fiscaux. Les milieux financiers se sont notamment émus de l'instauration d'un prélèvement à la source de 10 % sur les revenus du capital.

Autre sujet de controverse : les rabais obtenus par les salariés de l'automobile lors de l'achat d'une voiture neuve de leur firme seront imposés. L'impôt jouera sur la base du prix catalogue moins 3 %. Cette mesure touche particulièrement les travailleurs de Daimler-Benz qui accorde à ses salariés des rabais sur l'achat de Mercedes allant jusqu'à 22 % du prix du véhicule. — (AFP.)

(1) 1 DM = 3,40 F environ.

REPÈRES

Prix de gros Baisse de 0,2 % aux Etats-Unis en février

Les prix de gros aux Etats-Unis ont baissé de 0,2 % en février après avoir augmenté de 0,4 % en janvier, ce qui reflète, apparemment, un ralentissement de l'inflation.

Cette baisse des prix de gros, qui a surpris de nombreux analystes tablant sur une légère reprise de l'inflation, est due principalement aux prix alimentaires et des produits énergétiques qui ont, respectivement, diminué de 1,1 % et de 0,8 % le mois dernier.

En rythme annuel sur les deux premiers mois de l'année, les prix de gros ont progressé de 1,1 %.

Balance des paiements courants La France déficitaire de 27,2 milliards de francs en 1987

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 2,3 milliards de francs en décembre après 5,3 milliards en novembre. Sur l'ensemble de l'année dernière, les transactions courantes ont été déficitaires de 27,2 milliards de francs alors qu'elles avaient été excédentaires de 20,2 milliards de francs en 1986.

Marché automobile français Bon début d'année confirmé

Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, le mois

de février confirme les bons résultats enregistrés par le marché automobile français depuis plus d'un an. Avec 160 660 immatriculations le mois dernier (soit une progression de 4,2 % sur février 1987), ce début d'année marque une croissance de 10,2 % (à 321 304 immatriculations) sur la période correspondante de 1987.

Les étrangers améliorent leurs performances avec une part de marché de 36,4 % sur deux mois (soit une progression de 12,3 % contre 36,1 % sur l'ensemble de l'année 1987).

Le groupe Volkswagen se classe premier importateur (8,2 % du marché) devant le groupe Fiat (7 %) et Ford (6,3 %).

Le groupe PSA consolide son avance sur Renault avec une progression de 9,5 % en février et une part de marché de 35,1 % (contre 33,4 % pour 1987).

Renault recule de 2,7 % pour le même mois et voit sa part ramenée à 29,2 % (contre 30,5 %).

Fuel domestique - 22 % en janvier et février

L'hiver très clément a eu pour conséquence une diminution importante des quantités de fuel consommées en France aux mois de janvier et de février. Au cours de ces deux mois, les livraisons de fuel domestique sont tombées à 3,96 millions de tonnes, soit 22,2 % de moins que durant les deux mois correspondants de 1987.

La baisse des livraisons de fuel lourd a été de 32 %, notamment parce que les centrales thermiques ont consommé 66 % de fuel lourd en

AFFAIRES

Franchissant le seuil des 20 %

Le Koweït accroît sa participation dans BP

Le Koweït a augmenté sa participation dans BP, en la portant à 21,25 %, contre 19,24 % il y a un mois. Le Koweït Investment Office (KIO) a annoncé qu'il souhaite l'accroître encore jusqu'à 22,5 %.

C'est à la faveur du krach boursier et de l'échec de la privatisation de la tranche de 31,5 % détenue encore par le gouvernement britannique que les Koweïtiens ont pu, l'automne dernier, acquérir une part importante du capital de BP.

Alors que les marchés financiers internationaux s'effondraient, le grand public n'avait pas été intéressé et KIO a pu se procurer des actions BP à un prix jugé modeste.

En portant sa participation au-dessus de 20 %, KIO franchit un seuil jugé critique voire inquiétant, non seulement par les dirigeants de

la compagnie pétrolière, mais également par les pouvoirs publics britanniques.

On s'interroge maintenant à Londres sur les intentions de la Société nationale koweïtienne. Selon un de ses responsables, il s'agit là d'un simple investissement à long terme. Mais on ne sait toujours pas à quel niveau de participation les Koweïtiens vont s'arrêter. Il est vrai que KIO peut porter celle-ci jusqu'à 29,9 % sans être obligé de lancer officiellement une OPA.

Les responsables de BP redoutent que KIO ne se contente pas d'un simple placement financier, mais exige également une place dans la gestion de la compagnie. Comme elle vient de le faire dans Explosivos Rio Tinto... (le Monde Affaires du 12 mars).

La Chapelle-Darblay confiée aux groupes Pinault et Cascades

Selon un communiqué de la Franco-Canadienne des papiers, qui réunit le groupe canadien Cascades et le groupe français Pinault, ces derniers ont reçu, le vendredi 11 mars, l'accord des tribunaux de commerce de Nanterre pour mettre en œuvre leur plan de continuation d'activité du groupe papeter Chappelle-Darblay.

Ce plan, qui prévoit l'injection de 900 millions de francs mais aussi la suppression d'environ 300 emplois sans licenciement sec, avait été proposé fin 1987 après le dépôt de bilan de Chappelle-Darblay intervenu en novembre. Le plan de continuation

prévoit l'apport de 300 millions de francs par la Franco-Canadienne des papiers, auxquels doivent s'ajouter 250 millions de francs de prêts bancaires à moyen et long terme et 350 millions de francs à court terme.

Le Crédit lyonnais a, pour sa part, décidé de prendre 15 % du capital de la Franco-Canadienne des papiers via sa filiale Clivest à la faveur d'une augmentation de capital, qui est portée de 300 à 350 millions de francs. Cette dernière entité reprendra les actifs des vingt-trois sociétés composant le groupe Chappelle-Darblay, qui occupe 1 300 salariés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Degrémont

RÉSULTAT NET BÉNÉFICIAIRE : 10,2 MF

Le conseil d'administration réuni le 10 mars 1988 a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le chiffre d'affaires de Degrémont SA s'est élevé à 956 MF, à comparer à 977 MF en 1986. Au 1^{er} janvier 1988, le carnet de commandes correspondait à 17 mois d'activité.

Le résultat net de l'exercice est bénéficiaire de 10,2 MF, hors la subvention versée par la Lyonnaise des Eaux en début d'année, dans le cadre de l'opération de restructuration financière. La situation nette de la société, après résultats, ressort au 31 décembre 1987 à 110 MF contre - 40 MF fin 1986.

Les éléments actuellement disponibles concernant le groupe Degrémont permettent de penser que le chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre environ 1,6 milliard de francs, avec un résultat part du groupe un peu supérieur au résultat social.

Le conseil, conformément à l'autorisation qui lui avait été donnée par l'assemblée générale mixte du 18 mai 1987, a décidé d'augmenter le capital social par une souscription réservée aux collaborateurs de l'entreprise. A cette occasion, 54 039 actions nouvelles ont été créées, portant le capital de 86 144 190 francs à 89 116 335 francs. 74 % des salariés ont choisi de devenir actionnaires de Degrémont.

EN BREF

● Bricorama, unique enseigne « bricolage » d'Euromarché. — Tous les magasins de bricolage dépendant du groupe Euromarché passeront le 22 mars sous l'enseigne unique Bricorama. En novembre 1986, Euromarché avait acquis dix-neuf magasins à cette enseigne, puis, en mai 1987, deux magasins Bricodis à Toulouse, et enfin, tout récemment, avait pris une participation dans la chaîne Vester, géant de douze magasins. Le groupe Bricorama, avec plus de 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, compte donc soixante-six magasins (dont vingt-quatre Euroléris).

● Signature de l'accord sur l'intercession chez Renault. — Quatre syndicats (FO, CGC, CFTC et CSL) ont signé l'accord sur l'intercession aux bénéfices proposé par la direction (le Monde du 25 février). La somme distribuée représentera 5 % du résultat net consolidé du groupe (et non 10 % comme nous l'avions indiqué), déduction faite du versement prévu au titre d'un accord sur la participation à la Régie. Les mêmes syndicats ont signé aussi l'accord sur les salaires, qui prévoit notamment la transformation des primes exceptionnelles de mars et septembre en allocations « conventionnelles » (relevées chaque année comme les salaires). L'ensemble des mesures salariales prévues pour 1988 devrait représenter, selon la direction, une augmentation en masse de 2,54 % pour une hausse des prix prévue de 2,5 % : 0,68 % pour les deux augmentations générales de 0,5 % en février et octobre, 0,7 % pour les autres mesures collectives, 1,1 % pour les augmentations individuelles et 0,16 % de report de 1987.

● Grève des postiers parisiens les 24 et 25 mars. — Le syndicat CFTD des services postaux de Parisville a appelé les 20 000 postiers de la capitale à faire grève le 24 mars pour revendiquer l'embauche de 500 agents. L'objectif est de « donner un coup d'arrêt à la dérive » de la qualité du service, qui, selon la CFTD, annonce « un grand délabre-

ment dans les mois à venir si la politique actuelle se poursuit ». Après la suppression des pneumatiques, la réduction de la distribution des télégrammes, la CFTD dénonce « les attentes ou guichets, le fait que certains quartiers ne reçoivent leur courrier qu'une fois ou deux par semaine », ou encore les projets de suppression de la deuxième distribution de courrier le matin. De son côté, le syndicat CGT a lancé un mot d'ordre d'arrêt de travail pour le 24 mars.

● Grève chez Gringoire-Brossard. — Pour des questions de salaires, la quasi-totalité des ouvriers de l'usine Gringoire-Brossard à Pithiviers (Loiret) est en grève depuis le 10 janvier. Les négociations engagées entre la direction et les syndicats CGT (majoritaires) et CFTD n'ont pas permis d'aboutir à un accord. Troisième fabricant de brosserie industrielle en France, la société Gringoire-Brossard appartient au groupe américain Pillsbury. Elle est dirigée par M. Victor Scherzer, auteur du livre La France parasitaire.

● VVF et Nouvelles Frontières candidates à la reprise du Point-Mulhouse. — Deux offres de reprise sont parvenues à l'administrateur provisoire de l'association de tourisme Le Point-Mulhouse en redressement judiciaire depuis le 1^{er} mars. Il s'agit de Villages-Vacances-Familiales (VVF), filiale de la Caisse des dépôts et consignations, et du voyageur Nouvelles Frontières. Le tribunal de grande instance de Mulhouse a repoussé au 30 mars sa décision sur une éventuelle reprise ou sur une liquidation pure et simple.

● ERRATUM. — Le décret simplifiant les conditions d'accès des consommateurs à la justice, dont nous parlions dans un article paru dans nos éditions du 11 mars sous le titre « Accès à la justice va être simplifié pour les consommateurs », est paru au Journal officiel du 5 mars (n° 88-209 du 4 mars 1988) et non du 7 mars, comme nous l'avons indiqué par erreur.

Sur le front des OPA

M. Balladur envisage de nouvelles règles

Lors d'une visite à Arras (Pas-de-Calais), le vendredi 11 mars, le ministre de l'économie, M. Balladur, a réagi à la vague actuelle d'offres publiques d'achat (OPA) en annonçant qu'il proposerait « un certain nombre de modifications aux pratiques habituelles ». Il a notamment réaffirmé qu'il souhaitait que « l'auteur d'une OPA soit obligé de dévoiler ses intentions et de les expliquer » et que « l'entreprise objet d'une OPA ait la possibilité de tenir une assemblée générale extraordinaire pour augmenter son capital, ce qui est une façon de se défendre ».

Le ministre a précisé qu'il n'appartiendrait pas à l'administration de prendre ces mesures, mais « à des organismes tels que la Chambre syndicale des agents de change ou la Commission des opérations de Bourse ». « Je ne crois pas que l'on puisse faire de l'Etat le juge des bonnes ou des moins bonnes OPA », a conclu le ministre.

Feu vert implicite à l'offre de BP sur Lear Petroleum

Le gouvernement britannique a donné un feu vert implicite à l'OPA de 250 millions de dollars de British Petroleum sur le groupe américain Lear Petroleum, puisque le ministre britannique du commerce et de l'industrie, lord Young, a décidé de ne pas la déferer à la Commission des monopoles et fusions. Lear Petroleum, dont le siège est à Dallas (Texas), possède un réseau de collecte et de distribution de gaz naturel dans plusieurs Etats du sud et du sud-ouest des Etats-Unis.

Farmers Group rejette la nouvelle offre de BAT Industries

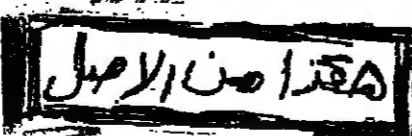
Le groupe d'assurances américain Farmers Group a annoncé que son conseil d'administration avait rejeté la nouvelle OPA de 4,5 milliards de dollars lancée par la filiale américaine du groupe britannique BAT Industries (tabacs et services financiers). L'offre initiale, de 60 dollars par action, avait été portée à 63 dollars. Farmers Group précise qu'il étudie actuellement

plusieurs formules pour contrer les ambitions de BAT Industries.

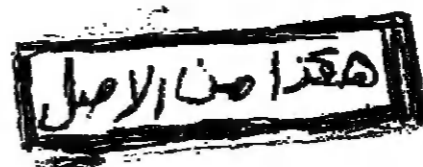
La SEPR (groupe Saint-Gobain) a réussi son opération sur le britannique TSL

La Société européenne des produits réfractaires (SEPR), du groupe Saint-Gobain, a annoncé, vendredi 11 mars, que sa filiale Quartz et Silice a réussi son OPA sur le groupe britannique TSL, spécialisé dans la fabrication de silice pure fondue (utilisée dans la chimie, l'optique, l'électronique et l'aéronautique), avec un chiffre d'affaires de 18,9 millions de livres (environ 190 millions de francs) en 1987.

Quartz et Silice a déjà acquis 28,8 % des titres et « obtenu des acceptations définitives » correspondant à 63,3 % du capital de cette société cotée à Londres. La SEPR a donc décidé de donner suite à son offre (1,25 livre par action, soit une valeur totale de 12,7 millions de livres pour TSL), lancée le 8 février dernier et close le 11 mars, et de proposer aux autres actionnaires d'acheter leurs titres pour obtenir finalement 100 % du capital.



Revue des valeurs



BOURSE DE PARIS

« **NOUS** entrons dans des eaux troubles et il faudra avant tout évoluer avec prudence. » Cette mise en garde d'un agent de change, vendue à un groupe de spécialistes sur ce thème car les séances écoulées incitent à la méfiance. Si la semaine se termine par un léger recul de près de 1%, nettement inférieur à celui de 2,4% enregistré au terme des premiers jours de mars, certains secteurs ont été très contrastés.

Après deux journées sans tendance précise, l'annonce, mercredi, d'un résultat étonnant du commerce extérieur français pour janvier a entraîné une hausse subite de 2,2%. Il faut dire que le report de plusieurs jours de cette publication avait jeté un certain trouble. Certains avaient envisagé une aggravation du résultat alors que les pouvoirs publics invoquaient des difficultés de mise en place de la nouvelle nomenclature. D'où l'explosion, après l'annonce, de la hausse des cours. La publication de ce chiffre qui a provoqué la crise d'octobre est à la fois exaltante et attendue. De son montant dépendra l'évolution des marchés boursiers et financiers mondiaux.

Ce suspens et ces incertitudes ajoutent à l'opacité de la situation. « Quand nous avons une visibilité de deux jours, nous nous estimons satisfaits », déclare une négociatrice de titres. Les analystes, eux, se réfugient dans le décriptage de leurs graphiques. L'indice CAC de la Compagnie des agents de change a terminé la semaine en hausse de 2,90 à 294,8. Si l'indice le samedi est de 280, la chute sera alors violente. En revanche s'il parvient à « casser » la barre de 310 une période de progression s'ouvre devant lui. Autant dire donc que fonda-

mentalement pour les professionnels la tendance est plutôt orientée à la baisse.

De plus pour la première fois depuis la mi-janvier aucune nouvelle OPA n'est venue stimuler le mouvement. Au contraire, ces offres d'achat semblaient troubler plus d'un opérateur. L'exemple de la Télécom France va-t-il inspirer d'autres sociétés de firmes cotées et retarder le déroulement des opérations ? Apparemment oui, et la tentative de prise de contrôle de Rhône-Rhône par Bolloré Technologies semble rencontrer les mêmes difficultés. En fin de semaine, les modalités de l'OPA n'étaient toujours pas présentées officiellement. Mais de nombreuses rumeurs insistent d'une offre à 1 100 F par titre soit près du triple du dernier cours coté (406 F). Les cotations de Bolloré et de sa filiale Sofical qui réalisera l'opération étaient suspendues dès mardi.

En revanche, annoncée le même jour que l'OPA sur Rhône-Rhône, l'offre du Printemps pour acquérir la majorité du capital de La Redoute a été nettement mieux acceptée. Le conseil d'administration de la firme rouennaise de vente par correspondance a approuvé jeudi ce projet. Reste à présent à connaître la réactivité de ses titres. Pernod-Ricard a procédé comme il l'avait annoncé en janvier à une réduction et à une annulation d'une partie de ses actions.

Les introductions sur le second marché se poursuivent à un rythme moins soutenu puisqu'une seule firme y est entrée contre trois, la semaine précédente. Le Crédit agricole de la Loire, coté depuis lundi à Lyon, est la huitième société à accé-

der depuis le début de l'année sur ce jeune marché. Il est également le troisième établissement de la « Banque verte » à ouvrir ses portes au public par ce biais.

Un rapport sans surprise

Alors que les rumeurs d'opérations frauduleuses effectuées par des remisiers auprès de leur clientèle et que les pratiques de certains changes d'agents de change sont montrées du doigt, la commission Brac de La Perrière, chargée de réfléchir sur la déontologie de cette profession, a dévoilé les grands principes définis dans son rapport qui sera remis à la Commission des opérations de Bourse avant la fin du mois. Aucune véritable surprise n'apparaît. Sont rappelés, dans cette réflexion, des principes fondamentaux comme le respect de la primauté des clients et de l'intégrité du marché. Ces mesures d'auto-discipline seront-elles vraiment entendues et mises en œuvre s'il n'y a aucun contrôle ?

Un rapport en appelant au autre, les conclusions de M. Daguez sur les conséquences du krach d'octobre et l'évolution des marchés financiers seront présentées dès lundi.

D'autre part, les décrets d'application de la loi de réforme de la Bourse devraient être publiés très prochainement. L'un de ses dispositions prévoit la suppression des courtages fixes perçus par les agents de change dès le 30 juin 1989. Sera alors instaurée une libre négociation sur tous les ordres afin de développer la concurrence entre les établissements.

Egalement, dans le cadre de la modernisation de la place parisienne, le développement du marché continue nécessaire un traitement spécial pour les petits porteurs. Les différents organismes concernés sont arrivés à un accord qui prendra effet à la fin du mois de mars (voir encadré). Enfin, l'entrée des banques dans le capital des sociétés nécessite une certaine harmonisation des statuts des personnes bancaires et boursières. Les négociations en cours depuis de longs mois impliquent certains points qui craignent de voir disparaître une partie de leurs privilèges, notamment financiers. D'où plusieurs mouvements d'humour qui restent pour l'instant isolés. Débouchons-nous sur un conflit ouvert ? L'hypothèse est envisageable, mais, dans ce cas, le grand public ne risque vraiment pas de s'émouvoir.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

Eaux troubles

mentalement pour les professionnels la tendance est plutôt orientée à la baisse.

De plus pour la première fois depuis la mi-janvier aucune nouvelle OPA n'est venue stimuler le mouvement. Au contraire, ces offres d'achat semblaient troubler plus d'un opérateur. L'exemple de la Télécom France va-t-il inspirer d'autres sociétés de firmes cotées et retarder le déroulement des opérations ? Apparemment oui, et la tentative de prise de contrôle de Rhône-Rhône par Bolloré Technologies semble rencontrer les mêmes difficultés. En fin de semaine, les modalités de l'OPA n'étaient toujours pas présentées officiellement. Mais de nombreuses rumeurs insistent d'une offre à 1 100 F par titre soit près du triple du dernier cours coté (406 F). Les cotations de Bolloré et de sa filiale Sofical qui réalisera l'opération étaient suspendues dès mardi.

En revanche, annoncée le même jour que l'OPA sur Rhône-Rhône, l'offre du Printemps pour acquérir la majorité du capital de La Redoute a été nettement mieux acceptée. Le conseil d'administration de la firme rouennaise de vente par correspondance a approuvé jeudi ce projet. Reste à présent à connaître la réactivité de ses titres. Pernod-Ricard a procédé comme il l'avait annoncé en janvier à une réduction et à une annulation d'une partie de ses actions.

Les introductions sur le second marché se poursuivent à un rythme moins soutenu puisqu'une seule firme y est entrée contre trois, la semaine précédente. Le Crédit agricole de la Loire, coté depuis lundi à Lyon, est la huitième société à accé-

der depuis le début de l'année sur ce jeune marché. Il est également le troisième établissement de la « Banque verte » à ouvrir ses portes au public par ce biais.

Un rapport sans surprise

Alors que les rumeurs d'opérations frauduleuses effectuées par des remisiers auprès de leur clientèle et que les pratiques de certains changes d'agents de change sont montrées du doigt, la commission Brac de La Perrière, chargée de réfléchir sur la déontologie de cette profession, a dévoilé les grands principes définis dans son rapport qui sera remis à la Commission des opérations de Bourse avant la fin du mois. Aucune véritable surprise n'apparaît. Sont rappelés, dans cette réflexion, des principes fondamentaux comme le respect de la primauté des clients et de l'intégrité du marché. Ces mesures d'auto-discipline seront-elles vraiment entendues et mises en œuvre s'il n'y a aucun contrôle ?

Un rapport en appelant au autre, les conclusions de M. Daguez sur les conséquences du krach d'octobre et l'évolution des marchés financiers seront présentées dès lundi.

D'autre part, les décrets d'application de la loi de réforme de la Bourse devraient être publiés très prochainement. L'un de ses dispositions prévoit la suppression des courtages fixes perçus par les agents de change dès le 30 juin 1989. Sera alors instaurée une libre négociation sur tous les ordres afin de développer la concurrence entre les établissements.

Egalement, dans le cadre de la modernisation de la place parisienne, le développement du marché continue nécessaire un traitement spécial pour les petits porteurs. Les différents organismes concernés sont arrivés à un accord qui prendra effet à la fin du mois de mars (voir encadré). Enfin, l'entrée des banques dans le capital des sociétés nécessite une certaine harmonisation des statuts des personnes bancaires et boursières. Les négociations en cours depuis de longs mois impliquent certains points qui craignent de voir disparaître une partie de leurs privilèges, notamment financiers. D'où plusieurs mouvements d'humour qui restent pour l'instant isolés. Débouchons-nous sur un conflit ouvert ? L'hypothèse est envisageable, mais, dans ce cas, le grand public ne risque vraiment pas de s'émouvoir.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

Semaine du 7 au 11 mars

der depuis le début de l'année sur ce jeune marché. Il est également le troisième établissement de la « Banque verte » à ouvrir ses portes au public par ce biais.

Un rapport sans surprise

Alors que les rumeurs d'opérations frauduleuses effectuées par des remisiers auprès de leur clientèle et que les pratiques de certains changes d'agents de change sont montrées du doigt, la commission Brac de La Perrière, chargée de réfléchir sur la déontologie de cette profession, a dévoilé les grands principes définis dans son rapport qui sera remis à la Commission des opérations de Bourse avant la fin du mois. Aucune véritable surprise n'apparaît. Sont rappelés, dans cette réflexion, des principes fondamentaux comme le respect de la primauté des clients et de l'intégrité du marché. Ces mesures d'auto-discipline seront-elles vraiment entendues et mises en œuvre s'il n'y a aucun contrôle ?

Un rapport en appelant au autre, les conclusions de M. Daguez sur les conséquences du krach d'octobre et l'évolution des marchés financiers seront présentées dès lundi.

D'autre part, les décrets d'application de la loi de réforme de la Bourse devraient être publiés très prochainement. L'un de ses dispositions prévoit la suppression des courtages fixes perçus par les agents de change dès le 30 juin 1989. Sera alors instaurée une libre négociation sur tous les ordres afin de développer la concurrence entre les établissements.

Egalement, dans le cadre de la modernisation de la place parisienne, le développement du marché continue nécessaire un traitement spécial pour les petits porteurs. Les différents organismes concernés sont arrivés à un accord qui prendra effet à la fin du mois de mars (voir encadré). Enfin, l'entrée des banques dans le capital des sociétés nécessite une certaine harmonisation des statuts des personnes bancaires et boursières. Les négociations en cours depuis de longs mois impliquent certains points qui craignent de voir disparaître une partie de leurs privilèges, notamment financiers. D'où plusieurs mouvements d'humour qui restent pour l'instant isolés. Débouchons-nous sur un conflit ouvert ? L'hypothèse est envisageable, mais, dans ce cas, le grand public ne risque vraiment pas de s'émouvoir.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Wall Street a marqué une pause. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait atteint mardi son plus haut niveau d'après le krach, a terminé la semaine en retrait de 22,8 points par rapport à la clôture précédente. Le baromètre de la Bourse new-yorkaise a fini vendredi 11 mars à 2 034,98. Après avoir débuté sur une note de fermeté, une demande sélective était stimulée par la confiance croissante des milieux boursiers et l'économie demeurait saine cinq mois après la crise d'octobre, la tendance a commencé à s'effriter mercredi devant la résistance rencontrée par l'indice à l'approche de la barre des 2 100. Une forte remontée des cours de l'or et du pétrole a accentué les prises de bénéfices jeudi en ravivant la crainte d'une relance de l'inflation, et la chute de l'indice a été précipitée par les programmes informatiques qui se sont automatiquement déclenchés lorsque l'indice est tombé à 2 050.

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
Alcoa	46 1/8	44 5/8
Allegheny (ex-UAL)	78 1/2	77 3/4
AT&T	29	27 7/8
Boeing	47	47 1/2
Chase Manhattan Bank	25 3/4	25 5/8
De Post de New York	86 3/8	85 3/4
Eastman Kodak	43 1/4	41 7/8
Exxon	42 1/8	42
Ford	46 1/4	44 3/8
General Electric	44 1/8	43 5/8
General Motors	71 1/2	71 3/4
Goodyear	61 3/4	59 7/8
IBM	116 7/8	115 1/4
ITT	46 1/8	45 3/8
Mobil Oil	43 5/8	43 5/8
Pfizer	56 1/8	54 5/8
Schlumberger	34 1/8	33 1/2
Texas	44	44 1/4
Union Carbide	24 3/8	24 5/8
USX	33 1/2	32 1/8
Westinghouse	51 1/8	51
Xerox Corp	58 7/8	57 5/8

LONDRES

Influencé par le livre

Le marché a évolué irrégulièrement à la baisse sous l'influence de la poussée de la livre au-dessus de 3 DM. Cette forte progression, qui demeure un danger pour les exportations britanniques, a inquiété le marché. Car M. Thatcher a indiqué qu'une baisse des taux pour enrayer la flamme de la monnaie serait inflationniste et donc contraire aux intentions du gouvernement. La plupart des valeurs dirigées vers les ventes à l'étranger étaient orientées à la baisse, alors que certaines résistaient mieux à l'annonce de résultats annuels encourageants.

Aux OPA on notait des gains importants pour Rank Organisation après son rachat de la société américaine Albert Enterprises.

Indice FT-100 du 11 mars : industrielles, 1 449,9 (contre 1 475,7) ; Fonds d'Etat, 90,47 (contre 90,34) et mines d'or, 248,6 (contre 239,7).

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
Bushnell	479	475
Bovril	383	387
Brit. Petroleum	250	274
Charter	315	318
Courtauld	329	318
De Beers (*)	9 7/8	10 3/8
Free Gold (*)	10 3/8	11 3/8
Glaxo	107 3/2	10 9/16
Gl. Univ. Stores	16 3/4	16 5/8
Imp. Chemical	11 1/4	11 1/2
Shell	7 3/2	10 3/4
Unilever	494	484
Victoria	165 1/2	172 1/2
War Loan	38 15/16	39 3/2

FRANCFORT

Inchangé

La pause amorcée dès les premiers jours de mars s'est prolongée du fait de la prudence des opérateurs. Le volume des transactions sur les huit places boursières d'Allemagne fédérale n'a atteint que 10,67 milliards de DM contre 12,08 la semaine précédente.

Indice de la Commerzbank le 11 mars : 1 392 (contre 1 388,7).

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
ABG	225	237
RASF	242,50	241,50
Bayer	263,50	262,20
Commerzbank	227,50	231
Deutschebank	426,80	424
Hoechst	233,50	238,70
Karstadt	431,50	416,50
Mannesmann	118,80	120
Siemens	377,50	378,30
Volkswagen	246	233,50

TOKYO

Première baisse

Après six semaines de hausse, la Bourse de Tokyo a enregistré sa première période de baisse dans un marché particulièrement actif. Le volume quotidien des transactions est resté très élevé avec 1,08 milliard de titres échangés contre 1,07 milliard la semaine précédente. Le chiffre d'affaires moyen s'est élevé à 1 090 milliards de yens (45 millions de francs) contre 1 240 milliards la semaine précédente.

Indice du 11 mars : Nikkei 25 543,73 (contre 25 627,57), général 2 091,42 (contre 2 109,48).

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
Alcatel	538	597
Bridgestone	1 410	1 310
Canon	1 180	1 130
Fuji Benz	3 490	3 420
Honda Motor	1 590	1 680
Matsushita Electric	2 420	2 520
Mitsubishi Heavy	633	663
Sany Corp.	5 180	5 190
Toyota Motor	2 390	2 280

Bogart à la croisée des chemins

M. Jacques Konckier n'a pas tout à fait gagné son pari. Jacques Bogart, le firme de parfums pour homme à l'enseigne du célèbre acteur disparu, créée par ses soins en 1976, et dont il est le PDG, n'a pas réussi, comme prévu, à redresser la barre en 1987. Si le chiffre d'affaires du groupe (composé de Bogart, Balenciaga et Ted Lapidus) a continué de croître rapidement pour atteindre 208,6 millions de francs en revanche le bénéfice net consolidé, déjà malmené l'année précédente (16,5 millions de francs contre 18 millions), s'est réduit comme une peau de chagrin : 0,4 million de francs seulement.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

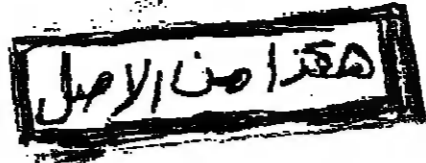
« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.

En attendant de devenir le fleuron du groupe, comme M. Konckier le souhaite, Balenciaga a de nouveau été déficitaire de 3,5 millions de francs.

« La comparaison avec les résultats de 1986 n'a pas de sens », assure M. Konckier, en soulignant que, il y a un an, les comptes de Balenciaga, racheté en 1986 au chimiste allemand Hoechst, n'avaient été consolidés que le dernier trimestre. Sans doute, mais c'est en partie à Balenciaga, tout de même, que le groupe Bogart doit la fuite de ses profits. Lourde déception déficitaire en 1986 (27,5 millions de francs), la célèbre maison de couture et de parfums se porta mieux. Pour remettre l'affaire sur les rails, il a fallu réduire les frais pléthoriques, multiplier par trois les ventes à l'exportation, mettre fin à dix-huit accords de licences à l'étranger, en signer de nouveaux. Mais ces derniers ne deviendront pas profitables avant au moins un an et demi.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Canada : la nouvelle stratégie militaire. - États-Unis : Gary Hart se retire de la course présidentielle. 4 La visite de M. Gorbatchev en Yougoslavie. - Normalisation des relations financières entre Paris et Bagdad.	5 La préparation de l'élection présidentielle : - M. Chirac à Bordeaux. - La réplique de M. Dumas et de M. Lang à M. Paequa. 6 Un sondage IPSOS-Le Monde : la politique et les mots pour la dire.	7 A Paris, plus de cent enfants atteints de saturnisme depuis 1985. 8 Fusillade à Bastia. - Une précision de la chancellerie : cent cinquante déportés maghrébins pourraient être expulsés.	13 September, de Woody Allen. - Trois spectacles à Lyon : Shakespeare, Calderon et Heiner Müller. - Une exposition à l'ARC : Bernard Frize et le groupe « Construction-image ».	17 Projet de réforme fiscale en RFA. - Le programme Eureka. - Retour au calme sur le franc. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 15 Météorologie 16 Mots croisés 15 Spectacles 14	● Immobilier : calculez votre prêt avec le Crédit lyonnais. IMMO ● Une semaine à la Bourse. BOURSE ● Tous les jeux du Monde. JEUX Actualité, International, Sports, Campus, FNAM, Télématex. 3615 Taper LEMONDE

Des évêques catholiques sud-africains protestent contre la répression

Johannesburg. — Six évêques catholiques sud-africains ont manifesté, le vendredi 11 mars, devant la cathédrale de Johannesburg pour protester contre la répression qui frappe les organisations anti-apartheid.

Pour éviter toute violation des lois qui interdisent les rassemblements dans la rue, les prélats se sont succédés, un à un, devant l'édifice en brandissant une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « *Remedios nos droits de l'homme* ».

La semaine passée, plusieurs dignitaires religieux, dont l'archevêque anglican Desmond Tutu, avaient été brièvement interpellés au Cap au cours d'une manifestation organisée pour protester contre l'interdiction de toute activité politique imposée par les autorités à dix-sept mouvements anti-apartheid et à la principale centrale syndicale noire d'Afrique du Sud, la COSATU. (Reuters.)

● Interdiction du Comité de défense de la démocratie. — Les autorités sud-africaines ont interdit le samedi 12 mars le Comité de défense de la démocratie (CDD), formé le 7 mars par l'archevêque Desmond Tutu et ses amis politiques, ainsi que la manifestation de masse que le Comité avait prévue pour dimanche prochain au Cap. Le CDD avait été créé pour combler le vide créé par l'interdiction de facto, le 24 février, de dix-sept organisations noires d'opposition, parmi lesquelles le Front démocratique uni (UDF, rassemblement de quelque sept cents organisations). — (AFP.)

Les Autrichiens commémorent l'Anschluss dans la dignité et... l'indifférence

VIENNE de notre envoyé spécial

L'Autriche officielle avait fait de cette journée du vendredi 11 mars le sommet de la commémoration de l'annexion du pays par Hitler. Le gouvernement, les présidents des deux Chambres du Parlement, le chancelier Franz Vranitzky et le vice-chancelier Alois Mock ont évoqué tour à tour, dans leurs discours, les victimes, juives ou non juives, du national-socialisme en Autriche, ont salué les rares Autrichiens qui, dès 1939, avaient compris la signification du national-socialisme et s'étaient engagés dans une résistance apparemment sans issue.

L'objectif du gouvernement autrichien était, au moment où il s'agit de regarder l'étranger fixé sur lui, de démontrer que le pays commémorait dignement cet événement.

C'était une gageure, alors que jamais peut-être depuis la naissance de la République d'Autriche l'atmosphère n'avait été aussi délétère. Dans le sillage de l'affaire Waldheim émergent les scandales. Vienne bruit de rumeurs, chacun cherche à tirer son épingle d'un jeu que personne ne semble vraiment maîtriser. Et pourtant, l'espace d'une journée, on a senti qu'une sorte de trêve s'était établie, fondée sur le sentiment qu'un faux pas, un dérapage, un mot mal placé pouvait dégénérer en catastrophe. Au bout du compte, les paroles du chancelier Vranitzky affirmant que, « pour l'Autriche de l'avenir, la chose la plus évidente et la plus difficile était de construire une société tout à

fait normale dans laquelle tout ce qui avait souffert ce pays à l'abime ne puisse plus trouver sa nourriture », sonnaient justes.

La journée de vendredi aura été aussi celle du silence de M. Kurt Waldheim. Son intervention jeudi soir à la télévision (Le Monde du 12 mars) a été diversement accueillie. Les opposants au président de la République critiquent la forme alambiquée qu'il a employée pour présenter au pays et au monde ses excuses pour les crimes du national-socialisme commis par des Autrichiens. Ses partisans, en revanche, saluent l'évolution de la pensée du président qui semble, selon eux, avoir enfin compris qu'il fallait en finir avec la seule défense crispée de sa propre persistance. Le pays légal a donc le sentiment d'avoir « réussi » sa commémoration de l'Anschluss.

Mais, pour qui a vécu ce 11 mars 1988 dans les rues de Vienne, une autre image restera, celle de l'indifférence de la foule à l'égard de toute cette affaire. Le pays tout entier était appelé à cesser ses activités pendant une minute, à 11 h 10 du matin. La circulation devait s'arrêter, les cloches sonner, les sirènes hurler. En fait, dans le centre de Vienne, deux images s'imposent : celle d'automobilistes furieux, bloquant la circulation, et celle d'une vieille dame arrêtée seule au milieu de la Kärntner Strasse, à laquelle aucun des passants pressés ne jetait le moindre regard.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire également, en page 2, l'article de Jacques Nobécourt.)

Les ventes d'armes françaises à l'Iran

« Démenti le plus formel » de M. André Giraud

M. André Giraud, ministre de la défense, a opposé, le vendredi 11 mars, dans un communiqué, « le démenti le plus formel » aux informations selon lesquelles des armements français auraient été exportés vers l'Iran après mars 1986.

M. Giraud répondait ainsi à l'enquête publiée par le *Nouvel Observateur* du 11 mars, faisant état d'éléments trouvés par un juge d'instruction parisien M. Faïce Casson, lors de perquisitions aux sièges des filiales italiennes de la société Luchaire (Le Monde du 12 mars).

« Une fois de plus, des informations, données sans aucun élément de précision, laissent entendre que des exportations d'armes françaises vers l'Iran seraient intervenues après 1986 », poursuit le communiqué. Le ministre de la défense apporte le démenti le plus formel à ces allégations qui sont démenties de fondement.

● Augmentation du nombre des détenus au 1^{er} mars. — Les prisons françaises comptent 51 698 détenus au 1^{er} mars 1988 contre 50 817 au 1^{er} février, soit une hausse de 1,52 % en un mois, ont indiqué les services de l'administration pénitentiaire. La carte population pénale, on compte 22 047 prévenus, soit 42,7 % du total, et 29 649 condamnés à titre définitif, soit 57,3 % du total. Les hommes constituent l'écrasante majorité de la population pénale (98,4 %), tandis que les femmes ne sont qu'un nombre de 2 230. Au 1^{er} mars 1987, le nombre des détenus était de 50 243, dont 22 538 en détention provisoire et 27 705 condamnés.

Dans le Val-de-Marne

Un contrôleur du travail inculpé pour avoir informé un salarié

Un contrôleur du travail du Val-de-Marne a été inculpé le 9 mars par un juge d'instruction de Créteil. Son délit ? Avoir informé un salarié, faisant à l'époque office de délégué syndical, qu'un procès-verbal pour diverses infractions au Code du travail avait été dressé à l'encontre de son employeur.

Une plainte contre X... avait été déposée par le chef d'entreprise pour violation du secret professionnel. Le juge d'instruction n'avait pas alors convoqué le contrôleur, mais entendu l'inspecteur du travail responsable de sa section. Puis il avait délivré une ordonnance de non-lieu, en accord avec les réquisitions du parquet. Peu de temps après, le chef d'entreprise faisait appel de l'ordonnance, et la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris demandait un complément d'information. Malgré les réquisitions contraires du parquet, cette fois encore elle annulait l'ordonnance de non-lieu et ordonnait l'inculpation du contrôleur du travail. Ce qui vient donc d'être obtenu.

Il semble pourtant que l'employeur n'ait pas toujours eu un profond respect du Code du travail. Plusieurs fois, et depuis 1982, il a été condamné pour des infractions sur le SMIC, pour des entraves, des obstacles ou des outrages. Il lui est arrivé de licencier trente-cinq personnes,

puis d'en réembaucher autant quelques mois après, sans respect des dispositions alors existantes. Il licenciait un délégué syndical CGT en 1985, dut le réintégrer après une longue procédure, avant d'obtenir son départ de guerre lasse. Son remplaçant, élu délégué du personnel, est celui à qui le contrôleur du travail donna connaissance du procès-verbal à l'origine de l'affaire. Depuis, il n'y a plus de délégués CGT dans l'entreprise et diverses sections de l'inspection du travail sont intervenues pour des problèmes touchant à l'emploi d'étrangers en situation irrégulière ou proche du travail clandestin constatés chez certains de ses sous-traitants habituels.

Parisienne, l'affaire provoque beaucoup d'émoi parmi les inspecteurs du travail à un moment où ceux-ci voient sa réduction des attributions — notamment depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement — et alors que des reproches semblables sont adressés à certains de leurs collègues dans ce même département. Ils s'en inquiètent d'autant plus que l'inculpation semble remettre en cause le principe de transparence attaché à leur intervention et reconnu par les textes.

A. L.

VIETNAM : la succession de Pham Hung

Un réformateur, M. Vo Van Kiet, est nommé premier ministre par intérim

M. Vo Van Kiet, chaud partisan des réformes économiques, a été nommé premier ministre par intérim à la suite du décès de Pham Hung (Le Monde du 12 mars), a rapporté, le samedi 12 mars, Radio-Hanoi. Agé de soixante-cinq ans, M. Kiet était premier-vice-premier ministre et numéro cinq du bureau politique du PC vietnamien.

La nomination de Pham Hung, le 18 juin 1987, avait été accueillie comme un compromis entre la « vieille garde » du PC, dont il était le dernier représentant au sein du bureau politique, et les partisans de l'ouverture du pays. Malade, il faisait ainsi figure d'homme de transition. Les neuf mois qu'il a passés à la tête du gouvernement ont, cependant, été l'occasion d'une accélération des réformes réclamées par le sixième congrès du PC, réuni en décembre 1986 : poursuite de l'ouverture sur l'Ouest, amorcée de la négociation du conflit cambodgien,

adoption d'un code des investissements étrangers et libération de la plupart des anciens collaborateurs du régime de Saigon après plus de douze ans de détention dans des « camps de rééducation ».

La promotion de M. Vo Van Kiet — sous réserve que l'Assemblée nationale la confirme en juin prochain — devrait accélérer les réformes souhaitées par M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du PC depuis le sixième congrès. En tout cas, elle renforce ceux qui souhaitent que le Vietnam sorte de son isolement, notamment en retirant ses troupes du Cambodge et en amorçant une coopération avec les pays occidentaux et les organismes de crédit internationaux.

On ne doit pas s'attendre, pour autant, à des changements importants à court terme. Les éléments communistes les plus durs ont conservé une influence à l'intérieur d'un parti dont l'immobilisme a été, pourtant, secoué à la fois par la

« transparence » en vigueur chez l'allié soviétique et le succès des réformes économiques du voisin et ennemi chinois. Même s'il n'occupe plus que les fonctions de conseiller du comité central du PC, M. Le Duc Tho demeure généralement considéré comme le chef de file de cette tendance « dure ».

Au sein du PC vietnamien, les purges sont extrêmement rares et la pratique veut qu'un consensus se dessine, ce qui peut prendre beaucoup de temps, quand il s'agit de passer aux actes. En outre, la réunification entre le Nord et le Sud étant loin d'être faite, douze ans après avoir été proclamée, toute réforme bénéficie fatalement davantage aux Méridionaux — le Sud est mieux équipé et moins pauvre — qu'aux Septentrionaux, ce qui ne fait pas l'affaire des bureaucrates de Hanoi. M. Nguyen Van Linh aura donc besoin de M. Kiet pour tenter d'ancrer des réformes dont les résultats demeurent limités.

J.-C. POMONTI.

Un nouveau championnat du monde pour les grands constructeurs automobiles

Les grands constructeurs automobiles disposeront à partir de 1990 d'un nouveau championnat du monde des voitures de production, disputé sur circuit (1). Ces compétitions programmées en alternance avec les grands prix de formule 1 pour éviter toute concurrence dans la couverture médiatique, mettront en présence des voitures ayant la silhouette de véhicules de série, construites à vingt-cinq mille exemplaires par an au minimum, mais conçues en fait à quelques unités pour la course.

Si, extérieurement, seules les modifications assurant la stabilité, comme un aileron arrière, sont permises, une grande liberté sera laissée aux ingénieurs en matière technique. Toujours dans le but de favoriser l'investissement des grands constructeurs dans la compétition, le choix du moteur s'est porté sur le 3,5 litres atmosphérique, également utilisé dans les deux autres championnats du monde (formule 1 et sports-prototype).

Le règlement sportif s'inspire largement de celui de la formule 1. Le championnat comprendra chaque année de huit à douze épreuves, dont 40 % disputées hors d'Europe. La durée des courses sera fixée entre cinquante et soixante-dix minutes. Chaque constructeur pourra aligner deux ou trois voitures, mais devra s'engager pour toute la saison.

Trente voitures seront aux essais, calculés sur ceux de la formule 1, et vingt-six au départ des courses. Les pilotes, qui pourraient se recruter en grande partie en formule 1, devront posséder la super-licence.

Douze grands constructeurs ont manifesté leur intérêt pour ce nouveau championnat. Six d'entre eux se sont déjà engagés à signer la convention avec la FISA, mais

entendent révéler leur participation au moment opportun. En France, Renault et Peugeot ont mis à l'étude ce projet, qui leur permettrait de renouer avec la compétition dans le cadre d'un championnat du monde.

G. A.

Menaces sur le Rallye Paris-Dakar

Après avoir entendu M. René Metzger, directeur de course du Rallye Paris-Alger-Dakar, le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a décidé, le vendredi 11 mars, que la durée totale de ce raid tout terrain ne devra pas excéder quinze jours à l'avenir.

Le départ de la prochaine édition devra être donné au plus tard le 27 décembre pour que l'arrivée puisse être jugée le 10 janvier. Afin d'éviter toute concurrence de date, le comité exécutif de la FISA a demandé aux organisateurs du Rallye de Monte-Carlo de repousser la date de leur départ du 12 au 19 janvier 1989.

Gilbert Sabine, l'organisateur du Paris-Alger-Dakar, a violemment réagi à cette décision de la FISA. « Jean-Marie Balestre veut tuer le Paris-Dakar parce qu'on le gêne, a-t-il dit sur RTL. Je vais me battre jusqu'au bout mais si nous n'avons pas satisfaction, le Paris-Dakar sera supprimé. Il est impossible de l'organiser sur quinze jours et Balestre le sait parfaitement. Nous remunérerons beaucoup de monde. »

M. FRANÇOIS LÉOTARD invité du « Grand Jury-RTL - le Monde »

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, secrétaire général de Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury-RTL - le Monde », dimanche 13 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Fréjus, qui soutient la candidature de M. Raymond Barre, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
E.-M. Levy, fabricant - 288, av. de Ménil - 75014 Paris, M. Albi - Tél. : 45-48-57-40

FOOTBALL : la Coupe de France

Bordeaux et Marseille éliminés

Bordeaux et Marseille, finalistes de la dernière Coupe de France, ont été éliminés d'entrée, le vendredi 11 mars, en trente-deuxième de finale de cette même épreuve.

Les Marseillais qui, comme les Bordelais, avaient obtenu de disputer leur match avec un jour d'avance pour mieux préparer leur rencontre de coupe d'Europe, ont été battus (1-0) à Marignac par Bastia, qui évolue en deuxième division.

A Lyon, les Girondins se sont inclinés aux coups de pied au but (4-3) contre les Nantais. Le temps réglementaire et la prolongation s'étaient achevés sur les scores respectifs de 0-0 et 1-1.

● **Dopage en coupe d'Europe de football.** — Silvano Fontolan, un défenseur de Vérone, a été convaincu de dopage à l'occasion du match aller des quarts de finale de la Coupe de l'UEFA qui opposait son club au Werder de Brême, le 2 mars. Les analyses d'urines ont révélé la présence de propylamine et de crothéramide, deux stimulants du système nerveux. C'est le premier cas de dopage enregistré par l'Union européenne des associations de football.

● **CYCLISME : Paris-Nice.** — Le Belge Étienne de Wilde a remporté, le vendredi 11 mars, le quatrième étape du Paris-Nice, disputée entre Toulon et Saint-Tropez, en battant au sprint l'Irlandais Sean Kelly. Ce dernier prend la première place du classement général, avec 16 secondes d'avance sur le Français Ronan Penne.

● **SKI ALPIN : descente de Vail (Colorado).** — Le Suisse Franz Heinzer a remporté, le vendredi 11 mars, la descente de Vail devant le Français Christophe Pié. Ce dernier a réussi la meilleure performance française en Coupe du monde de descente depuis la deuxième place d'Henri Duvillard en 1972 à Kitzbühel.

● **Un enseignement molesté.** — M. Didier Bardet, enseignant au CES d'Ottmaringen, près de Mulhouse (Haut-Rhin), a été passé à tabac, le vendredi 11 mars, par deux jeunes gens âgés de dix-sept ans et vingt-deux ans. Extérieurs à l'établissement, ils avaient été appelés à la rescousse par un élève que M. Bardet venait de réprimander. Celui-ci a eu le nez fracturé. Les auteurs de l'agression devaient passer devant le tribunal de Mulhouse le samedi 12 mars.

Le numéro du « Monde » daté 15 mars 1988 a été tiré à 519 039 exemplaires

Dans les « Dossiers et Documents » du mois de mars

Les clivages politiques

Bientôt l'élection présidentielle : il va falloir choisir. Pour des milliers de jeunes nouveaux électeurs, ce sera une première. Pour eux, *Dossiers et Documents* présente la carte de visite des partis politiques et raconte, en raccourci, l'histoire ancienne de la bipolarisation, celle de l'ordre et celle du mouvement.

Dans les années récentes, droite et gauche ne représentent plus dans l'opinion des clivages aussi tranchés qu'autrefois. L'opinion apparaît plus pragmatique, plus indépendante des partis et des factions. Les

acteurs sociaux semblent se méfier d'un projet de société fabriqué pour eux. Néanmoins, il faut voter. A ce stade, ce sont les classes moyennes, infidèles et versatile qui font la différence.

Les déterminants classiques du vote, l'âge, le sexe, la profession, la religion aussi ont la vie dure. Une constatation de poids enfin : les non-inscrits, qui ne s'intéressent donc pas aux élections, sont nombreux : 10 % du corps électoral et, parmi eux, en majorité des jeunes...

Les paysans

Après avoir réussi leur révolution, les paysans sont aux abois, du moins la majorité de cette classe sociale que sont la petite et la moyenne paysannerie. *Dossiers et Documents* explique la mutation en cours, présente différents por-

traits du monde agricole (revues disparates, amour du métier, formation des jeunes) et montre comment se profile la crise : consommation solvable stagnante, baisse du prix des terres, liquidation d'exploitations, aberrations génétiques.

La négociation de Genève

Les pourparlers sur l'Afghanistan pléminent

Pakistans et Afghans ont achevé, le vendredi 11 mars à Genève, leur deuxième semaine de pourparlers « indirects », sur un constat apparent d'échec. Malgré les surenchères habituelles et les ambiguïtés soigneusement entretenues, cette situation laisse planer l'incertitude sur l'éventualité d'un accord avant la date-butoir du 15 mars, fixée par M. Gorbatchev.

Le délégué pakistanaï, M. Zain Noorani, a cependant déclaré, vendredi, après un entretien avec le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, qu'il avait « le sentiment que l'on pourrait voir quelque chose la semaine prochaine ». Cela ne signifie pas, s'est-il empressé d'ajouter, « un changement de position » du Pakistan, qui continue de lier la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul à un accord sur les conditions d'un retrait militaire soviétique.

De son côté, M. Jean-François Deniau, qui s'est rendu le mois dernier à Moscou, a mis en garde les Soviétiques contre « le risque d'un nouveau Liban », dans un entretien publié par le *Nouvel Observateur*. Estimant que les Soviétiques sous-estiment réellement le rôle de l'Afghanistan, M. Deniau, chargé par le gouvernement d'une mission d'évaluation sur le conflit, pense qu'ils ont « sûrement des arrière-pensées » ou croient « à certaines fausses solutions ».